

UNIVERSITÉ DE PARIS.— FACULTÉ DE DROIT

LES AMORTISSEMENTS

DANS LES

SOCIÉTÉS ANONYMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 19 décembre 1912, à 1 h. 1/2

PAR

Paul DREYFUS

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président : M. E. THALLER

Suffragants : { MM. LYON-CAEN, }
PERCEROU, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS.— FACULTÉ DE DROIT

LES AMORTISSEMENTS

DANS LES

SOCIÉTÉS ANONYMES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 19 décembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Paul DREYFUS

LICENCIÉ ÈS LETTRES



Président : M. E. THALLER

*Suffragants : { MM. LYON-CAEN, } professeurs.
PERCEROU, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES AMORTISSEMENTS

DANS LES

SOCIÉTÉS ANONYMES

INTRODUCTION

L'amortissement dont nous allons nous occuper est l'amortissement industriel, c'est un amortissement d'actif.

Sa définition courante est la suivante : L'amortissement est la constatation de la dépréciation des différents actifs causée par le temps.

Le sens du mot amortir est celui d'amoindrir, d'éteindre, et c'est aussi dans ce sens qu'on a commencé à employer l'expression d'amortissement dans le cas de remboursement d'une dette. Le terme a conservé dans ses emplois nouveaux une signification analogue, et l'opération qu'il désigne a conservé, elle aussi, des rapports de ressemblance avec l'extinction d'une créance.

Thaller (*Annales*, 1895, p. 248, n° 20) fait fort exactement ce rapprochement : « L'amortissement d'une dette et d'une usine sont de même nature.

Amortir une usine c'est en constater la dépréciation, mais si cette usine fut construite à l'aide d'argent emprunté, l'argent correspondant à la dépréciation naturelle servira à amortir la dette, et, ce qui mieux encore montre le rapport, dans une société par actions les actionnaires sont comme le bailleur de fonds, créanciers de la société pour le capital, et l'augmentation du fonds de roulement qui correspond à la dépréciation du matériel peut servir à leur rembourser le capital, à l'amortir ; mais ils sont en même temps, ou seront propriétaires du matériel, et si les sommes employées à les rembourser étaient restées dans l'affaire pour combler la dépréciation du matériel, leur situation serait, en fin de compte, la même ; ou bien ils ont recouvré leur argent, mais leur usine vaut zéro, ou bien leur argent leur est dû, mais ils le retrouvent sous une forme quelconque dans l'affaire ; les deux procédés aboutissent au même effet, ils sont aussi bien l'un que l'autre un amortissement (La règle que le capital ne peut être réduit ne peut gêner dans cette explication). »

Mais il faut encore, avant de commencer l'étude détaillée de l'amortissement analyser une autre notion : celle de valeur ; si, en effet, cette notion n'est pas claire, il en résulte une grande obscurité dans tout ce qui touche à l'amortissement, puisque l'amortissement doit constater les valeurs, les moins-values des différents actifs. Or il nous semble qu'en général l'idée de valeur est très obscure, nous croyons donc utile de commencer par éclaircir cette idée, ce qui nous permettra de résoudre de nombreuses difficultés touchant l'amortissement.

La valeur.

Nous ne pouvons songer à étudier ici d'une façon complète la question de la valeur pour laquelle doivent figurer, au bilan, les différents éléments dont se compose un actif ; une telle étude se suffirait à elle-même. Mais d'autre part, il est nécessaire, dans une étude de l'amortissement, de s'occuper, au moins d'une façon générale, de l'idée de valeur.

Pour quelle valeur, pour quelle somme, un certain objet doit-il être porté au bilan ? Dès que l'on se pose cette question, on voit apparaître la difficulté ; car, suivant que l'on se place à certains points de vue différents, on voit, pour un même objet, varier la valeur dans des proportions considérables. S'il s'agit, par exemple d'estimer un ensemble de grosses machines pour l'industrie on pourra bien dire : pour acquérir ces machines il faut déboursier telle somme, voilà la valeur cherchée ; à ce point de vue la valeur s'égale au prix de revient, mais à cela on trouvera des gens pour répondre : si votre outillage a bien la valeur que vous lui attribuez, il doit aussi l'avoir pour d'autres que vous, et vous devez pouvoir le vendre pour ce prix ; si cette vente n'est pas possible, c'est que vous donnez à cet actif une trop grande valeur. La valeur d'une chose doit être celle que la chose a en elle-même, elle ne doit pas varier selon l'opinion de chacun, ce qui lui ôterait toute solidité ; ce doit être la valeur objective. A ce point de vue c'est le prix de

vente qui fixe la valeur. Or il existe souvent, entre le prix de revient et celui de vente, un écart considérable. Prix de vente (valeur objective) et prix de revient, voilà les deux méthodes opposées

En France la loi n'a rien établi sur cette matière, aussi la doctrine a-t-elle pu discuter librement, et proposer de nombreuses solutions ; en Allemagne, où l'article 261 du nouveau Code de commerce édictait des dispositions précises, on a aussi discuté pour savoir à quelle manière de voir il fallait les rattacher, de quels principes elles étaient une application.

Le Code de commerce, paragraphe 40, avait prescrit que les objets devaient figurer au bilan pour leur valeur au moment de l'inventaire ; cette valeur, prétendent de nombreux auteurs, est la valeur d'échange qui doit être appelée valeur objective, mais cette théorie, développée aussi en France, est combattue de la même façon.

En pratique il a toujours été impossible d'appliquer à l'ensemble du bilan l'une de ces façons de voir, et les partisans de l'une et l'autre doctrine sont obligés d'admettre des exceptions dans l'application.

Il en résulte une grande incertitude, cause de troubles et de confusions dans la façon d'évaluer les actifs, et nous croyons que cette confusion n'a pas été sans en amener dans le domaine de l'amortissement. Il importe donc d'éclaircir la question.

Nous nous inspirerons, dans ce qui va suivre, des études faites sur cette question par les auteurs allemands, Leh-

mann, Rehm (*Die Bilanzen der Aktiengesellschaften*, et en particulier V. Simon, *B. d. Act.*).

La valeur d'une chose n'est point inhérente à cette chose, ce n'en est pas une qualité ; en somme ce n'est point un fait, mais une manière de voir, une opinion. Celui qui dit qu'une chose a une valeur, prononce donc un jugement ; ce jugement doit tenir compte de deux faits dont dépend la valeur :

1° Il faut que l'objet satisfasse certains besoins.

2° Il faut que certaines personnes veuillent bien donner d'autres biens, par exemple de l'argent, pour obtenir les objets nécessaires à la satisfaction de ces besoins.

Pour avoir une idée exacte de la valeur, il faut connaître le contenu de ces deux conditions.

Dans la première, il peut se présenter différentes espèces de satisfaction de besoins.

a) Satisfaction directe, par exemple la possession, l'emploi.

b) Satisfaction indirecte, c'est-à-dire obtention par cette chose d'une autre chose qui est désirée.

Suivant qu'il s'agira du premier but ou du deuxième, la valeur sera nommée valeur d'emploi, ou valeur d'échange, de réalisation.

La deuxième condition a pour contenu le rapport avec certaines personnes ; seules des personnes achètent des choses. Mais, ou bien une seule personne ou bien plusieurs le font ; par suite il peut y avoir valeur générale ou particulière.

Nous aurons donc les jugements de valeur suivants :

- I. — Valeur d'emploi général.
- II. — — — particulière.
- III. — — d'échange générale.
- IV. — — — particulière.

Mais la notion de valeur, séparée du rapport avec les personnes et avec les besoins, ne peut se construire ; l'idée de valeur est relative, subjective, la notion de valeur objective est contradictoire. Ce qu'on appelle valeur objective, c'est la valeur d'échange générale qui a son expression parfaite dans le prix de marché.

Ceux qui prétendent que seul le prix de vente doit être adopté parce qu'il représente la valeur des choses en elles-mêmes, disent quelque chose d'absurde et d'inconcevable, ce prix de vente n'est que l'expression d'une valeur aussi relative que les autres et que nous avons appelée valeur d'échange générale ; par conséquent ceux qui veulent la seule valeur objective ne tiennent compte ni de la valeur d'emploi ni de la valeur particulière, ils veulent que toutes choses soient portées au bilan pour le prix auquel elles pourraient être vendues.

Il est intéressant de voir le jugement cité par V. Simon, du *Reichsoberhandelsgericht*. « A la base de la rédaction du bilan est l'idée d'une réalisation possible des actifs et passifs ; cependant pour les objets d'emploi il ne faut pas tenir compte de l'effet que produirait la réalisation. »

La contradiction est frappante, mais nous la retrouvons partout, chez tous ceux qui s'efforcent de faire, ou du prix

de vente, ou de celui de revient, un principe général applicable à tous les cas, et qui sont obligés cependant dans l'application de faire des exceptions à leurs principes.

Mais il faut un principe général. Ce principe ne s'explique que par la nature du bilan ; celui-ci doit être l'exposé de la fortune d'une personne déterminée ; détachés de cette personnalité, les différents objets d'actif prennent un autre caractère, ils changent de valeur ; étant pour les uns un objet d'emploi, ils ne sont plus pour les autres qu'un objet d'échange, et la valeur d'emploi elle-même varie avec les personnes.

Or il importe peu à une société qui veut se faire une idée de sa fortune, de savoir quelle valeur un objet qu'elle possède aurait pour quelqu'un d'autre, de savoir, par exemple, quel est le prix de vente de cet objet quand elle l'emploie longtemps pour exercer son industrie : « Le principe est donc la valeur individuelle, c'est la valeur d'emploi ou la valeur d'échange particulière » (V. Simon). C'est une question de fait qui dépend de la destination de l'objet de savoir laquelle des deux il faut prendre.

Ces valeurs particulières peuvent concorder avec les valeurs générales, ce qui a lieu quand, dans le cas particulier, aucune raison n'intervient d'estimer d'autre façon que le ferait l'ensemble des autres personnes.

Et l'on ne doit pas croire, pense V. Simon, qu'avec un tel principe, l'estimation soit dépendante d'une volonté individuelle et capricieuse ; il faudra, dit-il, dans chaque

cas particulier, procéder à une estimation minutieuse (1).

L'exposé que nous venons de faire de cette théorie doit sembler maintenant tout à fait justifié ; il a en effet bien éclairci la notion de valeur, ce qui va nous être très utile. La valeur d'une chose est toujours relative, nous n'avons donc plus, pour l'estimer, à essayer d'obtenir un résultat définitif et stable, valable pour tous les cas ; au contraire, il va falloir dans chaque cas particulier examiner les conditions spéciales où nous nous trouvons, et dont la valeur est fonction, variant, changeant indéfiniment, souple, comme elles.

Nous ne trouverons plus étonnant qu'un même objet

(1) Rehm semble s'écarter quelque peu de cette façon de voir (Rehm, p. 59, § 23, n° 7).

La valeur d'échange ou d'emploi, dit-il, ne doit être ni la valeur individuelle, ni la valeur générale, mais la valeur d'affaire (*Geschäftswert*), c'est-à-dire la valeur que possède l'objet par le fait qu'il appartient à cette affaire, qu'il sert à cette affaire.

Il ne faut donc pas donner à l'objet la valeur qu'il a justement pour *ce* propriétaire de l'affaire, mais non plus la valeur que l'objet aurait à la liquidation de l'affaire en tant qu'actif isolé ; il faut lui donner la valeur qu'il aurait encore, alors que l'affaire continuerait avec un autre que le propriétaire actuel.

Il faut prendre comme base d'appréciation la valeur de l'objet pour *n'importe quel* propriétaire raisonnable d'une affaire pareille.

Cette théorie, dit Rehm, est d'accord avec celle de Lehmann et de Simon.

Et en effet, V. Simon ne veut pas que l'estimation dépende d'une volonté individuelle ; il faut, dit-il, dans chaque cas particulier, procéder à une estimation minutieuse, mais cette estimation judicieuse, c'est justement l'estimation « de n'importe quel propriétaire raisonnable » demandée par Rehm.

La solution est donc la même, mais l'analyse de Rehm va un peu plus loin et éclaircit complètement ce que « l'estimation minutieuse de V. Simon laissait encore un peu obscur ».

puisse avoir deux valeurs différentes suivant les besoins qu'il peut être appelé à satisfaire ; nous admettrons enfin qu'une usine puisse, dans un bilan, figurer pour un prix excédant même largement celui pour lequel elle pourrait être vendue.

La pratique a, sans l'expliquer, toujours adopté cette méthode, estimant au prix du marché les objets destinés à l'échange, et au prix d'achat ceux devant être employés d'une façon permanente, valeur d'échange ou valeur d'emploi. Si, en France, aucun texte n'est venu consacrer cet usage, il n'en a pas été de même en Allemagne ; le paragraphe 261 du N.H.G.B. consacre clairement cette distinction.

§ 261. — Pour l'établissement du bilan on appliquera avec les prescriptions du paragraphe 40 les dispositions suivantes :

I. — Les valeurs et les marchandises cotées à la Bourse ou au marché, doivent y figurer au maximum pour leur valeur en Bourse ou au marché, au moment pour lequel le bilan est dressé, et si ce prix dépasse celui d'achat ou de revient, y être portées au maximum pour ce dernier prix.

II. — Les autres éléments d'actif seront inscrits au plus haut pour leur prix d'achat ou de revient.

III. — Les établissements et autres effets qui ne sont pas destinés à la revente, mais plutôt à l'exploitation permanente des affaires de la société, doivent, malgré leur

dépréciation, être inscrites pour leur prix d'achat ou de revient, pourvu qu'il soit fait également état d'une déduction correspondant à leur dépréciation, ou d'un fonds de renouvellement les concernant.

Nous avons montré en commençant à parler de la valeur, que nous devons tirer de cette étude des résultats intéressants la question de l'amortissement : nous pouvons le faire voir mieux encore à présent. Nous comprenons, en effet, maintenant fort bien pourquoi un même actif doit figurer au bilan pour un prix tout différent suivant qu'il est destiné à l'échange ou à l'emploi ; et l'amortissement d'une installation industrielle doit avoir pour résultat de la faire figurer au bilan pour sa valeur d'emploi au moment de l'établissement du bilan, valeur égale à la valeur primitive moins la dépréciation. Mais ce fonctionnement normal de l'amortissement est souvent modifié. En effet, beaucoup de personnes, lorsqu'il s'agit d'estimer un actif, sont guidées par l'idée d'une réalisation immédiate, comme dans le jugement du Reichsoberhandelsgericht cité plus haut, il y a aussi pour eux à la base de la rédaction du bilan l'idée de réalisation possible ; la valeur d'échange est donc ce qu'elles rechercheront à faire prévaloir, et voici ce qui va se passer. Au début une installation industrielle sera bien portée pour son prix de revient, parce qu'il est impossible de faire autrement ; mais dans la suite on va tendre vers le prix d'échange, et pour cela forcer l'amortissement, en y faisant rentrer non seulement l'écart entre la valeur d'emploi originelle et

actuelle, mais aussi celui entre la valeur d'emploi et celle d'échange afin d'obtenir un bilan de réalisation. Mais nous voyons que c'est là un empiètement illégitime de la valeur d'échange dans le domaine de la valeur d'emploi, et que par là on fait rentrer dans l'amortissement des éléments qui ne sont pas de sa nature, on lui fait indiquer autre chose que le montant de la dépréciation.

Mais quelle est cette autre chose qu'on lui fait ainsi indiquer, dont on lui fait tenir compte ? Ceux qui veulent porter au bilan les objets d'emploi pour leur prix d'échange songent à une liquidation possible. Si, pensent-ils, cette liquidation avait lieu et que les objets d'emploi soient portés au bilan pour un prix supérieur à celui de vente, il en résulterait une perte ; au contraire, s'ils ne figuraient que pour cette somme, il n'y a en cas de liquidation aucun risque ; en agissant ainsi ils pratiquent donc une mesure de prévoyance ils s'assurent contre un risque de perte future, ils font une réserve. Mais ils ont tort de croire qu'ils ne font que donner aux choses leur valeur vraie ; ils n'ont pas d'abord étudié la valeur puis appliqué le résultat obtenu aux divers actifs, mais ils ne sont arrivés à cette notion de la valeur que sous l'influence de leurs idées de prévoyance et parce que cette notion leur était conforme.

Nous voyons ainsi, et nous verrons encore plus loin que dans la pratique l'amortissement perd son caractère naturel parce qu'à l'idée de constatation de dépréciation viennent se mêler des idées de prévoyance.

Notre étude de la valeur vient de nous permettre de voir clair dans un cas particulier qui nous intéresse, mais elle va encore nous servir à d'autres points de vue.

En effet, si nous destinons un objet à l'échange, nous devons adopter la valeur d'échange ; si nous le destinons à l'emploi, la valeur d'emploi, c'est-à-dire le prix d'achat, à condition, comme dit le paragraphe 3 de l'article 261 allemand, de tenir compte de l'amortissement (1).

Le prix d'achat n'est que la valeur d'emploi originelle, mais elle ne le demeure pas, les objets d'emploi sont, en effet ceux qui s'usent, qui par l'usage prolongé qu'on les destine à remplir se déprécient, c'est-à-dire ceux qu'il faut amortir ; la valeur d'emploi devra donc tenir compte de l'amortissement. Le domaine de la valeur d'emploi et de l'amortissement est le même, il s'étend aux objets qui, comme le dit le paragraphe 3 de l'article 261 allemand, ne sont pas destinés à la revente, mais plutôt à l'exploitation permanente des affaires de la société.

L'amortissement semble donc lié ainsi particulièrement aux objets d'emploi. Pourquoi en est-il ainsi ?

L'amortissement est, comme nous le savons, la consta-

(1) L'amortissement semble ainsi lié particulièrement aux objets d'emploi. C'est qu'en effet, nous l'avons déjà dit, la valeur d'emploi à laquelle le paragraphe 261 allemand donne comme maximum le prix d'achat, est souvent très supérieure à la valeur d'échange, mais, par contre, cette valeur d'emploi ne demeure pas longtemps la même mais décroît bientôt. Et cette décroissance a pour cause l'emploi prolongé des objets d'emploi.

tation d'une dépréciation, dépréciation d'une certaine nature étant due à une cause particulière, qui agit d'une façon naturelle et constante, l'usure résultat de l'emploi et du temps. Par suite les objets d'échange n'auront souvent pas à être amortis. Comme on les acquiert en vue de l'échange, on ne les conserve généralement pas longtemps, et le temps n'agit pas sur eux ; comme d'autre part ils ne servent point, l'usure ne s'exerce pas non plus. On choisit de plus très souvent comme objets d'échange ceux qui, par leur nature, conservent leur valeur sans que l'usure agisse sur eux ; c'est une condition essentielle pour ces biens. Il en est ainsi pour les espèces, les effets de commerce, les titres, etc. Mais nous savons qu'il ne dépend pas de la nature interne des objets d'être objets d'échange ou d'emploi, mais de leur destination (quoique certains biens soient destinés plutôt à un but qu'à l'autre) ; dans ce cas pourrons-nous concevoir qu'un même objet doive être amorti différemment suivant qu'il est destiné à l'échange ou à l'emploi ? Certainement oui ; parce que destiné à l'emploi cet objet aura souvent une valeur bien plus grande que celle d'échange. Mais, par contre, l'usage en le rendant moins propre à cet emploi agira sur cette valeur et la diminuera ; l'amortissement qui constate cette diminution sera donc plus fort puisque la valeur à réduire est plus grande.

Ainsi nous allons, dans l'étude qui va suivre, rencontrer d'une façon générale des objets d'emploi ; la valeur qu'ils devront avoir au bilan sera donc leur valeur d'emploi, va-

leur d'emploi individuelle, comme dit V. Simon, ou mieux encore Geschäftswert, comme dit Rehm ; c'est à cette valeur que devra les ramener l'amortissement. Voilà le point important auquel nous a conduit notre rapide étude de la valeur ; il nous sera, on l'a déjà vu et on le verra encore mieux dans la suite, d'une grande utilité.

Maintenant, ayant défini l'amortissement, ayant suffisamment éclairci la notion de valeur, nous pouvons entrer dans le détail du sujet qui nous occupe.

La première partie de cette étude sera consacrée à *l'amortissement en général*, aux procédés de comptabilité employés pour le faire paraître au bilan, aux systèmes d'amortissements les plus généralement adoptés.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'AMORTISSEMENT EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER

L'AMORTISSEMENT EST-IL LÉGALEMENT OBLIGATOIRE ?

Les sociétés par actions font pour la plupart usage de l'amortissement ; nous trouvons un chapitre qui lui est consacré dans presque tous les bilans des affaires sérieuses d'espèces les plus variées ; la raison d'ailleurs en saute aux yeux : parmi tous les biens et actifs divers dont les bilans nous indiquent la valeur, la très grande majorité se déprécie, en particulier par l'usage ; or faire paraître au bilan cette dépréciation, c'est là justement ce que l'on appelle amortir. Cette pratique, rendue nécessaire par la nature des choses, est-elle rendue également obligatoire par la loi ? Nulle part la loi française ne parle d'amortissement, mais l'obligation d'amortir peut facilement être déduite de principes plus généraux dont elle est une application. Ces principes sont : a) l'obligation pour les sociétés par ac-

tions de dresser chaque année un inventaire et un bilan ;
b) la règle de la fixité du capital et, conséquence de cette dernière, la notion et la condamnation du dividende fictif.

L'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 oblige, « conformément à l'article 9 du Code de commerce », les sociétés par actions à faire un inventaire dont les résultats ressortent résumés au bilan ; un tel inventaire doit naturellement être exact, il doit donc tenir compte des moins-values subies par les valeurs figurant à l'actif, d'où nécessité d'amortir ; nous pourrions donc, de cette donnée seule, conclure à l'amortissement commandé par la loi, mais la règle de la fixité du capital vient fortifier cette façon de voir. Les sociétés par actions sont des sociétés à capital fixe ; ce capital, gage public des créanciers, ne doit ni directement, ni d'une manière détournée faire retour aux actionnaires (excepté bien entendu le cas de réduction de capital entouré des formalités légales) ; une portion d'actif n'est distribuable aux actionnaires que lorsque l'actif qui demeure après cette distribution égale le capital social (plus naturellement le passif d'ailleurs aux tiers, mais il est inutile et plus clair de n'en pas parler ici). Les actionnaires ont versé comme gage le montant de leurs actions, la valeur du capital. Leur obligation ne va pas plus loin ; si ce gage des créanciers perd tout ou une partie de sa valeur, ceux-ci subiront la perte, l'actionnaire ne leur doit rien ; à ce point de vue le gage du créancier est limité à un ensemble de biens, aux usines construites avec le capital versé par exemple, et ce gage perdra de sa valeur si les usi-

nes se déprécient par le temps, ou un accident quelconque ; mais dans leurs rapports avec la société, le gage des créanciers devient un gage sur le patrimoine social s'élevant à une somme fixe, le capital social ; et tant que l'actif ne dépasse pas cette somme fixe, aucune portion du patrimoine ne peut être distribuée aux associés ; le but du contrat de société est de mettre quelque chose en commun pour s'en partager les fruits. Dans les sociétés par actions ce partage n'est possible que lorsque l'équivalent de la chose mise en commun, le montant du capital existe dans le patrimoine social ; si la valeur de ce patrimoine est inférieure, les produits ne peuvent être distribués, ils doivent remplacer la perte ; bien que produits ils deviennent capital. L'actionnaire n'est pas obligé de reconstituer le capital, mais la société l'est.

En interdisant la distribution de dividendes fictifs (L. 24 juillet 1867, art. 10 et 15, 3^e), la loi oblige encore les sociétés par actions à amortir. En effet, pour qu'il y ait dividende réel, c'est-à-dire distribuable, il faut que les sommes distribuées correspondent à des bénéfices réalisés ; pour qu'il y ait bénéfice, il est nécessaire qu'il y ait eu enrichissement en cours d'exercice, ce qui, dans les sociétés par actions, se manifestera par un compte de profits et pertes créditeur, c'est à-dire figurant au passif du bilan ; si au contraire l'excédent d'actif indiqué au bilan ne correspond pas à la réalité, c'est qu'il n'y a pas eu d'enrichissement ni de bénéfices ; c'est dans ce cas qu'il y a distribution de dividende fictif. Pour obtenir un tel résultat on peut em-

ployer différents moyens ; on peut créer des bénéfices imaginaires, ce que l'on réalisera en faisant dans les livres des majorations d'actifs, par exemple : le compte portefeuille titre était débiteur de 9 millions ; sans que ces titres aient augmenté en valeur ou en nombre, on débitera cependant ce compte de 1 million dont on créditera profits et pertes ; mais on peut tout aussi bien agir d'une autre façon, par exemple ainsi : le compte usine est débiteur de 10 millions, mais par suite de son fonctionnement cette usine a perdu d'une façon certaine une partie de sa valeur, supposée le dixième ; il est donc nécessaire de créditer de cette somme le compte usine afin qu'il figure au bilan pour sa valeur vraie actuelle ; soit 9 millions ; par contre on débitera d'autant le compte profits et pertes. Eh bien ! on ne le fait pas, on laisse figurer le compte usine pour 10 millions, c'est-à-dire que l'on majore l'actif de 1 million.

Les deux façons de procéder sont identiques, toutes deux sont des majorations d'actif, toutes deux aboutissent à la distribution de dividendes fictifs ; or, venons-nous de dire, la loi interdit très rigoureusement une telle distribution, elle interdit donc les procédés qui y aboutissent, elle oblige ainsi à amortir. Nous voyons donc, comme nous l'avons dit plus haut, que, bien que nulle part la loi n'exige en termes formels l'amortissement dans les sociétés par actions, une telle obligation est cependant légalement obligatoire, et peut être aisément déduite de principes et de textes précis. La doctrine a très généralement adopté cette manière de voir, et la jurisprudence également établie

en ce sens a rendu, en l'absence de textes légaux, la pratique de l'amortissement nécessaire.

Ainsi l'absence de texte relatif à l'amortissement ne présente pas d'inconvénients pour ce qui est de savoir si les sociétés sont obligées légalement d'amortir, mais nous verrons, à d'autres points de vue, que peut être l'existence de prescriptions légales eût été fort utile.

Recherchons maintenant sous quelle forme l'amortissement figure au bilan.

CHAPITRE II

QUELS SONT LES PROCÉDÉS EMPLOYÉS POUR FAIRE FIGURER AU BILAN LES AMORTISSEMENTS.

Il existe, comme on sait, deux procédés pour faire figurer au bilan les amortissements.

On peut, en effet, porter les postes d'actif devant être amortis pour des sommes décroissantes ; les usines figureront par exemple chaque année pour un montant qui, égal au début de l'exploitation au prix de revient, diminuera chaque année pour aboutir, lorsque l'usine sera hors d'usage, au prix des matériaux ; la dépréciation est faite directement sur l'objet perdant de sa valeur. On obtient en comptabilité ce résultat en opérant ainsi : le compte usine à amortir s'élève avant amortissement à 1 million, c'est-à-dire qu'il est débiteur de 1 million ; on veut l'amortir de 100.000 francs, on créditera le compte usine de cette somme et on en débitera le compte profits et pertes. On va en effet avoir une diminution d'actif de 100.000 francs assimilable en comptabilité à une véritable perte ; le compte usine figurera à l'actif au bilan pour 900.000 francs, et le solde, supposons le créditeur, du compte profits et pertes sera au passif plus faible de 100.000 francs.

Le deuxième procédé consiste à laisser figurer au bilan

les divers actifs pour leur valeur primitive, mais en créant au passif un, ou des comptes spéciaux dont le montant formera le total des dépréciations, des amortissements. Ce compte porte au bilan le nom de compte d'amortissements.

Pour obtenir ce résultat en comptabilité, on opère de la façon suivante. Reprenons l'exemple précédent : on ne touchera pas au compte usine qui reste débiteur de 1 million, mais on crédite un compte nouveau, le compte amortissements, de 100.000 francs ; on débitera, en même temps, comme tout à l'heure le compte profits et pertes, de cette même somme ; le compte amortissement, créditeur de 100 000 francs, va figurer pour cette somme au passif du bilan. Comme dans le cas précédent, le solde toujours supposé créditeur ou, ce qui revient au même, l'excédent de l'actif sur le passif, se trouve réduit de 100.000 francs, non plus parce que l'actif a diminué de cette somme, mais parce que le passif s'est accru d'autant ce qui revient au même ; la perte est toujours de 100.000 francs.

Les deux procédés sont, on le voit, très semblables, mais dans le premier, comme on crédite un compte débiteur, on modifie ce compte, mais on n'a cependant au bilan qu'un solde ; c'est justement là l'inconvénient ; le détail de l'opération n'apparaît pas ; or, comme nous allons le voir, on a intérêt à ce qu'il apparaisse ; mais au bilan ne figurent que les soldes des comptes ; tant que l'amortissement se traduira par une écriture à un autre compte : comptes usines, etc., on aura au bilan pour ce compte un solde, l'écriture

du crédit disparaît. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, on ouvre pour ainsi dire à cette écriture un compte nouveau où elle va pouvoir paraître : le compte amortissement. Ainsi le jeu d'écritures par lequel s'opère l'amortissement, au lieu de demeurer caché dans un compte spécial au grand livre, où personne ne pourra le voir, apparaîtra aux yeux de tous dans les colonnes du bilan. On devine de suite, par l'exposé même de ce procédé, l'avantage principal qu'il présente sur le précédent, il permet de voir quels amortissements ont été pratiqués ; tandis qu'avec l'autre méthode, la lecture du bilan ne nous indique nullement pour quel prix était porté à l'origine l'actif sujet à dépréciation, et de combien il a depuis été amorti.

Par contre, le premier procédé qui fait figurer l'amortissement à l'actif présente d'autres avantages ; d'abord il semble être le procédé le plus naturel et correspondant le mieux à la nature de l'opération. Une usine valait 1 million, elle était portée pour 1 million, elle ne vaut plus que 900.000 francs, on ne l'inscrit plus que pour cette somme. De plus les différents actifs, sujets à dépréciation, sont généralement de natures très diverses et, par suite, figurent au bilan dans des comptes distincts ; on pourra donc voir avec un certain détail l'amortissement subi par les différents actifs, usines, outillage, frais de premier établissement, etc. Au contraire, avec l'inscription au passif on ne voit que le montant total de l'amortissement sans qu'il soit possible de savoir dans quelle proportion et pour quelle somme la dépréciation a été répartie sur les différents pos-

tes de l'actif auxquels elle s'applique. On peut, il est vrai, objecter qu'il est possible de remédier à cet inconvénient en ouvrant au passif non plus un seul compte d'amortissement, mais autant qu'il existe à l'actif de comptes devant être amortis. On aura par exemple un compte d'amortissement d'usine, un compte d'amortissement de matériel, etc. En théorie on doit même toujours procéder ainsi, l'amortissement, en effet, doit être spécial, à l'inverse de la réserve : « Lorsque l'amortissement est porté au passif, il vaudrait mieux avoir pour chaque valeur un amortissement spécial ; la pratique est contraire » (Verley, thèse). « L'amortissement, dit de même Charpentier, doit être spécial, sans quoi il devient une réserve. » Lehmann, V. Simon veulent aussi la spécialité de l'amortissement ; la jurisprudence s'est aussi prononcée en ce sens (Trib. com. Seine, 20 décembre 1894, D. 99.363 ; Trib. com. Seine, 16 janvier 1890).

La pratique, comme le dit Verley, est contraire, et on peut lui trouver des justifications, car en employant ce système elle ne ferait ainsi qu'exagérer beaucoup un défaut que présente déjà en lui-même le deuxième procédé ; ce défaut consiste à rendre moins clair le bilan. Nous savons, en effet, qu'il ne faut rien négliger pour rendre à tous la lecture des bilans aussi facile que possible. Eh bien la création au passif d'un compte d'amortissement ne va peut-être pas dans ce sens, mais si au lieu d'un compte on devait en avoir plusieurs, il est certain qu'alors l'obscurité pourrait devenir fort grande, surtout que ces comptes ne se trouveront

presque jamais en face des comptes d'actif auxquels ils doivent correspondre.

Les deux procédés offrent donc des inconvénients, cependant le deuxième, c'est-à-dire celui où l'on ouvre au passif un compte amortissement, est généralement jugé préférable. Il est, en effet, très important de savoir le montant initial de l'actif à amortir, et la somme dont il a été amorti; ainsi seulement, on saura de combien, en un certain temps, les usines, le matériel, etc., qui valaient tant à l'origine, ont été amortis; ainsi seulement on pourra voir si la société a pratiqué d'une façon assez large les amortissements; tandis qu'au contraire en voyant seulement figurer à l'actif une usine pour une certaine somme, on ne sait absolument rien; cette somme est-elle encore le prix d'achat primitif? Sinon de combien ce prix a-t-il été diminué? Le bilan n'en dit rien, il peut tenir compte de l'amortissement mais il ne le fait pas voir. Mais il est peut-être possible de réunir les avantages des deux systèmes en procédant de la façon suivante: au lieu d'avoir à l'actif une colonne dans laquelle sont portées les valeurs des différents actifs, on en ouvre deux. Dans la première, à la suite du nom que porte chaque compte, on inscrit la valeur primitive de l'actif figurant à ce compte; au-dessous de cette somme, on inscrit le montant de l'amortissement effectué sur cet actif, on fait la soustraction et on transcrit dans la deuxième colonne le produit ainsi obtenu; c'est cette deuxième colonne qui constitue réellement l'actif du bilan; les sommes qui y sont portées

sont celles qu'il faut retenir, ce sont elles qui indiquent pour quelles valeurs sont portés au bilan les différents actifs ; souvent pour mieux l'indiquer, les sociétés qui emploient ce procédé impriment ces sommes en plus gros caractères ; en procédant ainsi on a par exemple :

Usines	1.000.000	} 900.000
Amortissement	100.000	
	900.000	

Il est même possible de faire paraître au bilan séparément l'amortissement antérieur à l'exercice en cours et celui de cet exercice ; il suffit d'employer trois colonnes au lieu de deux à l'actif ; dans la deuxième, en face par exemple du titre usine, on inscrit la valeur initiale de cette usine ; au-dessous, dans la première colonne, on inscrit la somme des amortissements antérieurs, et au-dessous de ceux-ci l'amortissement de l'année ; la somme de ces amortissements se pose dans la deuxième colonne au-dessous de la valeur de l'usine, et le résultat de la soustraction, se place dans la troisième colonne ; c'est la valeur définitive de l'actif en question au bilan ; il en résultera ce qui suit en empruntant notre exemple au bilan de 1906 de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est.

Division de Pienne	17.023.494	} 4.078.901
Moins amortissements		
antérieurs	2.519.391	
Amortissements de l'exercice	425.202	
	2.944.593	

En résumé, dans le premier procédé on a un bilan exact conforme aux principes de l'établissement des bilans, mais qui laisse ignorer un fait important : le montant de la dépréciation subie ; le deuxième procédé nous révèle ce montant, mais par là même, il vient compliquer le bilan en y faisant figurer des opérations internes dont le résultat seul devrait y figurer logiquement ; enfin, le troisième procédé conserve le bilan parfait du premier système tout en nous renseignant au moins aussi bien que le deuxième sur le point particulier qu'il était bon de connaître. Faisons ici une remarque. L'amortissement, venons-nous de voir, figure parfois au passif. Ce compte est appelé souvent un passif fictif ; ce nom est également donné au compte capital et aux réserves. Le compte amortissement se distingue de ceux du capital et des réserves ; ceux-ci servent à exprimer l'actif social, l'excédent de l'actif sur le passif ; celui-là sert à faire estimer la valeur d'un actif, c'est un compte de valorisation ; mais tous ces comptes ont ceci de commun, à savoir : être appelés des passifs fictifs. Or on a prétendu que ce soi-disant passif fictif n'était qu'une fiction dangereuse. « Il n'y a pas, dit V. Simon, de comptes fictifs (p. 118), les comptes capital, amortissement, réserves sont parfaitement réels. Le compte amortissement est aussi réel, dit V. Simon (p. 130), que la dépréciation d'actif que l'on aurait pu pratiquer à la place, il a seulement l'avantage d'en mieux faire voir le montant. » De même Verley (thèse, p. 17). « Dans

les bilans, il existe des passifs fictifs, le capital et les réserves sans affectation ; mais celles qui sont destinées à l'amortissement d'immeubles ou des frais de premier établissement, etc. (de telles réserves sont des amortissements), sont-elles aussi des passifs fictifs ? Ce passif vient exprimer une diminution de l'actif qu'on aurait pu aussi bien faire paraître en réduisant cet actif. Ce n'est donc pas un passif fictif. » La perte résultant de l'usure au lieu de disparaître dans d'autres comptes dont elle réduira l'actif, reste visible, mais elle reste aussi réelle, c'est un véritable passif qui n'a de fictif que le nom. Nous venons d'indiquer sous quelles formes l'amortissement paraît au bilan, nous allons examiner maintenant le mécanisme de l'opération et sa nature.

CHAPITRE III

NATURE ET CARACTÈRE DE L'AMORTISSEMENT.

Les deux colonnes du compte de profits et pertes d'une société indiquent les accroissements ou diminutions de l'actif social pour l'exercice en cours, et le solde de ce compte montre qui fut le plus fort de l'enrichissement ou de l'appauvrissement et fait voir par suite si l'actif social a augmenté ou non. La colonne de gauche, celle du débit, indique donc, comme nous venons de le dire, des diminutions dans l'actif social, c'est-à-dire au fonds des pertes. Celles-ci peuvent, il est vrai, être plus que compensées par des accroissements d'actif ou bénéfices, mais cela ne change pas leur nature, elles sont quand même des pertes puisqu'elles réduisent de leur montant ces bénéfices. Ces pertes sont d'espèces très diverses et de nature très différente. Ce seront par exemple des frais généraux, des frais de traitement d'un minerai, des annuités de remboursement d'un emprunt, etc., des amortissements. L'amortissement est donc une diminution d'actif d'une nature spéciale. Les autres diminutions d'actif qui figurent au compte de profits et pertes proviennent de sommes sorties de l'actif, versées à des tiers ; on a, alors crédité la banque et débité profits et pertes ; pour l'amor-

tissement, bien que les écritures soient semblables, les choses ne se passent cependant pas de la même façon, aucune somme n'est sortie de l'affaire, aucun versement n'a été effectué, la perte ne provient pas d'une décision librement voulue, mais d'une cause extérieure et nécessaire : le temps. En effet, pour dresser le bilan, il est nécessaire d'avoir les soldes des différents comptes figurant au grand livre de la société ; pour un grand nombre de ces comptes ce travail se fera « à la seule inspection des éléments de ce compte » (Thaller, *Traité*, 3^e édit., p. 129) ; « il suffira de soustraire les deux colonnes de capitaux » (*op. cit.*, p. 129) par exemple : le compte est créateur de 100.000 francs, débiteur de 10.000 francs ; ce compte se solde par un crédit de 90.000 francs. On opérera ainsi pour tous les comptes formant les créateurs, débiteurs divers, banque, etc. Mais il y a certains comptes pour lesquels une telle opération ne peut suffire, ce sont les comptes intérieurs dépositaires de valeurs ; un compte usine par exemple est débiteur de 1 million, cela ne suffit pas pour permettre de porter cette somme à l'actif du bilan, il faut auparavant vérifier si la réalité est conforme à l'écriture, si l'usine vaut ce prix pour lequel elle figure aux livres ; il est donc nécessaire de procéder à l'inventaire de cet actif. Supposons que cet inventaire nous donne pour notre usine 900.000 francs seulement, qu'allons-nous en conclure ; le montant du compte usine est inexact, il faut le corriger, ce que nous ferons en comptabilité en créditant ce compte de 100.000 francs ; ainsi son

solde créditeur de 900.000 francs correspondra à la réalité ; mais est ce tout ? Non, ce débit de 1 million nous indiquait aussi combien valait en réalité notre usine et pour combien elle figurait dans l'actif social lors de la dernière évaluation de cet actif, c'est-à-dire du dernier bilan, et notre inventaire actuel nous indique que cet actif a en cours d'exercice diminué de 100.000 francs ; comme il n'y a aucune diminution de passif correspondante, il y a perte, perte qui doit apparaître au compte de profits et pertes, qui doit agir sur son solde, soit pour le rendre débiteur, soit pour en réduire d'autant le crédit.

Ces écarts entre le solde d'un compte et le prix d'inventaire peuvent, pour les différents actifs, provenir de causes nombreuses et produire des pertes ou, au contraire des bénéfices ; mais pour un très grand nombre d'espèces d'actif il y a une cause qui agit toujours dans le même sens et avec une telle puissance qu'elle contrebalance tout effet contraire : c'est le temps. Avec le temps, usine, machines, outils, s'usent, se déprécient ; par suite, chaque année l'inventaire de ces actifs nous en fournira une valeur inférieure à celle figurant aux livres ; tous les ans il y aura une perte ; ces pertes sont bien d'une nature particulière, elles proviennent d'une dépréciation d'actif causée par le temps, elles ont donc pu former aussi un groupe à part, celui de l'amortissement ; constater cette perte, en tenir compte, c'est amortir ; en résumé, d'après ce qui précède, les choses se passeraient de la façon suivante : tous les ans lors de la confection du bilan, il est nécessaire pour un

grand nombre d'actifs, de corriger, afin d'avoir des résultats exacts, les sommes portées aux livres par un inventaire de ces actifs, et tous les ans aussi cet inventaire fera ressortir par rapport à ces livres, c'est-à-dire par rapport à l'inventaire de l'année précédente, une dépréciation, une perte, dont la cause est le temps ; et ce qu'on nomme amortissement est la constatation de cette action du temps révélée par l'inventaire, d'où naturellement définition de l'amortissement, constatation d'une dépréciation.

Telle est bien la définition théorique de l'amortissement, et telle est bien l'analyse qui a dû y conduire. Nous pouvons de ce qui précède tirer les conclusions suivantes sur les caractères de l'amortissement. La dépréciation que doit constater l'amortissement, est un fait certain que l'on n'a qu'à enregistrer, l'amortissement doit donc se régler sur les faits. Le montant de l'amortissement est, théoriquement au moins, une pure question de fait, et pour qu'il soit ce qu'il doit être il faut qu'il corresponde exactement à la moins value ressortant de l'inventaire ; l'amortissement ne dépend donc pas de la volonté des actionnaires, ce sont les faits qui le fixent.

De là résulte un deuxième caractère de l'amortissement : sa nécessité, puisqu'il est une condition de l'exactitude du bilan ; et par suite cette nécessité est aussi devenue, malgré l'absence de textes, une obligation légale, puisque la loi veut un bilan exact. L'amortissement est encore, et cela est important, complètement indépendant des produits sociaux, et son montant n'a aucunement à varier sui-

vant les variations de ceux-ci ; mais à l'inverse, l'amortissement agira directement sur ces produits pour en réduire la partie disponible, c'est-à-dire les bénéfices. Il n'existe de bénéfices qu'après que les amortissements ont été effectués ; en effet, nous voyons bien pourquoi ; les bénéfices sont formés par le solde créditeur du compte de profits et pertes, il faut que si, au crédit de ce compte figurent tous les gains, au débit aussi apparaissent toutes les pertes, et l'amortissement en est une. Les bénéfices que l'on aperçoit au bilan doivent donc être des bénéfices après amortissement, la notion de bénéfices avant amortissement étant confuse et fausse, et par conséquent aussi le bilan doit être un bilan où les amortissements ont été effectués et non où ils resteraient à faire.

C'est bien là le point de vue de V. Simon lorsqu'il critique ainsi la façon de procéder de certaines sociétés (V. Simon, p. 96). « Certaines sociétés font deux bilans, l'un brut, l'autre net. Dans le bilan brut l'actif n'est pas estimé à sa valeur, les amortissements n'ont pas été faits ; le bilan net est seul légal, la notion de bénéfice brut est trompeuse ; peu importe de savoir quel eût été le bénéfice s'il n'y avait pas eu d'amortissement à faire. La loi demande que le bénéfice soit l'excédent de l'actif sur le passif ; il faut, pour cela, calculer selon la loi cet actif et ce passif, c'est-à-dire obtenir un bénéfice net.

L'amortissement, comme toute autre perte d'ailleurs, réduira donc les bénéfices, mais, nous l'avons vu, l'amortissement est une perte d'une nature particulière, elle ne

consiste pas en une sortie d'argent, la société n'a rien à payer ; ou pour parler autrement, il ne naît de ce fait aucune dette à sa charge envers les tiers, c'est pour ainsi dire une perte de la société sur elle même, ce qu'indiquent très bien les écritures correspondantes ; au lieu de créditer, en effet, comme pour une autre perte, un compte de tiers, c'est un compte intérieur, c'est-à-dire une personnification d'une branche sociale que l'on crédite ; d'où la conséquence suivante : Si la perte avait augmenté le passif dû aux tiers, mettons de 100.000 francs, ces 100.000 francs auraient figuré au crédit du compte de ces tiers et au débit de profits et pertes, ils auraient donc, eux aussi, réduit les bénéfices, à savoir de 100.000 francs ; mais la portion des produits ainsi retranchée des bénéfices va sortir de l'affaire, ce seront 100.000 francs d'espèces qu'il va falloir verser ; alors on débitera les comptes crédités et on créditera la caisse, ou la banque. En résumé, on crédite la caisse de la somme dont on débite les profits et pertes ; or les sommes figurant au crédit du compte profits et pertes sont des produits de l'exploitation, c'est-à-dire des espèces ; ces sommes figurent donc au débit du compte caisse, ou banque, etc., puisque c'est de l'argent qui est rentré ; ainsi la perte sera exactement l'inverse du produit et fera pour son montant sortir une portion égale de produits, c'est-à-dire de numéraire, puisque nous débitons profits et pertes et créditons caisse. Au contraire, s'agit-il d'un amortissement, on débite encore profits et pertes, mais on ne touche pas ni à caisse ni à banque ; on crédite par exemple :

compte usine ; la diminution d'actif a toujours lieu, mais pas dans les mêmes comptes, le numéraire n'est point touché ; par suite une partie des produits est bien enlevée au bénéfice, mais pas à l'affaire, la perte ne les fait plus sortir de la caisse, au contraire elle oblige à les y conserver, elle les immobilise. L'amortissement n'est donc pas une perte qui fait sortir de l'actif une portion égale de produits, mais il la rend indisponible, il l'oblige à remplacer un autre actif disparu. Ce ne sont donc pas, dans les deux cas, les mêmes parties de l'actif qui ont à subir la perte ; dans le premier ce sont les comptes caisse, banque, etc., c'est-à-dire ceux représentant un actif liquide ; dans le cas de l'amortissement, ce sont les comptes d'immobilisation, et au contraire les comptes d'actif liquides restent intacts, c'est-à-dire grossis par les produits qui apparaissent toujours dans ces comptes. Ce résultat est une des conséquences les plus importantes de l'amortissement. En effet, nous voyons, à mesure que la dépréciation va en s'accroissant, le bilan des sociétés changer d'aspect ; à l'origine l'actif est généralement presque entièrement composé par des comptes représentant des capitaux immobilisés : usines, matériel, etc., et les comptes représentatifs d'espèces liquides n'y tiennent qu'une place comparativement bien inférieure ; au contraire, à mesure que s'avance la vie sociale, nous allons voir les comptes dits d'immobilisation diminuer sans cesse, par suite des dépréciations que subissent les objets qu'ils représentent, et par contre les comptes du

fonds de roulement croître d'autant par suite de l'immobilisation des produits.

Cette transformation présente un grand intérêt ; elle est extrêmement heureuse, car pour une société il est très avantageux d'avoir des immobilisations diminuant et un fonds de roulement qui augmente. Une telle composition d'actif donne à l'entreprise une solidité nouvelle, les risques diminuent, c'est la valeur d'échange qui remplace la valeur d'emploi. Au point de vue financier, ne pas avoir à emprunter, avoir beaucoup de disponibilités constitue une force de premier ordre et une cause d'économies ; très voisins des avantages financiers sont les avantages commerciaux ; avec de l'argent pas de débits dans les banques, pas de crédits à obtenir, c'est-à-dire force et économie. Pour le capitaliste qui désire s'intéresser à une affaire, l'importance du fonds de roulement constitue aussi un facteur favorable. L'actif liquide a une valeur certaine, tandis que l'on pourra toujours craindre pour l'actif immobilisé une estimation inexacte difficile à vérifier.

Notons enfin que cette augmentation d'actif a contribué au rapprochement de l'amortissement et du fonds de réserve, mais sur ce point, qui sera examiné plus tard, nous nous bornons à une simple indication.

CHAPITRE IV

AMORTISSEMENT PAR ESTIMATION.

Amortir, avons-nous dit plus haut, c'est tenir compte d'une dépréciation ; pour cela il faut connaître cette dépréciation, c'est-à-dire mesurer l'usure de tel objet à tel moment qui est celui de l'inventaire ; malheureusement une telle constatation est, en pratique, tout à fait impossible. Supposons qu'une usine ait, avec tout son outillage, valu il y a un an 1 million de francs : il est impossible même après l'examen le plus complet, de dire pour combien elle a perdu de valeur en cette année ; on verra peut-être qu'il y a usure, vous saurez surtout qu'il doit y en avoir, mais on ne pourra en mesurer le montant. Comment va-t-on alors procéder ? ne pouvant connaître en lui-même le fait, on le fait rentrer dans une loi dont il sera un cas particulier. Ici, par exemple, la loi sera : les usines perdent leur valeur en dix ans et doivent par suite être annuellement amorties de $1/10$. On fera alors subir à cette usine une dépréciation égale à $1/10$. Mais qu'est cette loi ? S'il est impossible d'évaluer exactement la dépréciation d'un actif à un moment précis, une longue expérience a cependant conduit à certains résultats. L'expérience a montré que les usines, au bout d'une période qui ne dépasse pas

10 ans, sont inutilisables, ce sera cette expérience que nous appliquerons ici ; mais ce qu'il faut bien remarquer, c'est que ces règles ainsi obtenues sont toujours assez imprécises, toujours susceptibles d'erreur, ce ne sont que des moyens pour remédier à une impossibilité pratique. « La dépréciation, dit M. Verley (Thèse, p. 25 et suiv.), est un fait certain, le mieux serait de la constater, mais ce n'est pas possible, d'où nécessité d'opérer à forfait ; la dépréciation n'est plus constatée, mais appréciée. » Cette nécessité pratique va produire certaines conséquences.

L'amortissement, dans notre définition, était en exacte correspondance avec l'usure réelle, maintenant il n'en sera plus toujours ainsi ; de plus l'amortissement ne dépendait que d'une cause, l'*usure*, fait extérieur et matériel, et il va se régler ici au contraire d'après des estimations. Examinons maintenant ces règles qui suppléent à la constatation des dépréciations.

Ce sont, avons-nous dit, des appréciations qui jugent un cas présent d'après une expérience plus ou moins sûre. Ces règles sont fort diverses, ayant à s'appliquer à des cas également très différents.

L'usure, en effet, varie avec les objets, elle peut être (V. Simon, p. 381 et suiv.) quantitative, quand l'objet disparaît, se consomme, ou bien qualitative quand l'objet subsiste, mais sert moins bien. Nous trouvons un exemple de diminution quantitative dans le cas de mines qui s'épuisent ; dans ce cas il faut réduire la valeur de telle sorte qu'elle soit égale à zéro quand la mine sera épuisée, car

alors réellement l'actif sera égal à zéro ; au contraire nous aurons diminution qualitative dans le cas de machines ; ici il faut arriver du prix de revient au prix du fer, de la ferraille à revendre quand la machine sera usée. La marche de l'usure n'est pas non plus toujours identique, parfois elle avance d'un pas presque régulier, et chaque année apporte sa part proportionnelle de dépréciation ; au contraire il est évident dans d'autres cas que la diminution de valeur des actifs est bien plus lente dans les premiers temps, et pour ainsi dire insensible, tandis qu'elle s'accroît dans la suite pour devenir très rapide ; ou bien encore on a affaire à des objets qui perdent la totalité de leur valeur qui vont à zéro quand d'autres conservent pour ainsi dire indéfiniment un minimum de valeur. Dans certains cas même il y aura lieu d'amortir un actif dans un temps à l'expiration duquel il n'aura nullement perdu sa valeur, c'est qu'alors ce que l'amortissement constate n'est plus une dépréciation matérielle.

A. — Amortissement par annuités égales.

Le procédé employé peut-être de la façon la plus courante, et que nous voyons adopté par les statuts de nombreuses sociétés, consiste à amortir un actif chaque année d'un tant pour cent fixe de sa valeur, 10 0/0 par exemple, si l'on estime qu'au bout de 10 années l'actif ne vaudra plus rien. Ce procédé est très simple, clair, et par suite très pratique ; on connaît, grâce à lui, non seulement de combien ont été amortis certains postes, ce que révèle déjà

le bilan, mais en combien de temps a été obtenu cet amortissement, et aussi combien de temps il faudra encore pour que ces postes soient totalement amortis ; or tout ceci peut être utile à savoir, il est intéressant pour un créancier, et très intéressant pour un capitaliste qui étudie une affaire, de savoir si on amortit vite ; un amortissement rapide est en effet une note excellente, car les garanties et la puissance d'une affaire sont d'autant plus grandes que la portion de l'actif constituée par des biens susceptibles de dépréciation sera proportionnellement plus faible. Il en sera ainsi surtout dans les grosses entreprises ayant besoin dans leurs débuts, d'immobiliser de très gros capitaux : comme par exemple certaines affaires industrielles telles qu'aciéries et forges, chantiers de constructions navales, etc. Mais ce procédé présente, dans certains cas, de grands inconvénients. Pour un grand nombre d'actifs il ne rend compte de la marche de la dépréciation que d'une façon très inexacte. L'appréciation est vraiment trop approximative. Il est, en effet, tout à fait inexact d'estimer qu'une usine avec tout l'outillage qu'elle contient s'use tous les ans régulièrement d'un dixième de sa valeur, et surtout d'admettre qu'au bout de 10 ans tout cet actif vaudra zéro. Ce procédé est donc mauvais pour les actifs, très nombreux, qui conservent même après longtemps un minimum de valeur et qui de plus ne s'usent pas régulièrement.

Mais si, théoriquement du moins, ce procédé ne convient pas dans certains cas, il en est d'autres, au contraire,

où il est indiqué et correspond fort bien à la réalité. Il en sera ainsi s'il s'agit d'un brevet, ou d'une Compagnie à concession dont l'actif garde bien sa valeur, mais doit revenir après un certain temps à l'État ou à une ville.

B. — **Amortissement croissant.**

Au lieu d'employer ce procédé où l'amortissement est constant, et pour mieux s'approcher de la réalité pour des actifs tels qu'un outillage industriel on emploiera le procédé de l'amortissement croissant (Décujis, *J. S.*, 1906, p. 246). Le montant de l'amortissement n'est plus égal chaque année, mais croît, au contraire ; assez faible dans les débuts, il augmente dans la suite de plus en plus rapidement. Il est avantageux et assez exact d'amortir ainsi certains actifs pour lesquels la dépréciation est certainement assez peu considérable dans les débuts, mais augmente beaucoup par la suite ; des machines par exemple s'usent bien peu pendant les premiers exercices, elles rendent sans changement les mêmes services ; au contraire, lorsqu'elles sont vieilles, l'usure progresse très vite, et les réparations, de plus en plus nombreuses, qui deviennent nécessaires ne peuvent parvenir à arrêter l'accélération de la dépréciation, sans compter les inventions nouvelles et les perfectionnements qui agissent dans le même sens ; en choisissant convenablement le taux de l'accroissement, on obtiendra un amortissement qui suivra la courbe de la dépréciation. On peut encore trouver à ce procédé un autre avantage, non plus au point de vue de l'exactitude, mais

au point de vue financier (Décujis, *J. S.*, 1906, p. 246). L'amortissement a, nous le savons, pour conséquence d'immobiliser des produits ; dans le cas présent la quantité de produits ainsi retenus sera plus faible dans les premières années et plus forte plus tard ; les premières années sont dégreévées ; or justement, pendant ces premières années les bénéfices sont souvent moindres, et la retenue pour amortissement sera donc avantageusement moindre elle aussi : l'argument a sans doute une certaine valeur, mais justement au point de vue financier ne peut-on pas répondre qu'il ne faut jamais réduire les amortissements pour augmenter les bénéfices, qu'il y a moins d'inconvénients à retarder pendant quelque temps les distributions de dividendes qu'à charger d'annuités d'amortissement trop considérables les exercices futurs ; qu'en un mot il faut toujours se débarrasser le plus vite possible de la charge de l'amortissement.

C. — Amortissement décroissant.

L'amortissement peut aussi être décroissant, c'est-à-dire que l'annuité devient chaque année plus petite ; on pourra par exemple, amortir de 10 0/0, mais non plus 10 0/0 de la valeur initiale des objets, mais 10 0/0 du prix porté à l'inventaire précédent ; les postes ainsi amortis diminuent chaque année au bilan, mais cette décroissance ira elle-même chaque année en diminuant et la valeur portée n'aboutira jamais à zéro ; nous aurons par exemple :

Valeur primitive :	1.000.000	5 ^e année	590 490	10 ^e année	348.678
1 ^{re} année	900.000	6 ^e »	531.441	11 ^e »	313.818
2 ^e »	810.000	7 ^e »	478 296	12 ^e »	282.429
3 ^e »	729.000	8 ^e »	430.467	13 ^e »	254.186
4 ^e »	656.000	9 ^e »	387.420	14 ^e »	228.768
				15 ^e »	205.891

Nous avons poussé aussi loin ce tableau pour montrer l'énorme différence de ce procédé avec celui de l'amortissement constant ; avec ce dernier, l'actif serait après dix ans entièrement amorti, ici il figurera encore pour près de 350.000 francs pour ne plus diminuer en cinq ans que de 150.000 francs à peine.

Ce procédé convient assez bien encore à certains actifs ; on peut l'employer pour des bâtiments très résistants qui, même très vieux, continuent à avoir une valeur et dont l'usure devient, au bout d'un certain temps, très petite ; le matériel de chemin de fer peut être aussi rangé dans cette catégorie ; une fois vieux il continue à rendre service et sera employé extrêmement longtemps encore ; pour les gros navires ce système d'amortissement peut aussi convenir, et chez nous il est employé par la Compagnie des Messageries maritimes. Ces navires, eux aussi, lorsqu'ils sont devenus vieux, ont une usure lente, et surtout conservent presque indéfiniment une assez grosse valeur, puisqu'on peut d'abord s'en servir pour une foule d'usages et qu'à la démolition même on en tire un certain prix. Avec ce système, la charge de l'amortissement s'allège d'année en année et l'objet amorti ne disparaîtra jamais entièrement du bilan, c'est-à-dire que l'on tient compte

de la valeur de démolition de l'actif, ce qu'on n'avait pas fait jusqu'ici parce qu'il s'agissait d'actifs pour lesquels cette valeur était absolument nulle, ou fort aléatoire et pouvant être pratiquement négligée, tandis qu'il n'en est plus de même ici.

Nous venons de voir un procédé, qui nous semble suivre d'assez près la réalité de la dépréciation pour certaines espèces d'actifs ; à un autre point de vue, dont nous avons déjà parlé, à propos des précédents systèmes, au point de vue financier, il peut aussi sembler assez attrayant ; pendant les premières années, la charge sera dure, mais pour aller en diminuant, devenir au bout d'un certain temps fort légère, ce qui sera évidemment très favorable aux dividendes ; heureuses sont donc les sociétés qui possèdent des actifs pouvant être ainsi amortis, et pour prendre un exemple, les Compagnies de transport maritime ; leurs navires, quand ils sont vieux, continuent cependant longtemps à servir et ne s'acheminent que lentement vers le terme où ils ne vaudront plus, n'étant plus utilisables, que le prix des matériaux. Mais une telle manière de voir est quelque peu superficielle et bien souvent trompeuse ; le raisonnement qui a présidé à une telle façon d'amortir doit avoir été de l'espèce suivante : J'achète un navire, sa valeur est pour moi le prix de revient, car les services qu'il va me rendre correspondent à une telle valeur. Au contraire, quand rien ne pourra plus être demandé à ce navire, sa valeur sera devenue le simple prix des matériaux ; entre ces deux limites la valeur varie comme les

services rendus, elle est pour ainsi dire fonction de ces services ; or ceux-ci diminuent bien assez vite dans les premières années ; mais dans la suite, cette diminution devient très lente pour n'aboutir qu'insensiblement à zéro ; il en est donc de même pour la valeur ; mais quels sont ces services qui font la valeur du navire ? La réponse est simple : ce sont des transports. Par suite, tant que le navire pourra effectuer des transports, il rendra les services qui en font la valeur, c'est pour cela justement que cette valeur se maintiendra longtemps au-dessus du prix des matériaux, parce que ces transports pourront être effectués pendant une période fort longue ; le navire changera bien de service, d'abord paquebot de grande vitesse sur les lignes principales, il passera peu à peu aux lignes secondaires, aux vitesses plus réduites, mais cependant il continuera à marcher. En résumé, puisqu'il marchera longtemps, on pourra aussi mettre longtemps à l'amortir. Mais il y a un point important que ce raisonnement omet ; il est en effet bien exact de dire : un navire a une valeur quand il rend des services, et il rend des services quand il fait des transports ; mais il est faux d'en conclure : quand un navire fait des transports, il rend des services, donc il a une valeur. Il arrive en effet un moment où un navire, bien que faisant des transports, ne rend réellement plus de services, ne procure plus d'avantages, et ce moment arrive justement quand le navire est vieux. A ce moment, en effet, il nécessite des frais très considérables ; les vieux navires coûtent très cher, soit

pour l'entretien, soit pour les réparations continuellement nécessaires ; ces dépenses viennent ronger les bénéfices, et si l'annuité d'amortissement en laisse une grande partie disponible, en raison de la faiblesse de son montant, cet avantage est plus que compensé par les dépenses occasionnées par un vieux matériel. Nous avons justement indiqué, comme employant le procédé d'amortissement dont nous parlons en ce moment, la Compagnie des Messageries maritimes ; la situation où elle se trouve montre fort bien les conséquences du système ; cette Compagnie a un vieux matériel avec lequel son coefficient d'exploitation est extrêmement élevé, au point que les bénéfices sont entièrement absorbés. Mais ce n'est pas tout ; non seulement on ne touche pas de dividende, mais encore on fait figurer à l'actif, au bilan, pour une somme importante, une flotte qui n'a en réalité aucune valeur (j'excepte bien entendu toujours le prix des matériaux).

Cette flotte, en effet, coûte autant qu'elle produit, et comme la valeur d'une chose est, pour ainsi dire, l'équivalent de l'utilité, c'est-à-dire du profit qu'un individu ou une entreprise peuvent en tirer, cette flotte qui ne donne pas de profits n'a non plus aucune valeur, et elle ne devrait plus figurer à l'actif que pour le prix des matériaux ; il y a donc, pour la différence, défaut d'amortissement et actif fictif. Ce qui a amené ce résultat, c'est justement, comme nous l'avons montré, qu'on amortit sans tenir compte de tout ; on a cru que tant qu'un navire faisait des services, il rendait des services, ce qui n'est pas la

même chose. Nous avons là un exemple de la confusion qui règne souvent sur la notion de valeur. Les conséquences sont désastreuses, plus de dividende, immobilisations sans valeur, et comme suite, trésorerie à l'étroit ; les Messageries peuvent continuer à servir d'exemple, elles nous montrent tous ces résultats.

En résumé, le procédé semble d'une façon générale assez dangereux, il peut conduire à des inexactitudes en faisant figurer à l'actif des objets pour une valeur qu'ils n'ont plus, parce que bien qu'encore utilisables ils ne le sont plus avec profit ; en outre l'emploi de ce système ne contribue pas à consolider une entreprise au point de vue financier, mais tend, au contraire, à l'affaiblir.

Nous voyons, pour résumer, que le système qui paraît préférable est le premier, celui de l'annuité égale ; c'est aussi le plus employé.

En examinant son fonctionnement, nous allons être amenés à un résultat intéressant.

Prenons comme exemple une entreprise industrielle ; on a estimé qu'en 20 ans le capital immobilisé aurait perdu toute sa valeur, et on a adopté le système d'amortissement par annuités égales de $1/20$. Nous supposons aussi que cette estimation est exacte, qu'au bout de 20 ans l'actif amortissable aura bien perdu sa valeur ; mais dans l'intervalle, nous l'avons dit déjà, l'amortissement sera trop rapide dans les premières années, l'actif réduit par exemple au bilan de $2/20$ vaudra cependant au bout de la

deuxième année, plus des $9/10$ de sa valeur initiale. Mais une somme égale à ces deux vingtièmes aura été retenue sur les produits pour compenser la diminution subie par l'actif immobilisé afin que le capital social demeure intact. Cet actif immobilisé, plus les produits retenus, dépassent, en valeur, la valeur primitive des immobilisations, la perte étant en partie fictive ; une partie des produits ainsi conservés était donc disponible, était du bénéfice ; c'est donc un bénéfice non distribué, retenu, c'est-à-dire une réserve ; l'actif surpasse le passif du montant de cette réserve, mais ce résultat est caché au bilan, la réserve est occulte. Ce résultat continuera à se produire durant les premières années, la réserve occulte continuera à croître, mais chaque année d'une quantité moindre, car chaque année l'écart entre la dépréciation réelle, et l'annuité forfaitaire d'amortissement ira en décroissant, jusqu'au moment où il disparaîtra tout à fait ; à ce moment l'amortissement correspondra exactement à la réalité. A partir de là c'est l'inverse qui va se produire, on n'amortira plus trop mais trop peu, la dépréciation sera en réalité plus grande que l'annuité qui lui correspond ; que se passe-t-il ordinairement dans ce cas ? La portion des produits retenue est trop faible, une partie du bénéfice est fictive et ne devrait pas être distribuée : mais ici il n'en sera pas ainsi, l'actif, auquel va être appliqué cet amortissement trop faible, étant porté non pour sa valeur réelle, mais pour moins, pour cette valeur diminuée de la différence entre la dépréciation trop lente et l'amortissement trop considérable des

premières années. Nous avons en réalité deux sommes ; la plus faible est celle qui figure au bilan, elle indique pour combien l'actif en question figure à ce bilan ; l'autre plus grande indique la valeur de cet actif. Nous allons maintenant réduire la première somme d'une certaine quantité, l'annuité d'amortissement, pendant que la deuxième sera par le fait de la dépréciation diminuée d'une quantité plus forte ; la différence entre ces deux sommes va donc elle aussi diminuer. Cette différence c'est la réserve occulte dont nous avons parlé ; notre amortissement trop faible va la réduire, elle va être employée à compléter l'amortissement ; c'est sur elle que l'on prendra ce qui manque à ce dernier. Par suite il est inutile de retenir une partie des produits, aucune partie du bénéfice ne sera fictive, puisque c'est dans une réserve que nous puisons ce qui nous manque.

La réserve occulte ira ainsi en diminuant pour devenir égale à zéro, au moment où l'amortissement sera complet ; à ce moment, en effet, l'actif figurera au bilan pour zéro et vaudra en réalité, par hypothèse également zéro.

Le tableau suivant montre clairement ce qui se passe à partir du moment où l'annuité devient trop faible, il représente le compte amortissement figurant au passif ; dans la première colonne se trouve l'amortissement tel qu'il figure au bilan, dans la deuxième ce qu'il cache et ce que l'analyse y découvre.

Amort. figurant au bilan.	Composition réelle.
75.000	Am. : 50.000 (dépréciation)
	Rés. : 25.000

On va à ce moment amortir par exemple de 5.000 francs, tandis que la dépréciation est de 10.000 francs ; on aura :

Amort. figurant au bilan.	Composition réelle.
80.000	Am. : 60.000 (dépréciation)
	Rés. : 20.000

Et l'année suivante, on aura par exemple :

Amortissent au bilan.	Composition réelle.
85.000	Am. : 72.000 (dépréciation)
	Rés. : 13.000

Et ainsi de suite :

La réserve qui s'était constituée n'est donc nullement disponible, elle est affectée à suppléer au défaut d'amortissement qui doit se produire dans la suite. Il ne faut pas non plus penser qu'elle se constitue pendant une période égale à la moitié du temps nécessaire à l'amortissement total, et qu'elle disparaît pendant l'autre période égale ; l'amortissement est généralement trop fort pendant plus de la moitié, mais dans les dernières années la dépréciation

le dépasse de beaucoup et devient très rapide ; la réserve qui s'est constituée lentement et par petites tranches disparaîtra rapidement et par gros morceaux. Cette particularité fait ressortir un nouvel avantage de cet amortissement à forfait que nous n'avions pas examiné jusqu'ici : légalisation des dividendes. Si nous amortissons chaque année, en suivant la dépréciation, nous aurons pendant de longues années des dépréciations assez minimes et en croissance légère, puis plus tard la dépréciation deviendrait rapidement d'année en année plus importante, et un petit nombre d'exercices aura à supporter la lourde charge d'un amortissement considérable ; une conséquence très probable sera la diminution du bénéfice net et du dividende par rapport aux années précédentes. Si un actif de 20 millions doit être amorti en 20 ans, on pourra l'avoir pendant 12 ans amorti de 8 millions, c'est-à-dire avoir eu une dépréciation d'environ 600.000 francs, tandis que dans les 8 dernières années, il y aura à amortir 12 millions en 8 ans, c'est-à-dire que l'annuité moyenne sera de 1.500.000 francs, mais sera encore en réalité inférieure à ce chiffre dans les premières de ces 8 années pour atteindre et dépasser peut-être 2 millions dans le dernier ou l'avant-dernier exercice ; on se rend compte de l'effet produit sur les dividendes. Un tel résultat est très préjudiciable à une entreprise, et par suite on s'efforcera de l'éviter, de le prévenir, et l'on procédera ainsi : on retiendra pendant les premières années une partie du bénéfice disponible ; ainsi sera constituée une réserve, qui servira,

quand la dépréciation deviendra très accentuée, à compenser en partie cette perte considérable et à en atténuer les effets sur les bénéfices ; on a constitué une réserve pour égaliser les dividendes. Mais son utilité peut être plus grande encore ; cette forte dépréciation peut, en effet, non seulement réduire le dividende et le supprimer, mais dépasser les produits disponibles tout entiers, alors il y aura perte, disparition d'une partie du capital ; la constitution de cette réserve est donc une mesure de prévoyance qui s'impose presque à une entreprise sérieuse. Mais, nous l'avons vu, notre amortissement à forfait aboutit exactement au même résultat.

L'amortissement à forfait dont nous nous occupons, présente ainsi un avantage nouveau indépendamment de ceux que nous avons énumérés plus haut quand il a été question de ce procédé. Il garderait cet avantage même sur un amortissement exact fait chaque année, si un tel amortissement était possible ; il le conserve aussi sur d'autres procédés d'amortissement à forfait, tel que celui de l'amortissement par annuités croissantes, bien que, au point de vue de l'exactitude, ce procédé suive de plus près la courbe de la dépréciation d'actifs de l'espèce dont nous nous occupons maintenant. L'amortissement par annuités égales procède, avons-nous dit, trop par à peu près pour certains actifs, c'est justement à cette particularité qu'il doit l'avantage qui ressort de l'analyse ci-dessus. Cet avantage consiste en ce que cet amortissement renferme pendant un certain temps sous

son nom, une réserve, et réalise une mesure de prévoyance, de prudence.

Mais quelles étaient les intentions de ceux qui ont choisi cette forme d'amortissement ? Ils pensaient peut-être seulement ceci : nous allons avoir un actif à amortir dont il est impossible de suivre pas à pas la dépréciation, il faut l'estimer ; or tout ce que nous savons d'une façon à peu près exacte, c'est que dans 20 ans l'actif en question aura perdu sa valeur, amortissons-la donc en 20 ans tous les ans de $1/20$. Ceux qui ont adopté cet amortissement n'ont envisagé le procédé que comme un amortissement qui leur a semblé exact dans l'ensemble, ce qui était à leurs yeux pratiquement suffisant ; dans ce cas il n'y a chez eux aucune idée de prévoyance, la notion d'amortissement conserve son ancien caractère, reste conforme à notre définition, constater, évidemment, autant qu'on peut, une dépréciation. Mais il se peut aussi qu'ils aient senti qu'en pratiquant ainsi des réductions égales ils ne suivaient pas autant qu'il était possible la marche de la dépréciation, et qu'ils se soient bien aperçus qu'ils amortissaient trop vite au début, mais qu'ils l'aient fait justement pour n'avoir jamais le risque d'être obligés un jour de retenir pour l'amortissement de trop grosses parties des produits ; en un mot ils ont eu en vue une mesure de prudence. Dans ce cas, la notion d'amortissement n'a plus conservé son ancien caractère, elle n'est plus conforme à notre définition, il se mêle à l'idée de constatation d'une dépréciation, celle de prévoyance ; c'est l'inverse de tout à l'heure. Il est

certain que dans la pratique c'est généralement cette dernière manière de voir que nous trouverons. L'idée de prévoyance, qui appartient à la réserve, se mêle à celle de constatation de la dépréciation qui est du domaine de l'amortissement ; c'est l'une de ces idées autant que l'autre qui agira sur l'esprit des fondateurs pour leur faire choisir un système d'amortissement ; ils adopteront par exemple ce procédé d'amortissement en 20 années par annuités égales parce qu'ils estiment qu'en 20 ans l'actif aura bien perdu sa valeur ; « idée de constatation de dépréciation, d'amortissement », et parce que des annuités égales éviteront la réduction des bénéfices ou des pertes ; « idée de prudence, de réserve ». Nous avons déjà indiqué, à propos de ce mode d'amortissement, qu'en pratique l'idée de prévoyance venait s'ajouter à celle d'amortissement. Nous voyons maintenant comment se fait ce mélange.

En résumé, dans l'amortissement à forfait, la notion d'amortissement perd souvent de sa pureté, nous pouvons dire souvent, puisque le procédé que nous venons d'examiner est le plus pratiqué ; et ce résultat est naturel puisque cette manière de faire comporte effectivement la constitution d'une réserve cachée.

Nous venons d'examiner les principaux procédés d'amortissement par estimation. Mais souvent ceux qui sont chargés de fixer l'amortissement, au lieu d'employer ces procédés tout faits, se contentent, pour estimer la même value, de leur expérience ; l'amortissement est alors variable.

Cette appréciation manque de bases solides, c'est pourquoi elle est souvent dangereuse à cause de certaines influences qui peuvent agir alors ; mais il y a un autre résultat qui va également se produire. Les administrateurs et l'assemblée se rendent très bien compte que leur estimation ne peut être exacte et alors s'ils sont des gens prudents, voici comment ils vont raisonner : « Notre estimation va très probablement être inexacte, mais si elle est trop faible, nous courons le danger de distribuer des dividendes fictifs et de ruiner notre affaire ; si elle est trop forte il n'en résultera au contraire que des avantages ; il est donc excellent d'amortir largement. Mais il y a encore pour agir ainsi un autre motif ; les bénéfices peuvent dans l'avenir diminuer, ce qui rendra plus lourde la charge de l'amortissement ; d'autre part, l'actif peut, pour des raisons imprévues, telles que des inventions nouvelles, perdre subitement beaucoup de sa valeur ; pour qu'il n'en résulte pas de perte, il faut dès maintenant estimer cet actif le plus bas possible, cela évite les *risques*, cela nous *assure* contre l'avenir. » Cette manière de voir fait encore une fois pénétrer l'idée de prévoyance, c'est-à-dire de réserve dans la conception de l'amortissement ; elle est très répandue en pratique ; il en résulte que les amortissements ainsi créés deviennent, et dans l'intention de ceux qui les fondent et en réalité, des fonds de nature hybride, en partie fonds de réserve, en partie amortissement. Naturellement cette confusion produit aussi l'effet inverse, et nous rencontrons en pratique des fonds nommés fonds

de réserve qui sont en tout ou en partie des amortissements. « En pratique, dit V. Simon (*op. cit.*), on a souvent réuni dans un même compte, et par suite confondu la réserve et l'amortissement que l'on ne saurait trop distinguer (p. 133 et un peu plus loin, p. 134). » En pratique, souvent on confond l'amortissement et la réserve. Par exemple, les sociétés de navigation de Hambourg ont un fonds de réparation et de renouvellement de chaudière, et l'on ne sait s'il s'agit d'un amortissement ou d'une réserve pour pertes futures ; cependant, en général, ces fonds sont des fonds d'amortissement.

Plus loin encore, dans le même ouvrage, V. Simon insiste sur la différence théorique et la confusion pratique des comptes de réserve et d'amortissement. Les comptes de réserve, dit-il, sont des comptes du capital. Au passif, certains comptes sont nommés comptes de réserve et ne sont que des comptes d'amortissement ; ces comptes servent à fixer la valeur d'un objet (par exemple la réserve sur effets et sur participations de la *Deutsche Bank*) ; ou bien ils fixent la valeur d'un engagement ou d'une perte pouvant résulter d'une obligation éventuelle (par exemple les réserves de garantie). Dans certains cas particuliers, il est souvent très difficile de voir si ces comptes ne sont pas aussi de vraies réserves ou les deux à la fois : par exemple une société de construction a une réserve pour pavage ; cela peut être une véritable réserve, mais si la société a l'obligation de paver, si c'est une condition de vente des terrains, ce compte n'est plus qu'un compte de valorisation (p. 227 à 229).

En résumé, l'impossibilité pratique de constater le fait de la dépréciation a amené des modifications dans la nature de l'opération d'amortissement : tant que cette constatation est supposée possible, l'amortissement reste déterminé par un fait qu'il n'a qu'à noter, c'est la dépréciation qui en fixera le montant, il variera comme elle ; il n'y a aucune place pour une libre décision de ceux qui le constatent, les faits seuls parlent, on n'a qu'à les enregistrer, c'est la théorie ; mais quand on a reconnu qu'une telle constatation est impossible, ce ne sont plus les faits qui décident, mais les hommes, et ils le feront avec une grande liberté étant donnée la fort grande variété possible des estimations ; et les prélèvements faits pour constater le passé, viendront se fondre avec ceux dont le but est de prévoir l'avenir, puisque la connaissance du fait qui les sépare, savoir, l'état présent, est devenu impossible.

Nous venons d'étudier l'amortissement d'une façon générale ; examinons maintenant certains amortissements particuliers.

DEUXIÈME PARTIE

AMORTISSEMENTS PARTICULIERS. — LA DÉFINITION DE L'AMORTISSEMENT DOIT ÊTRE ÉLARGIE

CHAPITRE PREMIER

AMORTISSEMENT EN DEHORS DU CAS D'USURE AMORTISSEMENT DES TERRAINS.

Nous devons maintenant examiner plus en détail quels postes du bilan doivent être amortis et comment pour chacun fonctionnera l'amortissement.

L'amortissement est la constatation d'une dépréciation produite par l'usure ; pour qu'il s'applique il faut qu'il y ait usure, les objets qui s'usent sont donc ceux, et ceux seulement, qui doivent être amortis.

Savoir s'il y a ou non usure pour un actif est une question qui peut être résolue différemment. Par exemple, dans le procès fait par des porteurs de parts de fondateurs à la Société du Laurium français, affaire dont nous reparlerons encore, nous voyons successivement le tribunal puis la Cour se prononcer en sens contraire. « Les Mines, dit le

tribunal (*J. S.*, 1895, p. 130 ; Trib. civ. Seine, 20 déc. 1894), n'ont pas besoin d'être amorties, ne perdant pas de valeur par l'exploitation..... Cet amortissement n'est donc pas statutaire, il est de plus, contraire au véritable sens de l'amortissement, puisqu'il n'y a pas de dépréciation ». Une mine que l'on exploite ne se déprécie donc pas par l'usage, voilà l'opinion du tribunal. Mais la Cour d'appel décide, au contraire (et bien entendu c'est avec elle que nous sommes d'accord) : « Les Mines ont parfaitement besoin d'être amorties, car elles se déprécient. »

Dans cet exemple, on prétendait pour déclarer l'amortissement inutile, qu'il n'y avait pas pour cet actif de dépréciation ; pour d'autres objets on reconnaît qu'une dépréciation se produit mais comme la cause n'en est pas le temps, l'usure, il n'y a pas lieu non plus d'amortir.

Si l'on adopte et si l'on veut conserver la définition de l'amortissement qui nous a servi jusqu'ici et qui est courante, on ne peut qu'approuver cette manière de voir ; il faut : a) une dépréciation ; b) d'une certaine nature, à savoir causée par le temps. Mais nous allons voir par ce qui suit que cette définition a besoin d'être élargie, pour permettre à l'amortissement de comprendre d'autres cas que celui de l'usure ; mais pour l'instant conservons notre ancienne définition et voyons ce qui va en résulter.

M. Charpentier définissant aussi de cette façon l'amortissement, conclut aussi (*Charpentier, Thèse*, p. 139 et s.) : « les objets ne se déprécient pas régulièrement par le

temps, mais susceptibles de moins-value font l'objet de réserves et non d'amortissements ; par exemple des terrains, des fonds de commerce. Les terrains, pense M. Charpentier, étant des valeurs ne subissant pas par l'effet du temps un dépérissement complet et certain, ne doivent pas être amortis ; ce qu'il faut pour ces valeurs, c'est constituer une réserve. La différence est que les amortissements figurent aux frais généraux (c'est-à-dire doivent être effectués nécessairement, qu'il y ait ou non bénéfice ; le bénéfice ne pouvant exister que lorsqu'ils ont été faits) ; tandis qu'une réserve : a) si elle correspond à une dépréciation réalisée figure aussi aux frais ; elle est obligatoire ; b) mais si les terrains ont encore bien leur valeur et que la réserve soit créée en vue d'une dépréciation possible, alors elle est une réserve extraordinaire avec tous ses caractères, c'est-à-dire prise sur les bénéfices, facultative, etc. »

Que devons nous penser de cette façon de voir ? Sommes-nous, dans le cas de terrains, en présence d'un objet ne devant pas être amorti ?

Nous allons examiner cette question tout à l'heure, mais auparavant examinons cet autre point. Nous admettons provisoirement que la dépréciation de terrains ne doit pas donner lieu à un amortissement ; mais que penser de l'emploi que l'on veut faire d'une réserve ? Elle peut, dit l'auteur, être de deux espèces diverses, pouvant correspondre à une dépréciation non réalisée ou réalisée.

Si la dépréciation n'est pas réalisée, la constitution de la réserve en question est une mesure de prévoyance, c'est

donc bien une véritable réserve, mais qui ne se rapporte nullement au cas qui nous occupe ; prévoir une dépréciation n'est jamais un amortissement, pas plus pour les terrains que pour un actif quelconque ; il n'y a qu'un cas ou nous puissions donc nous placer, c'est celui où la réserve est employée à la place d'un amortissement c'est-à-dire quand la dépréciation est réalisée. Mais alors si nous voulons bien pour l'instant admettre qu'il ne s'agisse pas alors d'un amortissement, nous ne pouvons reconnaître qu'il doive être remplacé par une réserve et cela d'après les définitions mêmes que Charpentier donne de la réserve et de l'amortissement, définitions auxquelles nous souscrivons et qui disent : « L'amortissement, à la différence de la réserve, regarde le passé, est obligatoire et inscrit aux frais généraux. » Il ne saurait donc être question d'une réserve dans la constatation de la dépréciation de terrains, celle-ci sera une simple perte ; le compte terrain devra être crédité du montant de la dépréciation et le compte profits et pertes débité d'autant, mais on ne pourra laisser figurer les terrains pour leur valeur en créant au passif une réserve, car une pareille écriture tromperait sur la nature de l'opération. Mais il reste à voir pourquoi on ne peut en ce cas inscrire un amortissement.

Il est certain que des terrains ne s'usent point, quel que soit l'emploi que l'on en fasse, c'est-à-dire que cet emploi ne devient pas de plus en plus difficile et imparfait par le fait même qu'il se prolonge. Une locomotive, par exemple, est destinée à traîner rapidement des wagons, c'est la pos-

sibilité de remplir cet emploi qui en fait la valeur, mais à mesure qu'elle le remplit elle le remplit moins bien ; plus longtemps elle traîne, moins elle pourra traîner ; c'est le temps qui diminue ainsi la possibilité d'emploi ; c'est-à-dire la valeur ; ici ce sera bien un amortissement que nous avons à pratiquer, mais pour des terrains, il ne se produira rien de semblable. Supposons qu'ils servent à la construction dans une rue fréquentée d'une grande ville, d'où, pour eux, une grande valeur ; cette valeur ils la conserveront sans que l'emploi qu'on fait d'eux vienne la diminuer jamais ; mais au contraire si le centre de la ville se déplace, une forte dépréciation va se produire, l'emploi va rapporter moins mais par une cause bien différente de nature de celle de l'exemple précédent, extérieure pour ainsi dire. L'emploi est par le fait du terrain toujours aussi possible, c'est tout autre chose qui l'empêche ; par suite lorsque Charpentier estime que l'amortissement, pris au sens étroit du mot ne convient pas aux dépréciations que peuvent subir les terrains, il dit une chose théoriquement juste, bien qu'il n'en donne peut être pas très exactement les véritables motifs ; en effet, dire qu'il n'y a pas lieu d'amortir parce que la dépréciation des terrains n'est pas complète, n'est point exact ; il y a un grand nombre d'actifs qui doivent fort bien être amortis, car ils s'usent, et pour lesquels la dépréciation n'est cependant jamais complète, par exemple des navires, des machines, etc. Pour ce qui est de l'autre condition, savoir l'absence d'une dépréciation certaine, nous en parlerons plus loin ; disons seulement que si elle

n'est point non plus le vrai motif de ne pas amortir, elle suffit cependant à indiquer que la cause de la dépréciation n'est pas le temps. Ainsi ce ne sont pas là des raisons de ne point amortir, mais s'il n'en donne pas exactement le vrai motif, Charpentier a vu fort bien que la dépréciation d'un terrain n'est point pareille à celle résultant d'une usure ordinaire et par suite, que la constater n'est point amortir. La conséquence de ceci serait qu'il deviendrait impossible, au point de vue des écritures, de créer comme dans le cas de l'amortissement un passif correspondant à la dépréciation en laissant à l'actif les terrains pour leur ancienne valeur ; il faudrait passer les écritures comme pour une perte ordinaire ; or, il y a là un inconvénient. Il est intéressant de distinguer une dépréciation d'actif d'une perte industrielle ; c'est bien pour éviter cet ennui que Charpentier nous conseille dans ce cas d'ouvrir un compte de réserve ; mais celui-ci comme nous venons de le voir, convient moins encore. La pratique a su sortir de cet embarras ; elle a étendu à ce cas, et à bien d'autres, le domaine de l'amortissement, en élargissant ainsi la définition, pour en faire, au lieu de la seule constatation de la dépréciation résultant de l'usure matérielle, celle de dépréciation provenant de causes très diverses. On est parti du cas d'usure matérielle et on l'a étendu dans la suite par analogie de plus en plus lointaine ; on a fini comme dans le cas présent, à l'appliquer quand il n'y a rien d'analogue à l'usure, mais simplement dépréciation, et l'on aboutit à appeler amortissement la constatation de toute

dépréciation d'actif, ce qui permet au bilan de distinguer une telle dépréciation d'une simple perte. Pour ce cas particulier des terrains, la dépréciation diffère largement de l'usure matérielle; aussi et pour les mêmes motifs, M. Verley (Thèse) propose-t-il comme Charpentier de créer dans ce cas une réserve, et au contraire un amortissement pour la dépréciation d'actifs mobiliers (p. 148-152). Mais V. Simon au contraire (p. 142 à 145) dit : « Il existe encore d'autres comptes d'amortissement » et entre autres exemples il cite « un compte nommé souvent *Delcredere fonds* qui correspond à une dépréciation de valeurs immobilières. Il se distingue du compte de renouvellement en ce qu'il correspond à une dépréciation provenant d'une autre cause que l'usure ». C'est bien un amortissement, car pour Simon l'amortissement qui est « un fonds de valorisation servant à faire estimer la valeur d'un actif » (p. 130), ne comprend que comme cas particulier la dépréciation résultant de l'usure.

Pour conclure, nous voyons ici un cas où l'opération d'amortissement se trouve appliquée dans un sens large, dépassant celui contenu dans la définition usuelle, constatation d'une dépréciation résultant de l'usure ; cette définition va donc peut-être avoir besoin d'être élargie.

CHAPITRE II

AMORTISSEMENT DU FONDS DE COMMERCE. — CONFUSION DANS LA PRATIQUE TOUCHANT LA NOTION DE VALEUR.

Ce que M. Charpentier dit au sujet des terrains, il le répète à propos d'une autre espèce d'actif, le fonds de commerce (Charpentier, p. 151). L'arrêt de Besançon du 1^{er} février 1895, qui déclare obligatoire l'amortissement de la valeur de ce fonds, est selon lui, inexact ; la clientèle ne doit pas forcément se déprécier, il faudra une réserve, obligatoire quand le dépérissement est réalisé, facultative au cas contraire. Cependant, M. Charpentier ne conserve pas la même manière de voir au sujet d'une autre décision de la justice touchant la même matière. Il s'agit d'un arrêt de la Cour de Lyon du 20 février 1903 dans l'affaire de la Société des verreries Richarme de Rive de-Gier. Dans cet arrêt la Cour déclare que l'amortissement des frais de premier établissement, statutairement obligatoires en l'espèce, doit comprendre celui de la clientèle. « La clientèle apportée très cher devait se déprécier, donc être amortie... et en comprenant l'amortissement de cette prime (ne nous intéresse pas ici) et de cette clientèle dans celui des frais de premier établissement ordonné par les statuts, on a suivi l'esprit des statuts

et les règles générales nécessaires au bon fonctionnement social. Cet amortissement de tous ces frais de premier établissement est une charge sociale rendue moins lourde parce qu'elle s'étend sur de nombreux exercices ».

Comme nous l'avons dit, Charpentier approuve cet arrêt, parce que, dans le cas particulier, la dépréciation ayant eu lieu, l'arrêt était juste, mais il généralisait, ce qui n'était plus exact. Quelle est ici l'opinion exacte de Charpentier ? On pourrait croire qu'il admet que l'on amortisse le fonds de commerce quand on a constaté qu'il a subi une moins-value ; mais qu'il ne veut pas que généralisant on déclare qu'un tel actif doit nécessairement et toujours être amorti en tout état de cause et sans constatation préalable du fait de la dépréciation. En un mot, on ne pourrait pas dire d'avance que la clientèle doit être amortie, mais on pourrait fort bien l'amortir quand on a constaté qu'elle s'est dépréciée. Je ne pense pas que telle soit l'opinion de notre auteur, il rapproche certainement le fonds de commerce des terrains, c'est-à-dire qu'il le range aussi dans la catégorie d'actifs auxquels ne convient pas l'amortissement.

En effet, comme pour les terrains, il veut que pour le fonds de commerce, on constitue une réserve, d'abord quand on ne fait que prévoir une dépréciation possible, mais aussi quand on en constate une déjà réalisée ; c'est donc qu'il critique non seulement la généralisation dont il vient d'être question plus haut, mais qu'aussi il ne reconnaît pas le caractère d'amortissement à la constata-

tion de la dépréciation déjà réalisée de cette espèce d'actifs. D'ailleurs si on entend l'amortissement dans son sens étroit, c'est-à-dire si on en limite l'application au seul cas d'usure, on ne peut, pour un actif déterminé, admettre qu'il doive être amorti dans un cas particulier où la dépréciation a été constatée, sans reconnaître en même temps la légitimité d'une généralisation qui déclare obligatoire l'amortissement de cette espèce d'actif. Par suite nous pouvons dire : si un fonds de commerce se déprécie par le temps, tous les fonds de commerce se déprécieront par le temps ; une telle dépréciation pourra donc être dite nécessaire et l'amortissement qui la constate obligatoire. Il est évident, en effet, que si c'est bien par l'effet du temps qu'un objet, une machine, par exemple, perd de sa valeur, une autre machine s'usera aussi, le temps étant toujours là, et son action en résultant forcément, la généralisation est toute légitime ; nous avons bien dit plus haut que l'amortissement était une question de fait, la dépréciation devant être constatée, mais nous voyons maintenant que s'il doit en être ainsi à l'origine, dans la suite on saura fort bien d'avance que certains actifs s'usent, doivent être amortis, et les tribunaux seront justifiés à dire d'une façon générale : l'amortissement de telle catégorie d'actif doit être pratiqué. Une dépréciation nécessaire, certaine, est donc la caractéristique d'une dépréciation produite par l'usure ; et inversement, lorsque nous concevons que le temps ne dépréciera pas forcément un actif (par exemple des terrains, qui dans dix ans pourront fort bien n'avoir rien perdu de

leur valeur), nous en pouvons conclure que le temps ne l'use même jamais, que la dépréciation que nous pouvons y constater dépend d'une autre cause, ou dans un sens étroit que cet actif ne doit pas être amorti. C'est justement ce que dit Charpentier : « Il ne faut point amortir les terrains parce qu'ils ne se déprécient pas nécessairement par le temps. » Le jugement de Besançon qui rend obligatoire l'amortissement de la clientèle est inexact parce que là aussi l'action du temps n'est pas nécessaire ; d'où il résulte également que la clientèle ne doit pas être amortie ; tout cela veut dire : pas de dépréciation certaine, alors pas d'usure, donc pas d'amortissement.

Nous avons recherché plus haut si réellement les terrains ne s'usent pas, et nous avons trouvé qu'en effet le temps n'avait point sur eux d'action ; mais en est-il de même pour cette autre espèce d'actif que l'on place à côté d'eux, pour le fonds de commerce ? La question est intéressante. On voyait de suite que l'usure n'a point de prise sur la valeur des terrains ; il semble au contraire que le fonds de commerce ait grandement besoin d'être amorti et que la décision du tribunal de Besançon soit tout à fait excellente.

Mais c'est qu'on entend généralement l'amortissement au sens large, et qu'alors le fonds de commerce, très susceptible de dépréciations importantes doit subir l'amortissement ; au contraire, si l'on n'envisage que l'usure du temps, on reconnaît que le fonds de commerce n'y est pas soumis.

Une clientèle ne vaudra pas forcément moins dans dix ans qu'aujourd'hui, elle peut au contraire se développer et si des dépréciations se produisent, elles seront dues peut-être à la mode, à l'incapacité des dirigeants, mais pas au temps tout seul.

Au point de vue où se place Charpentier, il n'y aurait donc pas à amortir le fonds de commerce, mais, nous l'avons dit, ce point de vue est trop étroit, et les terrains ne se dépréciant pas par le temps, peuvent cependant être amortis ; le fonds de commerce pourra l'être lui aussi. En entendant l'amortissement dans ce sens large, nous ne devons plus lui reconnaître ce caractère de nécessité dont il vient d'être question. La dépréciation n'est plus, en effet, due au temps, c'est-à-dire à une cause qui agit forcément et dont d'avance nous prévoyons l'action, elle ne sera plus inhérente, pour ainsi dire, à la nature de l'objet ; pour des terrains, par exemple, de nombreuses années pourront s'écouler durant lesquelles on n'aura pour ce poste, aucune moins-value, mais peut-être même une augmentation de valeur à constater ; si une dépréciation survient ce sera par l'effet d'une cause extérieure, dont on aura alors à tenir compte. Il en est de même pour le fonds de commerce. Ainsi ces différents actifs qui ne s'usent pas doivent quelquefois, mais pas toujours, être amortis ; par suite une disposition en ordonnant chaque année l'amortissement doit nous sembler injustifiée ; il doit en être ainsi par exemple du jugement de Besançon déclarant obligatoire l'amortissement du fonds de commerce. Cepen-

dant, en songeant à cette décision que nous devons combattre, nous voulons la conserver, nous la trouvons utile, excellente ; bien plus nous estimons qu'elle est juste, que l'amortissement en question est réellement nécessaire. Pourquoi en est il ainsi ? C'est ce que nous allons essayer de trouver. Nous avons vu que pour estimer la valeur d'un actif on peut se placer à deux points de vue différents, celui de l'emploi et celui de l'échange ; et la valeur examinée varie pour un même actif, suivant que l'on se place à l'un ou l'autre de ces points de vue. Or fort souvent nous ne faisons pas l'usage qu'il convient de ces deux manières de voir, employant l'une quand il convient de faire usage de l'autre ; ou plutôt nous mêlons, nous confondons tout à fait les deux points de vue, nous estimons un même actif suivant sa valeur d'emploi, puis suivant sa valeur d'échange, et même, pour ainsi dire, des deux façons, à la fois ; nous estimons l'actif à sa valeur d'emploi, et aussitôt nous voulons lui appliquer des conséquences résultant de la valeur d'échange, et nous arrivons ainsi à des inexactitudes ; par exemple, nous admettrons fort bien que l'on porte au bilan pour sa valeur d'emploi un certain actif employé dans une affaire, mais en même temps nous voulons estimer les postes de l'actif en prenant pour base ce qu'ils pourraient représenter d'argent, c'est-à-dire que nous plaçons comme base d'estimation l'idée de réalisation ; nous voulons porter les actifs pour ce qu'on pourrait en tirer certainement, c'est-à-dire pour ce qu'ils valent pour tout le monde, et alors c'est la valeur d'échange que

nous souhaiterions d'adopter ; par suite, quand il existe un fort écart entre la valeur d'emploi inscrite au bilan et la valeur d'échange que nous désirerions y voir figurer nous ne songeons qu'à combler cette marge, nous arrivons à donner comme valeur à l'actif sa valeur d'échange, nous considérons le surplus comme ne correspondant pas à une réalité, par suite comme devant disparaître, être amorti ; de même qu'on amortit des frais de premier établissement, actif irréal, mais que l'on ne peut faire disparaître qu'en plusieurs exercices. Il y a là une erreur que nous saisissons aisément, l'opération qui vise à faire d'un bilan un bilan de réalisation n'est point un amortissement. L'erreur porte, nous le voyons, non sur l'idée d'amortissement, mais sur celle de valeur, et c'est pour avoir éclairci cette notion si obscure en pratique, que nous comprenons si aisément ce qui se passe ici. Au sens le plus large du mot, l'amortissement peut, comme nous le verrons mieux plus loin, se définir : un fonds de valorisation, c'est-à-dire un fonds grâce auquel les postes de l'actif figurent au bilan pour leur valeur réelle. Or cette valeur est la valeur d'emploi pour les objets utilisés dans l'entreprise. Réduire la valeur d'emploi à celle d'échange n'est donc point amortir, c'est une mesure de prudence qui rentre dans la constitution de réserve ; mais en pratique l'erreur consiste justement à prendre comme valeur vraie celle d'échange ; réduire à cette valeur celle d'emploi devient donc un amortissement nécessaire, c'est la conséquence conforme à l'idée d'amortissement, mais partant d'un

principe inexact. C'est à ce point de vue que nous nous étions placés quand nous approuvions le jugement de Besançon ; nous en voyons l'inexactitude ; réduire une valeur d'emploi à la valeur d'échange n'est pas un amortissement nécessaire, ce n'est même pas du tout un amortissement, ce n'est qu'une mesure de prudence qui, même excellente, ne saurait être rendue obligatoire que par la loi.

Mais arrêtons-nous encore un instant à cette question.

Les objets destinés à être d'une façon durable employés dans une entreprise doivent être amortis, car ils se déprécient ; cette dépréciation a pour cause principale l'usure, mais, nous l'avons vu, il en existe aussi d'autres, qui donnent lieu à l'amortissement ; soit, pour prendre un exemple, une invention qui vient déprécier des machines. Lorsque de tels objets (prenons aussi un exemple) lorsque des usines appartenant à une société sont totalement dépréciées et ont été par suite totalement amorties, elles sont remplacées au bilan dans les sociétés se développant normalement, par un actif correspondant s'élevant à la valeur pour laquelle figuraient à l'origine ces usines, mais d'une tout autre nature ; l'immobilisation est remplacée par un fonds de roulement, c'est-à-dire la valeur d'emploi par la valeur d'échange par excellence. Les sommes engagées dans l'affaire se retrouvent sous leur forme primitive, le capital est reconstitué en espèces, tel qu'il a été versé à l'origine. Très souvent on fait rentrer cette conséquence de l'amortissement dans l'opération de l'amortissement

elle même ; c'est l'amortissement, dit-on, qui reconstitue le capital ; nous étudions ailleurs la question, mais ici il faut indiquer qu'en pratique cette manière de voir est toujours adoptée. Lorsque tout l'actif immobilisé se trouve ainsi reconstitué, les actionnaires ont l'avantage d'être certains de retrouver dans leur affaire leur mise, l'actif est là, en argent, mais aussi il n'y a plus de bénéfices à attendre puisqu'il n'y a plus d'usines ; au contraire, lorsque l'actif immobilisé a encore sa valeur et figure au bilan, on peut espérer des bénéfices, mais pour ce qui est de la mise, elle n'est plus là comme tout à l'heure, elle est engagée, elle peut facilement se perdre. Ces deux compositions différentes d'un bilan ont chacune un avantage qui leur est propre ; or dans l'existence d'une entreprise industrielle le bilan traverse successivement ces deux phases, amenant pour les actionnaires leur avantage réciproque, mais ceux-ci ont désiré trouver dans leur bilan, en même temps, ces avantages qu'ils n'y trouvent normalement que tour à tour, et le moyen d'y arriver était bien simple ; il n'y avait qu'à amortir le plus vite possible, et ne plus laisser figurer au bilan les usines que pour une somme telle qu'elle pourrait toujours être obtenue en les vendant ; résultat atteint avec certitude quand on les a réduites à « Mémoire » ou « 1 franc », cette diminution de valeur étant compensée par l'augmentation du fonds de roulement. L'actif du bilan est alors réalisable, stable, et l'on a tout de même des usines productrices. Voilà pourquoi on désire faire figurer au bilan les actifs pour

leur valeur d'échange ; la confusion qui règne au sujet de l'idée de valeur et bien aussi sur la notion d'amortissement a permis de donner ce nom d'amortissement à cette opération qui est, comme on vient de le voir, une constitution de réserve ; le but de ceux qui l'entreprennent est une idée de prudence, son effet une accumulation d'actif dépassant le capital social. L'effet d'une telle façon de faire est d'ailleurs, à un autre point de vue, excellent, il en résulte pour l'affaire, une vigueur et une solidité fort appréciables ; ce résultat est bien celui qui naît des constitutions de réserves en général. Bien qu'il soit question ici d'une réserve, on comprend que nous en ayons parlé à propos de l'amortissement, puisqu'il s'agit d'un cas où la réserve sort pour ainsi dire de l'amortissement, elle est si intimement liée à lui que la pratique les confond.

Nous avons étudié cette réserve à propos de l'amortissement du fonds de commerce, parce que, les raisons pour lesquelles on la constitue sont d'autant plus puissantes, qu'il s'agit d'actifs pour lesquels l'écart entre la valeur d'emploi et celle d'échange est plus considérable ; pour le fonds de commerce, en effet, la valeur d'échange est particulièrement faible, et au point de vue de la réalisation la somme pour laquelle il aurait à figurer au bilan ne saurait être trop réduite ; il semble à ce point de vue un actif sinon fictif, du moins assez peu réel et très fragile.

CHAPITRE III

CAS DE SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRE DE CONCESSIONS.

Nous venons de voir, à propos de deux espèces d'actifs, les terrains et le fonds de commerce, que l'amortissement ne peut être uniquement limité à l'usure ; mais nous allons voir, pour bien d'autres actifs, qu'il est nécessaire d'élargir cette idée de l'amortissement. Un exemple important est fourni par les nombreuses espèces de sociétés ayant une concession : sociétés de gaz, d'électricité, sociétés de tramways et de chemins de fer. Très souvent, l'acte de concession stipule qu'à la fin d'une certaine période, l'actif tout entier ou une portion importante de cet actif, deviendra propriété du concédant, ville ou Etat ; cet actif qui au début de l'exploitation représentait pour la société une valeur généralement très considérable, n'en représentera plus aucune à la fin. Pour l'entreprise concessionnaire, la valeur de l'actif dépend de l'emploi qu'elle peut en faire, et ici naturellement, de la durée de cet emploi, puisque celle-ci est limitée ; par suite, à mesure que cette durée diminue, la valeur fait de même ; il y a donc bien dépréciation, il faut en tenir compte, c'est-à-dire amortir ; c'est aussi ce que l'on fait couramment. Nous avons d'ailleurs là de nouveau une

espèce d'amortissement qui diffère de celles que nous venons d'examiner ; tout d'abord la cause de la dépréciation n'est pas l'usure, ce qui nous écarte de la forme première de l'amortissement ; on a essayé pourtant de faire rentrer ce cas dans celui d'usure, justement pour pouvoir conserver la définition usuelle de l'amortissement ; mais cette tentative reste vaine, les voies, les gares, les canalisations électriques qui retournent à l'Etat ou à la ville ne sont pas usées, elles conservent leur valeur, elles continuent à remplir l'emploi auquel elles sont attachées ; c'est justement, nous l'avons vu, le contraire qui se produit dans le cas d'usure. La dépréciation n'a donc certainement pas pour cause l'usure, mais d'autre part, et cela va la distinguer cette fois d'une dépréciation comme celle des terrains ou du fonds de commerce, elle est certaine, continue, et même causée par le temps ; en effet, à mesure que celui-ci s'écoule la dépréciation s'accroît. En aucun autre cas même, la dépréciation ne dépend aussi exclusivement du temps, puisque pour en connaître exactement le montant à un moment donné, il suffit sans autre chose d'être renseigné sur certains temps ; la fraction du temps écoulé par rapport au temps de la concession est aussi la fraction à retrancher de la valeur de l'actif. C'est évidemment cette action du temps qui a fait assimiler notre dépréciation à l'usure ; ce caractère semble en effet rapprocher ce cas de celui d'usure, mais ce rapprochement est, nous l'avons dit, superficiel et inexact, l'action du temps existe dans les deux cas, mais elle est très différente. Dans le cas d'usure,

le temps rend l'emploi auquel l'objet est destiné de plus en plus difficile, il agit sur l'objet, cette action est proportionnelle à sa durée, c'est à mesure que le temps passé augmente, que l'usure devient plus grande. Dans le cas d'une concession, l'emploi de l'actif reste toujours aussi aisé, mais tandis que d'ordinaire la valeur ne dépend que de la possibilité de l'emploi, ici elle est conditionnée en plus par tout autre chose, le temps de la concession. C'est de cette durée du droit, et non plus de celle de l'objet, que dépend la valeur, c'est avec elle qu'elle va diminuer ; l'action du temps ne s'exerce plus sur un objet, ce qui serait de l'usure, mais sur un droit limité à une certaine durée ; et aussi ce n'est plus l'augmentation du temps écoulé, mais la diminution du temps à courir qui produira la dépréciation.

Nous avons ici l'exemple d'un cas où la valeur individuelle est bien plus faible que la valeur générale, mais ce n'est point l'usure qui peut en être la cause. La nature spéciale de cette dépréciation fait qu'elle peut être calculée à un moment quelconque avec une exactitude absolue, elle sera chaque année du vingtième, du cinquantième de la valeur de l'actif suivant la durée de la concession, et elle est également parfaitement régulière, toujours égale pour des périodes de temps égales, toujours parce qu'elle n'a pas à se modeler sur les transformations d'un objet, mais est uniquement déterminée par la durée d'un droit, c'est-à-dire par une quantité homogène. C'est pourquoi nous avons déjà indiqué que l'amortissement par annuités

égales convenait fort bien à ce genre d'actif. Dans d'autres cas ce procédé n'est plus tout à fait exact, il n'est pas la constatation d'un fait, mais seulement une estimation que l'on est obligé d'employer justement parce que l'observation du fait est impossible ; ici, au contraire, l'estimation n'est pas plus exacte qu'ailleurs, mais il n'y a plus d'estimation, le procédé devient absolument parfait, il est la constatation même de la réalité.

L'amortissement ainsi pratiqué dans le cas de sociétés concessionnaires amènera comme d'habitude une augmentation de l'actif liquide égale à la diminution de valeur que subissent au bilan les immobilisations. Mais cet actif n'a plus ici la même utilité il sert généralement à reconstituer l'actif immobilisé, à remplacer, suivant les besoins, le vieux par du neuf ; son augmentation est un excellent symptôme, mais dans le cas que nous examinons il n'y a ni actif à renouveler ni pertes à craindre ; par contre cet actif mobilier va présenter souvent de très gros inconvénients. Beaucoup de sociétés à concession ont, en effet, un capital-actions très considérable ; pour des Compagnies de chemins de fer il s'agit souvent de centaines de millions représentés pour la presque totalité par d'immenses immobilisations ; par le fait de l'amortissement, la Compagnie va donc avoir en caisse des sommes qui deviendront extrêmement importantes, les gérer deviendra très difficile et très dangereux, d'importantes pertes seront possibles, et ainsi l'actif liquide, au lieu d'être un avantage, est un danger, un risque, pratiquement une impossibilité. Les som-

mes ainsi accumulées ne doivent pas, avons-nous dit, être employées, comme dans les industries ordinaires, à reconstituer un matériel neuf ; à l'expiration de la concession, l'exploitation cesse et le capital reformé doit être rendu aux associés ; c'est à ce moment seulement que les apports peuvent être restitués, mais les Compagnies de chemins de fer et les entreprises analogues anticipent sur ce délai et versent aux actionnaires chaque année, par fraction, des sommes qui leur étaient bien destinées mais qui ne devaient leur revenir que plus tard. C'est ce qu'on appelle l'amortissement des actions.

CHAPITRE IV

CAS DU BREVET.

Du cas de concession dont nous venons de parler, il y a lieu de rapprocher celui des brevets, mais il existe cependant certaines différences. Comme tout à l'heure, la dépréciation qui se produit n'a pas pour cause l'usure, voilà la ressemblance ; mais tout à l'heure ce que nous avions à amortir c'étaient certains actifs qui ne figurent pas uniquement dans les bilans de sociétés concessionnaires ; dans ces autres cas, ils peuvent subir des dépréciations dont il y a à tenir compte, mais nous ne nous sommes occupés que d'une dépréciation spéciale à ce cas qui nous intéresse pour le moment ; en un mot, il ne s'agit pas d'un actif spécial, mais d'un actif commun pouvant être rencontré dans toutes sortes d'affaires, et placé ici dans des conditions particulières. Pour le brevet, au contraire, il s'agit d'une espèce d'actif nouvelle, le brevet lui-même, qui figure au bilan pour une certaine somme, et c'est justement cette somme que l'amortissement doit faire disparaître. Le procédé à employer sera le même que pour le cas de concession, la valeur devra, lors de l'expiration du brevet, être totalement amortie, et l'annuité devra aussi être chaque année la même, puisque la valeur du brevet dimi-

nue dans la même mesure que le temps à courir. La dépréciation est ainsi de même nature que pour l'hypothèse de la concession, mais elle s'applique à un objet spécial, auquel elle est propre ; hors du cas de concession, les mêmes actifs ne sont pas soumis à notre dépréciation, l'actif brevet l'est toujours. Mais dans les entreprises où figure à l'actif un brevet, il se trouve souvent que, justement, pour exploiter ce brevet, il est nécessaire d'établir certaines installations, usines et machines par exemple, qui, elles aussi, vont figurer comme actif au bilan. Ces usines ne sont plus des actifs d'une nature spéciale ne se rencontrant que dans le cas de brevet, mais peut-être subissent-elles cependant alors une dépréciation particulière, parce qu'elles sont destinées à l'exploitation d'un brevet ; il y aurait là alors quelque chose d'analogue à la dépréciation dont nous nous sommes occupés à propos de la concession. Prenons un exemple, il va nous être utile, car il rendra plus clair le cas un peu compliqué. Une société possède le brevet pour la construction d'un certain appareil, et pour fabriquer cet appareil elle a construit une importante usine ; grâce au brevet, les bénéfices pourront, pendant un certain temps, durée du brevet, être très considérables, mais à l'expiration de cette durée, ils vont être fort réduits, la concurrence surgissant de toutes parts ; les usines, bien que toujours tout aussi capables peut-être de produire les appareils en question, c'est-à-dire nullement usées vont perdre une grande partie de leur valeur, puisque cette valeur dépend du service rendu et que

celui-ci diminue ; il faudra donc pendant la durée du brevet, indépendamment de l'amortissement pour usure, faire subir aux usines un amortissement spécial pour que, lors de l'expiration de ce brevet, elles se trouvent ne plus figurer au bilan que pour la valeur à laquelle elles sont réduites par le fait de cette expiration.

Ainsi lorsqu'on se trouve en présence d'un brevet, il en résulte que l'on est obligé d'amortir d'abord ce brevet lui-même, et, de plus, il faut faire subir aux actifs servant à l'exploiter, une dépréciation particulière. Cette manière de voir que nous venons d'exposer nous semble fausse, le raisonnement sur lequel elle tente de s'appuyer peut, au premier abord sembler séduisant, mais nous allons maintenant faire voir son inexactitude. La présence d'un brevet ne donne lieu à aucun amortissement spécial des usines ; voilà quelle sera la conclusion qui devra se dégager de ce qui va suivre. Analysons, en effet, le raisonnement que l'on a dû faire pour arriver à cette façon de voir exposée à l'instant. On se place d'abord dans l'hypothèse d'un brevet pour l'exploitation duquel il est nécessaire d'engager de grosses sommes ; pour fabriquer l'objet breveté, il faut édifier de coûteuses usines et établir des machines de grand prix ; en un mot, il faut de grandes immobilisations, de gros frais d'exploitation. L'objet revient donc cher, mais comme on est protégé par le brevet et comme la consommation le recherche, on peut vendre avec un fort bénéfice. Puis on arrive à l'expiration de ce brevet ; à ce moment, dit-on, la concurrence va se produire, d'autres

fabricants vendront moins cher, notre société devra fortement baisser ses prix et va bientôt vendre à perte. Voilà bien où est l'erreur, elle consiste à supposer que l'on va offrir l'objet qui était breveté à des prix inférieurs au prix de revient de la société propriétaire du brevet; mais ce prix de revient est aussi le même pour les concurrents, ils ont besoin aussi de faire les mêmes importantes immobilisations, l'objet n'a aucune raison d'être produit meilleur marché, et, par suite, il n'y a, non plus, aucun motif pour que notre société en soit réduite à vendre à perte. Elle se trouve dans une situation tout à fait normale, elle produit un objet pour un certain prix, cet objet trouve acheteur à un prix plus élevé, l'objet vaut donc bien ce qu'il coûte et la somme employée à le produire ne l'a pas été à tort; l'usine vaut ce qu'on a déboursé pour elle; que d'autres puissent produire de même, voilà qui ne change en rien la situation, il n'y a, au moment de l'expiration du brevet, aucune dépréciation spéciale à faire subir aux usines. Dans une industrie libre, si une usine permet de produire un objet dans d'aussi bonnes conditions que n'importe quel concurrent et à un prix tel que l'acheteur consente, pour obtenir l'objet, à en payer un plus fort, elle vaudra bien la somme employée à l'établir et il faudra l'amortir à mesure qu'elle remplira moins bien sa fonction.

Mais c'est justement dans ce cas, que nous nous trouvons ici à la fin du brevet; les bénéfices vont diminuer, mais cela tient à la disparition d'un autre actif, le brevet. C'est lui qui produisait ces bénéfices considérables qui

naturellement disparaissent avec lui. Mais dans un cas pareil le brevet est déjà totalement ou presque totalement amorti depuis longtemps, et même il n'a probablement jamais figuré à l'actif que pour une somme bien inférieure à sa véritable valeur : il en est d'ailleurs presque forcément ainsi dans les affaires sérieuses ; un brevet est par essence un procédé nouveau dont on ignore encore l'avenir, qui n'a pas fait ses preuves, dont les résultats commerciaux sont très incertains, et c'est encore la prudence la plus justifiée qui fera le plus vite possible amortir un tel actif dont la valeur peut si aisément disparaître subitement par suite d'une foule de circonstances très facilement réalisables. Si dans la suite on réalise, grâce au brevet, de grands bénéfices, celui-ci va, comme nous l'avons dit plus haut, figurer au bilan pour une valeur ne correspondant pas aux profits qu'il procure, et ce résultat est inévitable, puisque, dans ce cas, pour fixer la valeur de l'actif, au moment où il entre dans l'actif social, il faudrait savoir ce qu'il rapportera ; or, pour le savoir, il faut attendre à bien plus tard.

Mais il va résulter de ceci que, dans un exemple tel que celui dont il est question, il existe une véritable réserve occulte, car un actif figurant pour moins que sa valeur cache toujours une telle réserve et les bénéfices si considérables, dont il est question, sont en partie la distribution de cet actif caché, de cette réserve occulte. Ce que nous faisons ainsi remarquer incidemment à propos du brevet (et nous verrons tout à l'heure pourquoi nous avons choisi

cet exemple pour faire cette remarque), on peut en trouver des exemples dans bien d'autres circonstances ; très souvent il existe ainsi dans des sociétés par actions de puissants actifs dont les bilans ne portent nulle trace ; le bilan juridique est pour ainsi dire inexact, il n'est plus l'exposé de l'actif social, une autre estimation est nécessaire. Cette autre estimation existe, il faut absolument en tenir compte si l'on veut se former une idée réelle de la situation ; elle trouve son expression dans le cours des actions des sociétés dont il s'agit. Une société est, par exemple, au capital d'un million divisé en actions de 100 francs, la lecture du bilan fera voir un actif correspondant bien au capital, valant donc un million, mais les actions de 100 francs en valent en réalité 200 ; cela signifie que l'actif, ou plutôt certains postes de l'actif, ne figurent au bilan que pour une somme inférieure de 1 million à leur valeur réelle ; mais qu'est cela, sinon une réserve ? et que l'on ne vienne pas nous dire qu'il ne s'agit pas là d'un actif véritable, que celui-ci n'existe véritablement que pour la somme figurant au bilan ; cette somme est la valeur vraie de l'actif, le reste n'est qu'une appréciation qui ne peut modifier la valeur de la chose. Nous savons fort bien qu'une telle argumentation suppose une notion confuse de l'idée de valeur ; au contraire, en se rapportant à la théorie de la valeur que nous avons exposée, la réalité de cet actif ne figurant point au bilan, ne saurait un instant faire de doute. Mais mieux qu'une théorie, un exemple va nous montrer ce qu'il en est, et

c'est justement le brevet qui va nous le fournir. Une société se fonde pour l'exploitation d'un brevet, elle est au capital de 100.000 francs, le brevet a été apporté, et figure au bilan pour 10.000 francs ; cette somme représente ce qu'à coûté au titulaire du brevet ses travaux, études, etc. ; pour le moment, c'est la seule façon d'en déterminer la valeur.

Mais les bénéfices dépassent bientôt toute espérance, ils s'établissent à 60.000 francs par an, toutes charges déduites ; les actions de 100 francs vont être négociées à 400 ; eh bien je dis qu'il existe à l'actif un poste, le compte brevet qui figure pour une valeur qui n'est pas la sienne, mais lui est de beaucoup inférieure. En effet, supposons que l'inventeur du procédé dont il s'agit, encouragé par le succès, prenne aussi un brevet dans un autre pays ; il va l'apporter à une autre société qui sera chargée de l'exploiter dans un pays différent ; mais pour prix de son brevet notre inventeur va demander maintenant à cette société une somme considérable, 200.000 francs par exemple. La société qui achète le brevet pour ce prix ne le paye pas trop cher, il vaut bien ce qu'il lui coûte, et le compte brevet qui figurera au bilan pour 200.000 francs, représentera un actif tout à fait réel. On voit bien comment on doit conclure ; si le brevet vaut bien 200.000 francs dans une société, il les vaut aussi dans une autre, même lorsque par suite d'une estimation inexacte, il n'y figure que pour 10.000 ; il y a donc bien dans ce cas un excédent d'actif sur le passif ; cet excédent n'étant pas distribué constitue

une réserve ; la lecture du bilan n'en fait pas soupçonner l'existence mais les cours nous en révèlent la présence.

A l'expiration du brevet il ne se produit que peu ou pas de modification dans l'actif figurant au bilan ; si le brevet y figurait encore, il disparaît, et c'est là peu de chose, mais bien plus souvent ce petit poste aura depuis longtemps été amorti, et alors il n'y aura plus du tout de changement. Mais si l'actif ne varie point, les bénéfices, eux, vont bientôt varier, et diminuer fortement ; or lorsqu'on n'examine que le bilan sans songer aux remarques que nous venons de faire, ce phénomène est difficilement explicable ; on ne peut admettre, en effet, qu'une diminution considérable du produit survienne sans que se soit produite aussi une dépréciation d'actif ; cette manière de voir est très juste, mais on va en tirer des conclusions inexactes ; ne voyant pas l'actif qui vient de disparaître, parce que, comme il ne figurait pas au bilan, on n'a jamais tenu compte de sa présence, on va pour ainsi dire poser cette dépréciation sur un autre actif, qui sera naturellement les usines, puisque ce sont leurs produits qui vont donner moins de bénéfices. Nous voyons bien maintenant pourquoi on a été conduit à se demander si, dans le cas du brevet, les usines ne doivent pas subir un amortissement spécial. Comme une grande partie de l'actif brevet ne figurait pas au bilan, on a cru que la partie des bénéfices résultant de cet actif et en faisait justement la valeur, provenait simplement des usines ; on a, par suite, pensé que celles-ci ne valaient la somme pour laquelle

elles étaient portées au bilan que parce qu'elles donnaient ces bénéfices, et que lorsque ceux-ci venaient à diminuer, elles se dépréciaient aussi d'une somme importante.

Les exemples précédents nous ont montré des moins-values d'actifs de nature très diverse, bien différentes d'une dépréciation par l'usure ; il faut bien cependant en tenir compte au bilan, faire tout comme s'il y avait usure, c'est-à-dire amortir ; il est nécessaire, par suite, comme nous l'avons déjà dit, de modifier notre définition de l'amortissement. Ainsi que le dit V. Simon (p. 403), « l'usure n'est qu'une espèce de dépréciation. La loi (la loi allemande à l'inverse de la loi française, consacre à l'amortissement des dispositions spéciales) n'a statué que pour ce cas, mais nous ne faisons que développer le germe, la pensée du législateur, en l'appliquant aux autres diminutions de valeur ; la loi a l'intention ici de codifier un usage, d'empêcher la distribution de dividendes fictifs ; justement ce résultat est obtenu en élargissant l'application de la loi ».

Ainsi entendu dans un sens large, l'amortissement s'applique à un grand nombre d'actifs figurant au bilan et de natures très variées ; l'espèce de dépréciation qu'ils subissent étant aussi naturellement très diverse. Essayer d'étudier tous les postes du bilan qui perdent ainsi de leur valeur, et la nature de toutes les dépréciations différentes, nous entraînerait dans bien trop de détails ; nous nous contenterons des quelques exemples pris plus haut qui

constituent les cas les plus généraux et qui nous semblent les plus intéressants. Cependant il est nécessaire de considérer encore quelques autres espèces d'actifs particuliers, et la façon dont on les amortit. Occupons-nous tout d'abord des frais de premier établissement.

CHAPITRE V

AMORTISSEMENT DES FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT.

On peut, comme le dit Charpentier (p. 253), employer l'expression frais de premier établissement dans un sens très large, en entendant par là toutes les dépenses d'installation ; ils comprennent alors des actifs qui figurent au bilan dans les différents chapitres consacrés aux immobilisations ; mais on entend aussi et surtout par frais de premier établissement des dépenses qui ne font pas rentrer dans l'entreprise un actif correspondant. Les frais de premier établissement se distinguent alors des immobilisations et ne les comprennent plus ; c'est dans ce sens que l'on entend généralement l'expression frais de premier établissement, et c'est celui qui nous intéresse ici. Mais alors ces frais de premier établissement deviennent tout simplement une espèce de frais généraux, seulement ce sont des frais généraux que l'on ne fait qu'une seule fois au début de la marche de l'entreprise. Mais les frais généraux sont des dépenses qui ne sauraient figurer à l'actif d'un bilan. Ce sont des sommes qui sortent du patrimoine social et le réduisent ; cet appauvrissement doit, si l'affaire va bien, être compensé, et au delà, par un enrichissement ; les frais généraux seront compensés par les produits, et ils

sont engagés en vue de les faire naître. Mais cela ne modifie pas leur nature, ils restent une diminution d'actif, et si le résultat espéré ne se produit pas, si les bénéfices ne viennent pas la faire disparaître, la perte apparaîtra au bilan, l'actif sera plus petit.

Ce sont donc bien des dépenses d'exercice, et il n'y a aucune raison de faire figurer de telles dépenses à l'actif d'un bilan ; en effet, nous savons comment il faut procéder pour établir un tel actif ; il faut rechercher et y faire figurer tout ce qui, appartenant à la société, constitue pour elle, à ce moment, une richesse, possède une valeur ; mais les frais généraux d'un exercice écoulé n'ont, lors de la rédaction du bilan, aucune valeur pour l'affaire, qu'ils aient été productifs ou non ; cela a influé sur le résultat de l'exercice, mais importe peu pour l'avenir, il n'y a là aucun actif social à porter au bilan.

Si les frais de premier établissement sont bien, comme nous l'avons dit, des frais généraux, ils ne doivent pas plus que ceux-ci figurer à l'actif du bilan, ils sont aussi une charge de l'exercice qui les a vus naître, c'est-à-dire du premier exercice social. Mais souvent ces frais sont très considérables, de sorte que, si on les passait ainsi par profits et pertes, le premier exercice, et même souvent plusieurs exercices suivants, se solderaient en perte, ce qui présenterait plusieurs inconvénients, et en particulier celui d'empêcher, jusqu'à ce que cette perte ait disparu, c'est-à-dire pendant plusieurs années, peut-être, toute rémunération du capital. Pour éviter un tel résultat, on a imaginé

de ne pas passer les frais de premier établissement par profits et pertes, de conserver à l'inventaire ce compte débiteur et de le faire figurer à l'actif ; seulement l'actif qui paraît ainsi au bilan est non seulement irréalizable comme on dit souvent, mais inexistant, c'est un actif fictif. Un tel actif ne doit naturellement pas figurer indéfiniment au bilan, il faut le faire disparaître, l'amortir rapidement ; cependant, comme souvent les tout premiers exercices ne donnent encore que de faibles bénéfices, on ne leur fait supporter que de légers amortissements, plus tard on éteint rapidement ce qui subsiste des frais de premier établissement.

Une telle façon de faire est, en France, entrée tout à fait dans la pratique ; on fait ainsi passer, avant l'application rigoureuse des principes juridiques, le désir de toucher plus tôt des dividendes. La loi n'a pas, chez nous, parlé des frais de premier établissement, et la jurisprudence a confirmé ce qu'avait établi la pratique. Par exemple, dans l'arrêt suivant (Dijon, 24 avril 1899, D. 1903), « les frais de premier établissement comprennent des sommes irréalisables en cas de liquidation ; de tels frais ne peuvent être portés à l'actif qu'à condition de les amortir au passif, ce qui n'a pas été fait, même les années suivantes ». Il faut amortir les frais de premier établissement, dit l'arrêt, parce que les sommes pour lesquelles ils figurent au bilan ne seraient pas réalisables en cas de liquidation. C'est là tomber dans une double erreur. La première consiste à se placer, pour l'estimation de la valeur des actifs d'un bilan,

dans l'hypothèse d'une liquidation ; mais nous avons déjà montré les inexactitudes auxquelles cette manière de voir amène au point de vue de l'amortissement ; remarquons une fois de plus combien elle est répandue et à combien de confusions elle aboutit nécessairement. Mais il y a encore une deuxième erreur ; supposons pour un instant que l'on puisse se placer, comme le fait la Cour, dans l'hypothèse de la liquidation. Il y aura alors un grand nombre d'actifs irréalisables soit pour la totalité, soit pour une très grande partie de leur valeur, ils devront pour cette raison être amortis ; l'amortissement des frais de premier établissement ne différerait donc pas, par sa nature, de celui de bien d'autres actifs, il aurait la même raison d'être ici que dans bien d'autres cas, l'impossibilité de réaliser la valeur pour laquelle l'actif figure au bilan. Là réside la deuxième erreur dont nous avons parlé ; l'amortissement des frais de premier établissement diffère de celui des autres immobilisations ; il ne s'agit pas ici, comme le dit l'arrêt, de valeur irréalisable, mais bien de valeur inexistante, et il y a une grande différence entre un actif qui ne peut être liquidé, mais qui pourtant reste parfaitement réel, et un actif inexistant c'est-à-dire fictif. Cette dernière erreur découlé d'ailleurs de la première : « prendre la valeur dans le sens de valeur réalisable » ; d'où l'on conclut qu'une valeur irréalisable est aussi bien nulle qu'une valeur fictive.

Mais ce qui précède nous a fait voir que l'amortissement des frais de premier établissement, diffère sensiblement de ceux que nous avons examinés jusqu'ici, et qu'il mérite

une mention particulière ; en effet, l'amortissement était jusqu'ici la constatation d'une dépréciation, la réduction de la valeur d'un actif, de ce qu'elle a été à ce qu'elle est ; mais dans ce cas nouveau l'actif n'a jamais eu la valeur pour laquelle il figurait aux livres, et il n'a pas davantage la valeur réduite qu'on lui attribue, il ne sera à son véritable prix que lorsqu'il sera réduit à zéro. Par le fait de l'amortissement, le bilan ne sera donc pas toujours exact, mais deviendra seulement de moins en moins inexact ; en un mot nous n'avons plus affaire, comme jusqu'à présent, à l'amortissement d'un actif, mais à celui d'une perte, et les deux opérations diffèrent. L'amortissement d'un actif constate une perte dès qu'elle existe et la fait passer par profits et pertes ; l'amortissement d'une perte fait seulement apparaître une perte déjà existante mais cachée et fait passer petit à petit au compte de profits et pertes ce qui aurait dû y figurer en entier dès l'origine.

L'étude de l'arrêt de Dijon nous a amenés à parler de la nature de l'amortissement des frais de premier établissement ; mais quittons pour l'instant ce sujet dont nous reparlerons pour revenir à la question de la jurisprudence en cette matière.

L'exemple que nous avons choisi nous montre une jurisprudence qui permet de faire figurer les frais de premier établissement à l'actif, à condition toutefois qu'on ait soin de les amortir ; l'amortissement est donc considéré ici comme obligatoire. M. Guénée, dans une note sous cet

arrêt, critique cette manière de voir ; selon lui, l'amortissement de ces frais est purement facultatif ; l'usage, et c'est en somme lui qui a tout réglé en cette matière, donne toute liberté ; on voit de nombreux exemples de sociétés laissant indéfiniment figurer à l'actif de leur bilan la totalité ou une partie de leurs frais de premier établissement. Même si l'on admet que l'amortissement est obligatoire, il n'existe aucune règle pour ce qui est du taux de cet amortissement ; c'est une question de fait, dit Charpentier (p. 156), et là aussi la pratique nous offre le spectacle de la plus riche variété. La loi suisse qui, elle, s'est occupée de cette question, autorise bien les sociétés à faire figurer leurs frais de premier établissement à l'actif, mais les oblige à les amortir en cinq ans (C. suisse, art. 656). En général les affaires sérieuses s'efforcent de faire disparaître le plus vite possible ce poste de leur bilan.

A l'inverse de ce qui se passe en France, on ne fait pas, en Allemagne, figurer à l'actif les frais de premier établissement ; déjà la loi de 1884 l'interdisait, et le Code de commerce est également dans ce sens ; « c'est, dit V. Simon (p. 158, § 46), une application de cette règle qu'aucun actif irréal ne peut figurer à l'actif. » Mais bien que l'on agisse d'une façon différente, on semble cependant, en France et en Allemagne, être d'accord sur le fond de la question, c'est-à-dire sur la nature des frais de premier établissement ; ici, comme là, ils sont considérés comme un actif irréal ; seulement, en Allemagne, la loi elle-même en a tiré des conséquences conformes aux règles qui régis-

sent la constitution du bilan, tandis qu'en France, où la loi n'avait pas parlé on a sacrifié à un besoin pratique l'application des principes.

Mais cette nature des frais de premier établissement, ce point de départ pour lequel tout le monde est d'accord, et au sujet duquel nous avons aussi jusqu'ici adopté la manière de voir habituelle, sont intéressants à examiner de plus près. Pour cela, reprenons le texte de V Simon, que nous avons commencé à citer plus haut, sur les frais de premier établissement ; il va nous permettre des observations utiles.

« Les frais de premier établissement, actif irréal, ne peuvent pour ce motif figurer au bilan, mais, ajoute-t-il, il ne faut pas exagérer ; parmi ces frais, ceux qui produisent un accroissement de richesses réelles pourront figurer au bilan, ils y figureront, non parce que frais de premier établissement mais bien que frais de premier établissement. Déjà avant la loi de 1884, Keyssner ne voulait pas que les frais de premier établissement paraissent au bilan, et il prétendait que s'ils produisaient une richesse réelle, celle-ci y figurerait autre part, ce qui est en partie faux ; certaines véritables richesses, les réclames, etc., par exemple, n'y figurent nulle part. »

Il existerait ainsi, parmi les frais de premier établissement, des dépenses produisant de véritables richesses et devant naturellement, par suite, figurer au bilan, de sorte que la distinction faite par Charpentier que nous avons citée plus haut, entre les frais de premier établissement

entendus dans un sens très large, comprenant alors des actifs réels, et ces mêmes frais entendus dans leur sens étroit, sens habituel, mais ne renfermant plus que des frais généraux, ne serait plus exacte. Même dans ce qu'on appelle habituellement frais de premier établissement, il existe de véritables actifs qui ne figurent à aucun autre poste ; par exemple des réclames, dit V. Simon. De grandes sociétés de crédit comprennent aussi dans les frais de premier établissement l'aménagement de succursales en y faisant même rentrer l'installation de coffres-forts ; or il s'agit bien là d'actifs tout à fait réels. Mais, peut-on répondre, cela tient à ceci. On pense souvent prendre l'expression frais de premier établissement dans son sens étroit (frais généraux), tandis qu'on l'emploie dans le sens plus large en y faisant rentrer tout ou partie des frais d'installation ; ceux-ci étant des actifs bien réels doivent figurer au bilan, par suite le poste qui les renferme doit y paraître aussi ; mais on peut fort bien dire alors, comme V. Simon, qu'ils doivent y figurer à l'actif, non parce qu'ils sont frais de premier établissement, mais bien qu'étant frais de premier établissement. S'il est vrai que dans les frais de premier établissement il existe de véritables actifs, soit parce qu'il s'agit de véritables immobilisations, soit parce que l'on se trouve en face d'exceptions, il demeure vrai cependant, et tout le monde est ici d'accord, qu'en dehors de ces cas, et d'une façon générale, les frais de premier établissement sont, par leur nature, analogues aux frais généraux. C'est cette dernière opinion que nous voudrions maintenant examiner.

Les frais généraux sont des dépenses productives et utiles, mais seulement à l'intérieur de l'exercice où elles sont nées ; par suite elles ne sauraient figurer à l'actif d'un bilan, puisque justement le bilan a pour but d'indiquer l'état social à la fin de l'exercice et qu'à ce moment les frais généraux ne peuvent absolument plus rien produire, et n'ont plus, par suite, aucune valeur ; par exemple le loyer de l'année, les appointements payés aux employés pour l'exercice écoulé, n'ont lors de la rédaction du bilan, aucune place à l'actif, et cela ne tient pas à la nature de la dépense, mais pour ainsi dire à sa forme, à la manière dont elle est faite, à son caractère de ne produire qu'à l'intérieur, dans les limites d'un exercice. En effet, si au lieu de payer le loyer de l'année, on paye en une fois celui de trois ans, à la fin de l'exercice, il faudra faire figurer à l'actif les deux tiers du prix payé ; on inscrira loyer payé d'avance = x ; le droit de jouir d'un local pour une certaine période à venir a une valeur, est un actif social ; et le loyer de l'année figurera aussi pour moitié dans un bilan semestriel. La distinction que l'on fait entre les dépenses productives, devant par suite figurer à l'actif dans un compte d'immobilisation ou un compte analogue, et les dépenses improductives devant passer par frais généraux et profits et pertes, nous semble donc inexacte, et il faut lui substituer celle dont nous venons de parler ; par suite, en ce qui concerne les frais de premier établissement, nous n'avons plus à nous dire : ces frais comprennent souvent des dépenses produisant

un actif, elles doivent alors figurer à l'actif : ce sont alors des immobilisations comprises à tort dans le compte premier établissement, par suite de l'élargissement exagéré du domaine de ce terme, mais ces frais sont constitués aussi par des dépenses improductives qui sont les véritables frais de premier établissement et qui doivent être classés avec les frais généraux improductifs eux aussi. Nous devons dire : Les véritables frais de premier établissement ne sont productifs qu'à l'intérieur de l'exercice pendant lequel ils sont faits, c'est-à-dire pendant le premier exercice ; ce sont des frais généraux qui ne devraient pas normalement figurer à l'actif du bilan. — Nous devons donc considérer les frais de premier établissement et voir s'ils sont bien une espèce de frais généraux, c'est-à-dire s'ils ont la même nature qu'eux ; mais auparavant écartons encore une objection.

Les frais généraux, dira-t-on, sont, nous en convenons, des dépenses productives, mais non les frais de premier établissement ; on les range donc à tort parmi les frais généraux ; ils ne doivent cependant pas figurer au bilan. Cette manière de voir est tout à fait inexacte ; les frais de premier établissement ne sont pas des dépenses stériles, car cela revient à dire qu'elles sont inutiles, et si tel était le cas, on ne les ferait pas ; mais si, comme cela est, elles sont utiles, rendent des services, elles sont productives, ont une valeur. Sont-elles des frais généraux, c'est-à-dire sont-elles seulement productives dans l'intérieur d'un exercice ? Prenons, par exemple, les frais de cons-

littution souvent très considérables ; ils représentant une dépense très utile, nécessaire même, puisque l'existence de toute la vie sociale en dépend ; ils ont donc une valeur à ce point de vue, mais cette valeur n'a pas disparu à la fin du premier exercice ; elle subsiste, plus faible il est vrai, pour les exercices suivants, et diminuant sans cesse, elle ne devrait s'éteindre tout à fait qu'à la fin même de la société. Il en est de même, je crois, pour tous les frais de premier établissement ; si l'on donne à l'idée de valeur le sens que nous lui avons donné lorsque nous nous sommes occupés de cette notion, on ne saurait en refuser une à ces frais ; le fait qu'ils ne se présentent qu'une seule fois, tandis que les frais généraux doivent être renouvelés, est considéré comme une différence légère entre eux ; elle est au contraire très importante, puisqu'elle montre que les frais de premier établissement ont une utilité, c'est-à-dire une valeur durable.

En théorie, nous pourrions donc dire que les frais de premier établissement doivent régulièrement, et non pas pour ainsi dire par faveur, figurer à l'actif, et que leur amortissement n'a besoin d'être pratiqué que lentement ; mais, en fait, nous approuvons au contraire les sociétés qui les font rapidement disparaître de leur actif, les jugements et les législations qui ordonnent de faire en peu de temps un tel amortissement. C'est que la valeur dont il est question est absolument irréalisable, et qu'il est impossible d'en déterminer le montant. On peut avoir fait, pour une affaire, des frais de premier établissement bien trop im-

portants ; même lorsqu'il n'en est pas ainsi, c'est seulement lorsque l'on verra l'affaire marcher que l'on saura s'il était utile ou non de faire les frais destinés à la mettre sur pied. Il est nécessaire d'être fort prudent, mais justement ce que nous voulions montrer, c'est qu'il s'agit d'une mesure de prudence dominée encore une fois par l'idée du bilan à actif réalisable. Nous revoyons encore cette idée de réalisation se mêler et troubler celle de valeur ; ce n'est pas, comme le dit V. Simon, par application de cette idée « qu'aucun actif irréal ne doit figurer au bilan », que le Code allemand interdit d'y faire paraître les frais de premier établissement ; c'est parce qu'il veut en écarter un actif totalement irréalisable et d'un montant sujet à erreur. D'ailleurs, V. Simon ne peut approuver totalement cette façon de voir. Il ne faut pas exagérer, dit-il, et il distingue entre les frais de premier établissement, productifs ou non ; mais tous ceux qui sont utilisés sont productifs, et les autres n'avaient pas à être faits, ils ne doivent pas paraître au bilan parce qu'ils sont de l'argent dépensé en pure perte.

Voilà donc, en résumé, notre manière de voir au sujet des frais de premier établissement ; nous pensons qu'ils constituent un actif qui théoriquement doit figurer au bilan, mais en pratique nous approuvons ceux qui s'efforcent de les amortir le plus rapidement possible.

CHAPITRE V

AMORTISSEMENT PAR SUITE D'INVENTIONS ET DE DÉCOUVERTES.

Après le cas des frais de premier établissement, considérons encore une autre espèce d'amortissement.

Il ne va plus être question ici d'une espèce particulière d'actif, dont l'amortissement est remarquable, mais d'une dépréciation d'une nature particulière s'étendant à un grand nombre d'actifs divers, dépréciation dont nous devons dire un mot.

Nous avons déjà incidemment parlé de cette dépréciation, mais elle mérite une mention particulière, il s'agit de la moins-value causée par les inventions nouvelles ; cette moins-value agit sur tous les actifs industriels, machines, outillage, etc., sur des objets ayant souvent une très grande valeur.

Cette dépréciation diffère de nature de toutes celles que nous avons examinées jusqu'ici, elle ne se produit pas lentement et peu à peu, mais tout d'un coup, subitement ; brusquement un objet perd toute sa valeur ou une grande partie ; cependant, il continue à pouvoir, comme il le faisait, remplir une fonction, ce qui rend notre cas différent de celui d'usure ; mais un nouvel objet remplit infiniment mieux la même fonction.

La diligence satisfait toujours aussi bien le besoin humain d'être transporté aussi rapidement que possible, mais le chemin de fer le satisfait bien mieux.

Un très grand nombre d'entreprises sont ainsi exposées à voir brusquement une grande partie de leur actif perdre de sa valeur; cela constitue pour elles un grand risque, un danger. Lorsque l'invention nouvelle se produit, il faut au bilan constater la dépréciation, amortir le poste frappé. Bien souvent la totalité même des bénéfices ne parviendra pas à combler le vide ainsi produit; non seulement il n'y aura pas dividende, mais encore une perte apparaîtra au bilan. Il faudra, pour combler le déficit, attendre les bénéfices des années suivantes. Mais ces bénéfices ne se produisent plus justement par le fait de l'invention nouvelle, le capital est en grande partie perdu, l'affaire ne peut plus continuer à fonctionner, il faut liquider les autres actifs qui, même ayant conservé toute leur valeur, vont, comme nous le savons, perdre beaucoup par le fait de la réalisation; c'est un résultat lamentable. Cependant souvent il existe un remède; dans tous les cas où il ne s'agit pas de découverte substituant à une industrie existante une industrie nouvelle et toute différente (chemins de fer remplaçant les diligences), mais seulement d'un changement partiel à l'intérieur d'une industrie, changement parfaitement conciliable avec le reste de l'ancien fonctionnement machines à remplacer, etc; ces cas sont, avons-nous dit, l'immense majorité. Ce sont ceux aussi qui nous intéressent ici. Ce remède consiste à remplacer l'actif qui a perdu de sa valeur,

à acquérir les machines, l'outillage nouveau devenus nécessaires ; mais où se procurer des fonds ? En dehors de l'affaire, par un emprunt d'obligations ? Mais cela n'est pas possible à toute entreprise, et en tous cas le moment est peu favorable ; il en résultera, si l'opération peut se faire, une lourde charge, le bilan restera en perte, les dividendes seront suspendus jusqu'au moment où celle-ci sera comblée, moment retardé parce que la charge nouvelle réduira encore ces bénéfices ; la solution est peu avantageuse. Faut-il chercher les sommes nécessaires dans l'affaire même ? On ne peut souvent les y trouver ; si on les y rencontre, on ne peut les employer sans mettre fort à l'étroit la trésorerie et donner une situation financière très faible à l'affaire dans un moment difficile. La situation est mauvaise ; pour y remédier facilement il faut l'avoir prévue, avoir constitué une réserve pour invention. Lorsqu'une telle réserve a été constituée, toute la situation change. Plus d'appel au crédit, plus de diminution trop grande des disponibilités, puisque les disponibilités employées étaient destinées à cet emploi, plus de perte au bilan et par suite de suppression de dividendes, plus d'arrêt dans la marche de l'entreprise ni de crainte de ruine ; la réserve permet d'effectuer sans danger l'amortissement. Jusqu'ici les différents amortissements que nous avons examinés ne produisaient pas d'aussi graves effets ; la dépréciation ne se faisant pas en une fois était plus légère, aussi l'amortissement était-il une charge de l'exercice ; il ne peut plus en être de même maintenant, le fonctionnement d'une institution de prévoyance est devenu nécessaire. Nous devions

donc citer cette espèce nouvelle de dépréciation et les conséquences de ses caractères. Parmi ces conséquences, une surtout nous intéresse, à savoir, que cette espèce d'amortissement est de celles qui doivent contribuer au rapprochement et même à la confusion entre l'amortissement et la réserve ; ce n'est pas ici que nous étudions ce point, mais il faut cependant indiquer le raisonnement que doit provoquer le cas présent. La pratique, en effet, comprend, nous le savons, dans l'opération d'amortissement, non seulement la constatation d'une dépréciation, mais encore l'accumulation d'actif qui l'accompagne et vient combler le vide ainsi formé ; ici, l'on sera amené à dire que c'est grâce à la réserve que l'amortissement est possible et que c'est avec la réserve qu'on le fait ; ce qui était réserve devient amortissement, l'actif qui correspondait au compte réserve correspond maintenant au compte amortissement ; sa destination reste la même, il sert à reconstituer une valeur disparue ; réserve et amortissement sont de même nature, ce sont des opérations bien voisines. Du rapprochement aussi intime la pratique a passé facilement à la confusion ; c'est à cause de cette confusion que nous rencontrons si souvent, et nous en avons déjà donné des exemples, des bilans où, sous le nom de fonds de réserve, se cachent des fonds d'amortissement, et *vice-versa* ; c'est aussi pour cela que bien souvent nous ne pouvons savoir, en lisant le bilan, si un fonds de réserve n'est pas en réalité un amortissement ou les deux ensemble ; le cas présent était bien un de ceux qui devaient amener ce résultat pratique, c'est pourquoi nous nous y sommes arrêtés ici.

CHAPITRE VII

FONDS APPARTENANT AU COMPTE D'AMORTISSEMENT.

QUESTION DES FRAIS DE RÉPARATIONS.

Partis du cas d'usure, nous voyons maintenant combien différentes de nature sont les dépréciations que constate l'amortissement ; nous avons aussi examiné quelques espèces de dépréciations, quelques amortissements intéressants, et nous avons remarqué également combien la pratique mêle et confond la réserve et l'amortissement ; nous n'avons jamais voulu, avons-nous déjà dit, examiner toutes les espèces d'amortissement, et nous jugeons suffisants les cas choisis. En avons-nous donc fini avec l'amortissement ? Nous avons étudié l'amortissement qui constate la moins-value d'un actif, en un mot l'amortissement d'immobilisations, c'était toujours d'un poste figurant du côté gauche du bilan qu'il était question. Mais nous savons, et la simple lecture de nombreux bilans suffit à le montrer, que l'on a employé le mot amortissement dans des cas où il ne semble nullement être question de constater la dépréciation d'un actif ; il faut donc que nous considérions ces cas ; si nous trouvons que le même mot amortissement est employé dans un sens tout autre, et cache une opération toute différente de celle qui nous intéresse, nous ne

nous y arrêterons pas ; au contraire, si notre analyse montre que, sous le même mot, il y a la même chose, ces formes nouvelles feront partie de notre étude et nous aurons justement à montrer leur ressemblance avec l'opération d'amortissement la plus commune qui seule a été étudiée jusqu'ici.

Mais avant d'aborder cette nouvelle étude, il faut encore citer brièvement quelques petits points concernant l'amortissement d'actifs.

A. — *Valeurs appartenant au fonds d'amortissement.*

Parlons d'abord de la question des valeurs appartenant au fonds d'amortissement. Le problème se pose lorsqu'on emploie le procédé de l'inscription au passif d'un compte d'amortissement (Erneuerungsfonds). L'amortissement a, comme nous l'avons vu, pour effet habituel de faire rentrer dans l'affaire certaines sommes, d'accumuler une partie des produits ; la pratique dit dans ce cas que l'on consacre une partie des bénéfices à l'amortissement ; cette même pratique estime également que ces sommes appartiennent aussi au compte d'amortissement ; elles forment le fonds d'amortissement et non une autre partie de l'actif, et par suite nous voyons poser et discuter cette question : peut-on employer les espèces du fonds d'amortissement à l'achat du matériel ou d'usines nouvelles ? peut-on les immobiliser dans l'affaire ? Mais le point à examiner en premier lieu, c'est cette idée de valeur correspondant au compte d'amortissement.

Cette idée est tout à fait inexacte ; l'amortissement, qu'il figure à l'actif ou au passif, n'est qu'un compte de valorisation qui sert à faire paraître la valeur de l'actif ; pour l'amortissement, comme pour la réserve au sujet de laquelle se pose la même question, il est complètement inexact de considérer un actif particulier comme correspondant à un passif particulier. Au bilan, l'ensemble de l'actif correspond à l'ensemble du passif ; mais il n'y a pas d'actifs correspondant au capital, d'autres à la réserve, d'autres à l'amortissement ; par suite nous devons aussi estimer faux de dire que le fonds d'amortissement doit être employé à certains usages. Ceux, en effet, qui admettent que certaines parties déterminées de l'actif plutôt que d'autres correspondent au fonds d'amortissement, doivent également penser que ce fonds peut, soit par la décision du statut, soit par une autre volonté, être employé à certains usages déterminés. Cette manière de voir est aussi inexacte. Prenons par exemple une société (V. Simon, p. 398) qui possède un fonds d'amortissement de 1 million ; elle a, supposons, une dette de 500.000 fr. qu'elle ne peut payer avec ses bénéfices ; mais la société possède des valeurs qui sont, par les statuts, destinées au fonds d'amortissement ; il faudra cependant, avec ces valeurs, payer la dette. Malgré cela, le fonds d'amortissement continuera à figurer pour 1 million au passif ; il n'a pas été employé, il reste le même. On peut entendre autrement encore l'emploi du fonds d'amortissement. Par exemple (V. Simon, p. 399), une société possède 10 wagons valant chacun 2.000 francs,

soit au total 20.000 francs ; elle a un fonds d'amortissement de 5.000 francs, elle achète un wagon de 2.400 francs, mais elle porte les wagons à l'actif seulement pour 20.000 fr. et réduit le fonds d'amortissement à 2.600 francs ; ici aussi, on dira que le fonds d'amortissement a été employé ; cependant l'usure n'est pas moindre ; mais en réalité le fonds d'amortissement est resté le même, seulement il est passé dans l'actif ; celui-ci, au lieu de figurer au bilan pour 20.000 francs plus 2.400 francs, reste à 20.000 francs, c'est-à-dire a subi un amortissement de 2.400 francs ; on a tout simplement dans ce cas, employé en même temps les deux procédés d'amortissement ; c'est là un système défectueux. En résumé, ce sont les actifs qui sont employés et non les fonds d'amortissement qui subsistent toujours.

B. — *Questions des frais de réparations.*

Nous venons de voir des objets se dépréciant, supposons, pour prendre un exemple, par l'usure ; il se peut que cette dépréciation soit effacée, contrebalancée, lorsque l'usure sera combattue par les réparations ; faudra-t-il, au bilan tenir compte de ces réparations ? Naturellement, mais en même temps aussi de l'usure. Prenons un exemple :

Un objet vaut 10.000 francs, il est usé pour 1.000 francs, mais il est réparé et cette réparation augmente sa valeur de 600 francs.

On aura :

FONDS APPARTENANT AU COMPTE D'AMORTISSEMENT 109

Valeur première	10.000
Usure	1.000
	9.000
Réparation	600
Valeur au bilan	9.600

Souvent on ne procède pas ainsi, mais on fait passer les réparations par frais généraux ; dans ce cas il faut allonger la période d'amortissement, car un objet souvent réparé s'use moins.

Ces quelques questions brièvement indiquées, nous en avons fini, comme nous l'avons dit plus haut, au moins pour le moment, avec l'espèce d'amortissement dont nous nous sommes occupés jusqu'ici ; nous allons maintenant examiner les autres formes d'amortissement.

CHAPITRE VIII

AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS.

L'amortissement des obligations, ne doit, avons-nous dit, nous occuper que s'il rentre dans notre sujet, mais, même s'il en est ainsi, nous ne pourrions étudier d'une façon complète l'amortissement des obligations. Il y aurait là une étude se suffisant à elle-même et qui, sur beaucoup de points, n'aurait pas de rapport avec notre sujet ; nous ne considérerons donc, et seulement d'une façon très générale, dans l'amortissement des obligations que ce qui pourra nous intéresser tout à fait directement.

L'amortissement d'obligations est le remboursement d'une dette, c'est un remboursement par fractions ; ce remboursement se fait non par quotité, mais par remboursement total d'une fraction de la dette. Il peut donc sembler, au premier abord, qu'il s'agisse là d'une chose toute différente d'un amortissement d'actif. Cependant nous lisons chez M. Charpentier, par exemple (p. 74), que l'amortissement d'obligations se rapproche de l'amortissement d'immobilisations.

Ce rapprochement est, nous allons le voir, très exact ; à condition que l'on ait, sur la nature de l'opération de l'amortissement, une certaine manière de voir dont

nous avons déjà parlé, mais qui n'est pas la seule adoptée. Si l'on considère l'amortissement comme la constatation d'une dépréciation, mais en même temps aussi comme une accumulation d'actif venant neutraliser cette dépréciation, l'amortissement d'immobilisation et l'amortissement d'obligations sont bien deux choses fort voisines : « L'amortissement ne constate pas seulement la moins-value, il la reconstitue ». Cette façon de voir est celle de Thaller, de Charpentier, de Verley, elle est aussi tout à fait celle de la pratique ; ceux qui l'adoptent sont amenés à rapprocher l'amortissement de la constitution de réserves. Mais M. Veit Simon est tout à fait d'un autre avis ; l'accumulation d'actif n'est pour lui qu'une conséquence nullement nécessaire et tout à fait distincte de l'opération d'amortissement, celle-ci consistant uniquement dans la constatation du fait de la dépréciation. Avec cette dernière façon de voir, le rapprochement entre l'amortissement d'obligations et celui d'immobilisations n'est plus le même ; nous y reviendrons, mais d'abord nous voulons étudier la question en nous plaçant au premier point de vue. L'amortissement d'immobilisation est donc pour nous, pour le moment, la constatation d'une moins-value et aussi la reconstitution de celle-ci.

Mais rappelons ce que nous disions au début de cette étude : Amortir veut dire éteindre, le premier sens dans lequel on a employé le mot amortissement, est celui de l'extinction d'une dette, et les emplois nouveaux demeurent d'une nature analogue à celle de cette première forme.

Souvenons-nous de plus de l'analyse de Thaller : « Si une usine est construite avec de l'argent emprunté, l'argent correspondant à la dépréciation naturelle servira à amortir la dette ; et, ce qui montre encore mieux le rapport, dans une société par actions les actionnaires sont, comme le bailleur de fonds, créanciers de la société pour le capital, et l'augmentation de fonds de roulement qui correspond à la dépréciation du matériel peut servir à leur rembourser le capital, à l'amortir. Mais ces actionnaires sont en même temps ou seront propriétaires du matériel, et si les sommes employées à les rembourser étaient restées dans l'affaire pour combler la dépréciation du matériel, leur situation serait en fin de compte la même. Ou bien ils ont recouvré leur argent, mais leur usine vaut zéro ; ou bien leur argent leur est dû, mais ils le retrouvent sous une forme quelconque dans l'affaire. Les deux procédés aboutissent au même effet, ils sont aussi bien l'un que l'autre un amortissement. »

Par cette analyse notre auteur veut montrer que l'amortissement d'immobilisations, celui que, jusqu'ici, nous avons seul étudié, a conservé avec l'opération d'extinction d'une dette, c'est-à-dire avec l'amortissement au sens premier du mot, une profonde ressemblance. Mais cette extinction d'une dette, c'est justement l'amortissement d'obligations ; la démonstration est celle que nous cherchons. Amortissement industriel et amortissement d'obligations sont de même nature, l'opération dans les deux cas reste la même ; un actif se déprécie avec le temps,

on l'amortit, c'est-à-dire qu'on le fait figurer au bilan pour des sommes plus petites et l'on compense les moins-values avec un actif liquide nouveau. L'opération reste la même, soit que l'actif liquide reste dans l'affaire « amortissement d'immobilisation » soit qu'il soit versé à des créanciers « amortissement d'obligations ».

Nous voyons donc que nous pouvons nous occuper ici de l'amortissement des obligations puisqu'il constitue une opération de même nature que celle de l'amortissement tel que nous l'avons envisagé auparavant ; rappelons-nous bien que cette analogie n'existe que si l'amortissement d'immobilisation est considéré comme étant non seulement la constatation d'une dépréciation, mais aussi la reconstitution de cette dépréciation. En outre, l'amortissement d'obligations qui vient de servir d'exemple est seulement une espèce d'amortissement d'obligations.

En effet, l'exemple que nous avons choisi était le suivant : on a emprunté pour acquérir un actif quelconque ; cet actif s'use et perd de sa valeur, les disponibilités qui viennent compenser cette moins-value et qui, dans le cas voisin de l'amortissement d'immobilisation, resteraient dans l'affaire, sont versées au prêteur ; de sorte que la dette diminue en même temps et dans la même mesure que l'actif qui lui correspond perd de sa valeur. C'est ce qu'on appelle un amortissement sur le capital ; le capital-obligations disparaît en même temps que les obligations ;

aucun actif ne reste dans l'affaire. Il pourrait en être de même dans le cas d'amortissement d'immobilisation. Comme nous l'avons vu, si les créanciers sont en même temps associés, c'est-à-dire actionnaires, la situation serait la même pour eux, soit que leur mise ait été remboursée et que leur actif vaille zéro, soit qu'ils n'aient rien reçu et que leur actif vaille leur capital ; seulement dans ce cas, la règle de la fixité du capital empêche le remboursement. Mais il s'agit, comme pour le cas d'obligations, d'un remboursement au moyen du capital.

Une entreprise industrielle possède par exemple des usines ; celles-ci correspondent au capital-actions et au capital-obligations. A la fin du premier exercice ces immobilisations ont perdu de leur valeur, il faut naturellement en tenir compte au bilan sous peine de distribuer des dividendes fictifs ; une partie des produits viendra compenser la moins-value. Le capital-actions et obligations est ainsi reconstitué, seulement il comprendra maintenant une portion d'actif liquide. C'est cette portion de capital-obligations (le capital-actions ne nous intéresse pas ici) qui va servir à rembourser les obligations. On dit donc bien, lorsqu'on dit qu'elles sont remboursées au moyen du capital.

Les obligations amorties cessent de figurer au bilan, et le poste obligations a totalement disparu du passif, lorsque cet amortissement est complet. Cette façon d'amortir n'influe en rien sur les bénéfices, l'amortissement des immobilisations est naturellement une charge qui fait

rentrer une partie des produits dans le capital et c'est seulement après qu'apparaissent les bénéfices ; mais ceux-ci ne subissent, du fait de l'amortissement des obligations, aucun prélèvement ; la diminution d'actif qui accompagne le remboursement d'une tranche d'obligations étant accompagnée d'une diminution de passif égale, ne modifie en rien le solde du compte de profits et pertes.

On peut, lorsqu'on amortit des obligations procéder d'une façon différente ; on laisse figurer au passif les obligations remboursées. Dans ce cas l'amortissement a lieu au moyen des bénéfices. En effet, tout à l'heure, lorsque nous amortissions des obligations, la diminution du passif et de l'actif étant égale, ne modifiait en rien l'excédent de l'actif, c'est-à-dire les bénéfices. Ici, au contraire, il va y avoir seulement diminution d'actif, c'est-à-dire réduction d'autant des bénéfices.

Supposons une société dont les produits sont égaux à 3 millions ; elle effectue un amortissement d'immobilisation de 1 million. Les bénéfices disponibles seront égaux à 2 millions ; en même temps elle amortit 1 million d'obligations. Si elle emploie le premier procédé, le bénéfice va rester égal à 2 millions ; mais si elle emploie le second, la diminution d'actif d'un million n'étant pas compensée, 1 million de bénéfice rentrera dans le capital et un seul million restera disponible ; cette façon de faire est très répandue en pratique.

La nature de ce compte d'obligations est alors très claire ; ce n'est pas un passif véritable, ni un compte d'or-

dre, ce n'est autre chose qu'une réserve. Quand toutes les obligations auront été amorties, il restera dans l'affaire un actif égal à l'emprunt d'obligations, mais la dette aura disparu ; cet actif n'est donc autre qu'une réserve produite par une accumulation de bénéfices non distribués.

Nous avons donc là deux systèmes très distincts, et nous voyons que l'on procède d'une façon toute différente en faisant disparaître du passif les obligations amorties ou, au contraire, en les y maintenant.

Le premier procédé est celui où se vérifie ce que nous disions en commençant à parler de l'amortissement des obligations, à savoir que cet amortissement est quelque chose d'analogue à l'amortissement que nous avons étudié précédemment ; c'est d'ailleurs, théoriquement du moins, le procédé normal, les obligations forment un compte du capital : elles doivent être remboursées sur le capital. Rembourser une dette c'est rendre le capital emprunté.

Mais il nous faut examiner ce qui se passe en pratique, voir comment se présente en fait l'amortissement des obligations, et peut-être pourrons-nous trouver au procédé, qui paraissait en théorie le plus logique, de graves inconvénients. Nous avons, pour exposer le procédé d'amortissement par le capital, supposé un exemple où un emprunt-obligations était destiné à effectuer certaines immobilisations, et nous avons admis également que le montant de la dépréciation des immobilisations était tout à fait égal à celui de l'amortissement des obli-

gations ; mais un tel exemple ne se rencontre guère, et même, s'il se réalise, il se trouve des inconvénients à y appliquer le procédé de l'amortissement sur le capital. Souvent, en effet, une société effectue un emprunt obligations et affecte presque toutes les sommes ainsi obtenues à des immobilisations ; nous supposons un exemple où ces immobilisations se dépréciant doivent être amorties ; mais il arrive très souvent alors que l'amortissement industriel est beaucoup plus lent que celui des obligations. Si, dans un tel cas, on veut amortir des obligations sur le capital, en laissant disponible la totalité des bénéfices, on arrivera à une diminution, puis à une disparition des disponibilités sociales, et même, lorsque ces disponibilités n'existeront plus et que la totalité de l'actif sera immobilisé, le système d'amortissement sur le capital deviendra inapplicable, à moins d'emprunter à nouveau pour rembourser les obligations amorties. Nous comprenons bien, en effet, que si les bénéfices ne fournissent pas les sommes nécessaires à l'amortissement des obligations, et si les disponibilités, résultant de l'amortissement des immobilisations sont beaucoup trop faibles pour suffire à l'amortissement des obligations, c'est avec le fonds de roulement qu'il faudra amortir. Une telle manière de faire est pratiquement extrêmement mauvaise et même impossible, le fonds de roulement étant nécessaire à la marche de l'entreprise.

Quant au procédé qui consiste à emprunter à nouveau pour rembourser, procédé qui devient tout à fait obliga-

toire si l'on suppose que toutes les disponibilités ont disparu, il est aussi très mauvais ; son emploi aurait sur le crédit d'une affaire le plus fâcheux effet. Les inconvénients de l'amortissement des obligations sur le capital, que nous avons trouvés dans l'exemple précédent, nous les retrouvons dans un grand nombre de cas plus ou moins différents. Nous avons supposé un amortissement d'immobilisations plus lent que celui des obligations, mais la différence peut devenir énorme comme dans le cas où il s'agit d'actif ne se dépréciant que très lentement, par exemple des navires, ou même de certains autres ne se dépréciant pas du tout, par exemple des terrains. Dans tous ces exemples la société ne pourrait rembourser qu'en contractant une dette nouvelle, c'est à-dire en employant un procédé toujours malsain, financièrement parlant, et souvent même impraticable ; mais, même dans notre premier exemple, où les disponibilités résultant de l'amortissement industriel suffisaient à rembourser l'annuité d'amortissement des obligations, il est souvent très avantageux de ne pas faire sortir ces disponibilités de l'affaire. L'augmentation de l'actif liquide est très utile pour une société ayant de grosses immobilisations, et très propre à renforcer la situation financière, souvent même cet actif est en partie immobilisé aussi en travaux neufs et en extension nouvelle. Donc, d'une façon générale, ce procédé d'amortissement présente des inconvénients pratiques considérables ; il y a cependant des exceptions, par exemple dans le cas de la raffinerie Say ; cette société amortit très

rapidement ses immobilisations ; malgré l'amortissement des obligations fait sur le capital, l'actif disponible augmente et devient très considérable. La société possède des disponibilités qui ne lui sont pas nécessaires, qu'elle emploie en dehors de l'entreprise, en reports par exemple ; elle prête donc de l'argent ; de sorte qu'il lui serait possible d'anticiper le remboursement de ses obligations ; nous trouvons là un cas tout différent des précédents ; l'amortissement des immobilisations va ici plus vite que celui des obligations. Dans un cas pareil l'amortissement des obligations sur le capital ne présente plus les inconvénients pratiques dont nous venons de parler, mais il s'agit là d'un exemple assez rare et, comme nous l'avons dit, bien souvent l'amortissement sur le capital offre de graves inconvénients. On comprend donc que fréquemment les sociétés lui substituent l'amortissement sur les bénéfices ; financièrement ce système est de beaucoup préférable ; mais, d'autre part, le seul procédé véritablement conforme à l'opération de l'amortissement des obligations et en concordance avec les règles de constitution du bilan, est le système d'amortissement sur le capital.

Le procédé d'amortissement sur les bénéfices fait de l'amortissement des obligations quelque chose de tout différent de ce qu'est en soi cet amortissement, à savoir, une constitution de réserve ; par suite, pour que ce procédé puisse être appliqué, il faut que la création d'une telle réserve soit possible. Les règles concernant cet amortissement sur les bénéfices sont celles qui s'appliquent à la

création d'un fonds de réserve ; un tel fonds n'est pas légalement obligatoire, il peut être statutaire ou, dans certains cas, voté par l'assemblée générale. L'essentiel est de bien se rendre compte, lorsqu'on amortit ainsi sur les bénéfices, que l'on ne fait pas un simple amortissement mais une réserve. Comme nous l'avons dit, nous avons considéré jusqu'ici l'amortissement d'immobilisations, non seulement comme la constatation d'une dépréciation, mais aussi comme la reconstitution de cette dépréciation ; mais si nous adoptons maintenant la manière de voir de M. Veit Simon qui considère l'amortissement d'immobilisations comme la simple constatation d'une dépréciation, le rapport entre l'amortissement d'immobilisations et d'obligations ne sera plus le même. Dans ce cas l'analogie entre les deux opérations n'existe plus, l'amortissement d'obligations est le remboursement d'une dette, il doit toujours se faire sur le capital et, fait sur les bénéfices, il reste, comme dans le cas précédent, une réserve.

TROISIÈME PARTIE

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS.

Nous avons déjà examiné d'une façon générale la nature de l'amortissement ; nous avons étudié ensuite différentes espèces intéressantes d'amortissement.

Mais, jusqu'ici, nous avons étudié dans ses diverses parties l'amortissement, sans nous demander d'où il venait, par qui il était créé ; en outre nous ne nous sommes pas occupés des difficultés qu'il pouvait provoquer dans une société par actions, des réclamations que des intéressés pouvaient faire à son sujet. C'est cet ensemble de questions que nous devons enfin examiner.

Cette étude va être plus particulièrement juridique que les précédentes et aussi plus concrète ; nous n'allons plus considérer les espèces d'amortissement, mais voir fonctionner l'amortissement dans les sociétés.

Le premier point à poser est celui-ci :

C'est l'assemblée générale qui crée l'amortissement ; par suite ce que nous avons à nous demander est :

Quels sont les pouvoirs de l'assemblée générale en fait d'amortissements.

Pouvoirs de l'assemblée générale en fait d'amortissements.

C'est l'assemblée générale qui fixe l'amortissement.

L'assemblée générale est en effet l'organe administratif de la société ; c'est elle qui gère les affaires sociales ou reçoit les comptes de ceux auxquels elle a donné mandat de les gérer à sa place ; elle approuve le bilan, elle fixe le dividende, etc., etc... ; elle dirige, en un mot, la marche de l'affaire comme un particulier dirige celle d'une entreprise privée ; mais dans cette fonction elle n'est pas libre, elle a à se conformer à la loi en général, aux lois spéciales qui régissent la matière des sociétés, et en outre presque toujours à une loi particulière, « le statut ».

Ces pouvoirs de l'assemblée générale, brièvement indiqués ci-dessus, intéressent notre sujet ; c'est en effet l'assemblée qui, fixant le dividende, fixe aussi les prélèvements qui doivent être faits sur les produits avant toute distribution. C'est elle qui crée l'amortissement et en fixe le montant. Ici aussi les pouvoirs de l'assemblée générale sont limités par les lois et le statut.

S'il y a des limites aux pouvoirs de l'assemblée, c'est que certaines décisions, transgressant ces limites, seront condamnables et pourront être attaquées. Par qui peu-

vent-elles l'être ? Ou bien par des gens extérieurs et étrangers à la société, n'ayant avec elle aucun lien juridique, comme les tiers, ou ayant un lien, comme des créanciers ; cette classe ne nous intéresse nullement ici. Ou bien, et nous rentrons dans le sujet, la réclamation peut provenir de personnes faisant plus ou moins partie de l'organisation de la société et dont le lien juridique avec celle-ci a été établi par le pacte social. Le groupe le plus important de cette catégorie est celui des actionnaires.

Les sociétés sont, en effet, des actes d'association ; les actionnaires, c'est-à-dire les associés, ont le droit d'attaquer une décision de l'assemblée qui violerait les règles fixées par la loi, règles que les associés ont voulu appliquer en créant la société, ou les règles particulières que les associés ont entendu appliquer et ont rédigées dans le statut. L'associé a donc certainement, dans certains cas, une action possible contre la société ; mais pour apprécier dans quels cas, il faut tenir compte de la qualité de ceux qui pourraient attaquer une telle décision, c'est-à-dire songer qu'il s'agit d'associés. Les limites aux pouvoirs de l'assemblée sont donc fonction, c'est-à-dire dépendent de ceux qui pourront réclamer contre leur transgression. Les limites aux pouvoirs de l'assemblée générale ne sont donc pas fixes et absolues, elles devront varier quand variera la nature juridique du lien unissant la société et ceux pouvant attaquer les décisions illégales.

Pour connaître les pouvoirs de l'assemblée générale il faudra voir ce qu'ils sont, en présence de chacun des grou-

pes de personnes unies à la société par des liens différents. On peut réunir tous les cas en deux classes :

1^o Pouvoirs de l'assemblée générale en présence d'actionnaires, c'est-à-dire de personnes liées à la société par un contrat d'association.

2^o Pouvoirs de l'assemblée générale en présence de porteurs de parts de fondateurs ou de membres du conseil d'administration (pour ce qui a trait à leur tantième). Ici, il s'agit, entre la société et ceux qui peuvent réclamer, d'un lien de créancier à débiteur ; du moins c'est l'opinion courante que nous adoptons pour le moment. En outre et dans les deux cas ci-dessus, les pouvoirs de l'assemblée peuvent, indépendamment des différences précédentes, varier par suite de différences du caractère de l'assemblée elle-même, suivant qu'elle est assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. L'assemblée générale extraordinaire dont il est question ici est naturellement l'Assemblée de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 qui a trait aux modifications des statuts.

L'assemblée générale ordinaire agit en effet, c'est une façon courante de s'exprimer, dans les limites créées par les statuts. L'assemblée générale de l'article 31 va beaucoup plus loin, puisqu'elle peut modifier ces limites.

En résumé il y a à étudier :

Les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire en présence	{	d'actionnaires.
		de parts de fondateurs ou
		de membres du conseil
		d'administration.

Les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire de l'article 31 en présence	{	d'actionnaires. de parts de fondateurs ou de membres du conseil d'administration.
---	---	--

Mais pour étudier ces différentes questions, il vaut mieux substituer le plan suivant au tableau précédent.

Pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.	{	En présence d'actionnaires.
Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire.		
Pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.	{	En présence de parts de fondateurs ou de membres du conseil.
Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire.		

Ce deuxième groupement, qui réunit en une première partie les pouvoirs des assemblées générales ordinaires et extraordinaires en présence d'actionnaires et, en une deuxième partie, les pouvoirs de ces assemblées en présence de parts, est en effet préférable, parce que, ce qui nous dirige pour établir les pouvoirs d'une assemblée générale ou ordinaire ou extraordinaire, c'est la nature du lien qui unit à la société ceux à propos desquels se pose cette question de limitation ; s'il s'agit d'actionnaires, c'est l'idée de société qui sera l'idée directrice pour l'une ou pour l'autre assemblée. Les principes établis, ils seront facilement applicables à l'une ou à l'autre ; il n'y aura, pour ainsi dire, entre les deux assemblées, qu'une différence de degré ; au contraire, sommes-nous en

présence de parts de fondateurs, c'est-à-dire dans un cas où il s'agit d'un lien de créance, nous nous trouvons en face d'une différence de nature, avec les solutions de l'autre espèce, qu'il s'agisse d'une assemblée ou d'une autre ; la nature du lien « société ou créance » a donc bien plus d'importance que la question du plus ou moins de pouvoirs de l'assemblée.

Ce plan, dont nous venons de montrer l'avantage, nous allons cependant le modifier ; nous devrions, d'après lui, étudier :

1° Les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire, ensuite ceux de l'assemblée générale extraordinaire en présence d'actionnaires, et une telle façon de procéder peut sembler logique. Cependant nous commencerons, au contraire, par les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire, et le plan définitif, cette fois, de notre étude va donc être le suivant :

1° Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire.	} En présence d'actionnaires.
2° Pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.	
1° Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire.	} En présence de parts ou de membres du conseil.
2° Pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.	

CHAPITRE II

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE EN PRÉSENCE D'ACTIONNAIRES.

Pourquoi commencer par l'assemblée générale extraordinaire ?

Les solutions trouvées pour le cas de l'assemblée extraordinaire pourront nous servir pour l'assemblée générale ordinaire, cela nous l'avons déjà indiqué ; les pouvoirs des deux assemblées étant de même nature, bien des choses, s'appliquant à l'assemblée la plus puissante, seront vraies pour l'autre assemblée dans sa sphère d'action plus étroite ; mais ce n'est pas là le motif de commencer par l'assemblée extraordinaire. Cependant cela permet de le deviner.

L'assemblée générale de l'article 31 est bien plus puissante que l'assemblée ordinaire, elle est indépendante du statut puisqu'elle peut le modifier. Peut-être toutes les dispositions statutaires, en tous cas un grand nombre, n'ont point à être respectées par elle ; c'est l'assemblée la plus libre, c'est donc la mieux choisie pour étudier cette liberté et les limites que la nature de l'organisation des sociétés par actions lui impose ; ensuite il sera facile pour l'assem-

blée ordinaire d'ajouter à ces limites celles provenant des statuts auxquels elle doit obéissance.

Commençons donc par rechercher quels sont les pouvoirs de l'assemblée de l'article 31. La question des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire et la question des pouvoirs de toute assemblée générale, dépasse de beaucoup les limites de notre sujet ; elle suffirait, à elle seule, à remplir une étude, et a fait déjà l'objet de plusieurs ouvrages. Nous n'avons à nous occuper que de ce qui concerne l'amortissement ; il y a cependant une partie commune dont il faudra tenir compte, mais nous nous efforcerons d'orienter le plus possible notre étude vers le point particulier qui constitue notre sujet.

Ce qui rentre dans notre domaine, ce sont les pouvoirs de l'assemblée en ce qui touche l'amortissement, et nous devons, autant que possible, rester dans cette partie de la question ; cependant il existe une autre portion du sujet général (pouvoirs de l'assemblée) presque inséparable de la nôtre et dont nous serons obligés de parler : il s'agit des *pouvoirs de l'assemblée sur les réserves*.

Nous verrons plus loin pourquoi ces deux parties ne peuvent être séparées.

Nous avons indiqué les différences théoriques entre l'amortissement et les réserves ; nous avons aussi montré qu'en pratique ils se confondaient, soit parce qu'on ne savait pas, soit parce qu'on ne pouvait pas les distinguer.

Ici, plus que partout ailleurs, réserves et amortissements

ont été constamment mis ensemble, et par suite nous serons amenés forcément à parler des deux.

Commençons maintenant l'étude des pouvoirs de l'assemblée de l'article 31.

L'assemblée de l'article 31 peut modifier les statuts ; en quoi cela nous intéresse-t-il ? Cela est bien facile à apercevoir.

Peut-elle créer un nouvel amortissement statutaire, non prévu par l'ancien statut ? Peut-elle augmenter ou diminuer l'amortissement statutaire, ce qui constitue une modification aux statuts ? Les actionnaires devront-ils subir toutes ces modifications ?

Pour répondre à ces questions et à d'autres encore, il faut connaître ce qu'est une assemblée générale, quelle est sa puissance et les limites de celle-ci. Il peut sembler au premier abord très facile de résoudre cette question pour ce qui est de l'amortissement. Il paraît ne pas être utile de rechercher, pour résoudre le problème, quelle est la nature du pacte social qui unit les actionnaires à la société et les conséquences qui en découlent. Il y a une façon bien plus simple d'arriver au but.

La loi, en effet, n'ordonne-t-elle pas expressément d'amortir, c'est-à-dire de tenir compte du montant exact de la dépréciation ? Cela ne peut-il pas nous suffire ? Puisque l'amortissement est légalement obligatoire, il n'y a pas à rechercher quels sont les pouvoirs de l'assemblée et leurs limites ; cette question ne se pose pas pour l'amortissement. Il n'y a pas à rechercher de règles lorsqu'on en a une

absolue, l'assemblée générale ne peut rien, elle doit, elle est obligée d'amortir.

a) Supposons par exemple ce cas : Il existe un amortissement statutaire : l'assemblée générale extraordinaire peut-elle modifier le statut en portant par exemple l'amortissement qui était de 5 o/o à 10 o/o ? La solution est toute trouvée : la dépréciation dépasse-t-elle celle prévue aux statuts ? Est-elle de 10 o/o et non de 5 o/o ? Si oui, il faut amortir de 10 o/o, c'est la loi. L'assemblée générale extraordinaire doit tout simplement s'y conformer, il est même nécessaire ici de convoquer une assemblée générale pour modifier le statut, car l'assemblée générale ordinaire n'a pas le droit d'administrer la société conformément à un statut illégal.

Mais si la dépréciation n'était que de 5 o/o, et que cependant l'assemblée porte l'amortissement de 5 à 10 o/o ? La solution est très simple ; l'amortissement est en effet la constatation de la dépréciation ; or celle-ci est de 5 o/o, une dépréciation plus forte n'est plus un amortissement, c'est une réserve, et pour savoir si l'assemblée de l'article 31 peut alors évaluer la moins-value à 10 o/o, il faudra étudier les pouvoirs de l'assemblée en matière de fonds de réserve, ce qui n'est pas notre sujet.

b) Supposons maintenant un autre cas. Le statut fixait l'amortissement à 10 o/o, l'assemblée générale le réduit à 5 o/o. C'est toujours la même solution ; si la dépréciation n'était que de 5 o/o, il y avait, par suite des 10 o/o prévus aux statuts, une constitution de réserves statutaires. L'as-

semblée, en réduisant l'amortissement à 5 o/o, arrête le développement de cette réserve ; en avait-elle le droit ? Cela dépasse également notre sujet. Au contraire, la dépréciation était-elle réellement de 10 o/o ? si l'assemblée réduit l'amortissement à 5 o/o, elle viole la loi et distribue des dividendes fictifs.

c) Supposons maintenant que l'amortissement fixé à 10 o/o ait bien correspondu à la dépréciation, mais que, par suite de circonstances quelconques, cette dépréciation diminue pour ne plus devoir être que de 5 o/o. Si l'on continue d'amortir de 10 o/o, on constituera une réserve, ce qui n'était peut-être pas l'intention des statuts ; les actionnaires pourront prétendre que le pacte social n'envisageait pas la création d'une telle réserve, et que, par suite, une assemblée générale doit modifier le statut pour réduire le montant de l'amortissement.

La loi va-t-elle, comme tout à l'heure, nous donner une solution ? Elle nous disait, non seulement ce qu'on pouvait faire, mais même ce qu'on devait faire dans le domaine de l'amortissement proprement dit ; elle nous défend de trop peu amortir, elle nous laisse libre, si rien d'autre ne nous en empêche, de créer des réserves : voilà tout ; ici donc elle ne nous fournit aucune solution. On pourra peut-être objecter qu'il ne s'agit pas d'une question d'amortissement, mais de réserves ; tant que la dépréciation était de 10 o/o on amortissait, maintenant qu'elle n'est plus que de 5 o/o, on constitue une réserve. L'assemblée peut-elle ou doit-elle supprimer cette réserve ? Mais cette façon de voir n'est

pas exacte, les statuts n'avaient en vue que l'amortissement, ils amortissaient de 10 o/o parce que la dépréciation était de 10 o/o, maintenant qu'elle n'est plus que de 5 o/o, ne faut-il pas, pour se conformer à l'intention statutaire, réduire à 5 o/o l'estimation de la dépréciation ? Mais si on le fait, les actionnaires pourront-ils réclamer ? Dans les cas précédents, ils ne le pouvaient pas puisque la décision était ordonnée par la loi ; il n'en est pas de même ici, la loi ne nous dit rien, elle permet mais n'ordonne pas.

d) Reprenons un des exemples précédents : l'amortissement est fixé à 10 o/o, la dépréciation n'est que de 5 o/o (exemple *b*) ; nous avons dit : il y a réserve statutaire, réduire l'amortissement à 5 o/o c'est supprimer une réserve statutaire, question qui ne nous intéresse pas. Mais l'intention des statuts était-elle de constituer une réserve, ou bien n'avait-ils pas estimé la dépréciation à 10 o/o et fixé par suite à 10 o/o le montant de l'amortissement ? ils se sont trompés, mais savoir si l'assemblée peut rectifier son erreur est une question touchant l'amortissement et non plus la réserve ; or la loi ne nous donne pas non plus de solution.

Enfin, dans l'exemple (*a*), nous avons aussi prétendu qu'une des hypothèses ne nous concernait pas, celle où l'amortissement statutaire étant de 5 o/o et la dépréciation de 5 o/o, l'assemblée de l'article 31 modifie le statut pour porter l'amortissement de 5 à 10 o/o ; il y a là, avions-nous dit, constitution de réserve. Mais si l'assemblée n'a pas eu en vue une constitution de réserve, et a estimé,

par erreur, que l'amortissement devait être de 10 0/0, l'hypothèse entre de nouveau dans notre sujet. C'est d'ailleurs ce qui doit arriver. Car si l'assemblée veut créer une réserve, elle n'a qu'à le dire, mais ici encore la loi ne sert à rien.

Nous voyons donc que la loi ne peut nous suffire pour résoudre les questions des pouvoirs de l'assemblée en cas d'amortissement, mais en outre, la difficulté est bien plus grande que nous ne l'avons indiqué jusqu'ici ; nous avons supposé, d'une part, que l'évaluation de la dépréciation était possible d'une façon exacte, et, d'autre part, que la définition de l'amortissement était appliquée en pratique ; or, il n'en est rien.

1° La constatation de la dépréciation n'est pas possible.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans la première partie, il est impossible de connaître de combien s'est déprécié un actif, c'est pourquoi on emploie les différents systèmes d'amortissement que nous avons indiqués. La réserve rentre donc forcément dans l'amortissement, et il est impossible de savoir si un amortissement n'est pas, en partie, une réserve, ou si une réserve n'est pas, en partie, un amortissement, et même, dans la plupart des cas, on est certain que l'amortissement renferme une réserve ; par exemple, quand on amortit de 10 0/0 un matériel, à supposer même que, au bout de 10 ans, le matériel ne vaille plus rien, ce qu'on ne sait pas non plus. En tout cas, la dépréciation étant plus lente au début, on amortira trop les premières années, c'est-à-dire, qu'on fera

une réserve, qui servira plus tard, quand on n'amortira plus assez.

2° La définition de l'amortissement n'est pas une notion de la pratique.

En outre, en pratique, on ne fait pas la distinction entre la réserve et l'amortissement, on considère l'amortissement comme une accumulation de produits, mais on ne distingue pas très bien entre accumulation de produits à l'intérieur du capital c'est-à-dire amortissement, et accumulation de produits dépassant le capital, c'est-à-dire réserve.

Les deux opérations sont considérées comme des institutions de prévoyance que l'on distingue mal ; par exemple, on dit presque toujours : « Nous renforçons l'amortissement pour parer aux dépréciations qui pourraient arriver ; tandis qu'il s'agit là en réalité d'une réserve.

En résumé, on ne distingue pas l'amortissement de la réserve, et on ne peut le faire ; par suite, la loi ne peut, en ordonnant tout simplement de ne pas distribuer de dividendes fictifs, suffire pour trouver la solution des questions que nous examinons actuellement ; en outre, nous sommes arrivés à ce résultat, savoir : que la question des pouvoirs de l'assemblée générale, concernant les amortissements, se mêle à la question des pouvoirs de l'assemblée générale concernant les réserves et qu'il sera impossible de les séparer.

Nous devons donc considérer la question des pouvoirs de l'assemblée générale concernant l'amortissement comme une partie de la question des pouvoirs de l'assem-

blée en général. Supposer que la loi nous fournissait une solution pour le cas de l'amortissement était une erreur, il faudra donc résoudre la question par les principes généraux d'où découlent les pouvoirs de l'assemblée. Recherchons dans cette voie, quels sont les pouvoirs de l'assemblée générale de l'article 31 en fait d'amortissement.

Si la plupart des questions concernant les sociétés anonymes et les bilans n'ont presque pas, ou pas du tout été étudiées, surtout en France, il n'en est pas ainsi, pour la question des pouvoirs de l'assemblée générale ; il y a sur ce sujet une quantité d'études considérable en France, et encore plus considérable à l'étranger ; c'est une question très vaste, très compliquée et très discutée ; comme nous l'avons dit, nous ne pouvons l'exposer que brièvement en nous écartant le moins possible de ce qui touche à l'amortissement.

L'assemblée générale de l'article 31 peut modifier le statut ; ce statut, c'est le pacte social conformément auquel l'actionnaire s'est associé. Comment cet acte de société peut-il être modifié indépendamment de la volonté d'un ou de plusieurs associés ? On ne peut ordinairement, dans un contrat synallagmatique, modifier les droits d'une des parties sans son consentement, par suite de la volonté des autres.

Dans un acte de société, l'une des parties ne peut pas modifier les apports que l'autre a à faire par suite du contrat.

Dans une société anonyme, par exemple, le contrat est le suivant : plusieurs personnes s'associent, chacune apporte une certaine somme d'argent ; ces sommes sont mises en commun, elles doivent être employées, c'est le contrat qui le dit, à un certain objet, pendant un certain temps, et les bénéfices qui pourront résulter de cet emploi doivent être distribués aux associés.

Pourra-t-on sans la volonté d'un associé, l'obliger à verser plus qu'il n'était convenu ?

Pourra-t-on, au lieu de distribuer les fruits, les conserver ?

Pourra-t-on contrairement à ce qu'il avait été convenu dans le pacte, produire de l'électricité au lieu de gaz ?

Pourra-t-on, quand l'association était faite pour dix ans, la prolonger et empêcher l'associé de reprendre ce qu'il n'avait en commun que pour cette durée ?

Pourra-t-on, lorsqu'un amortissement de 10 o/o avait été prévu par le pacte social, élever cet amortissement à 20 o/o ou le réduire à 5 o/o.

Pourra-t-on faire tout cela, et de quel droit pourra-t-on le faire ?

Avant de donner la solution qui semble être la meilleure et à laquelle on tend à se rallier aujourd'hui, il faut examiner brièvement quelles réponses ont été faites ; d'abord, comment on a compris les pouvoirs de l'assemblée générale. Nous n'étudierons cette histoire qu'en France, parce que certaines idées, que nous n'admettrons pas, pré-

sident cependant encore souvent aux décisions de la jurisprudence, mais nous parlerons des droits étrangers en donnant la solution qui semble la plus exacte.

Dans les débuts, nous savons qu'une interprétation très restrictive avait été donnée de l'article 31 de la loi de 1867. Cet article ne permettait pas, suivant cette interprétation, à l'assemblée extraordinaire constituée suivant les prescriptions de l'article 31, de modifier les statuts quand le statut n'autorisait pas la modification. Cet article indiquait simplement, lorsque la modification des statuts était expressément prévue, comment devait être constituée l'assemblée devant effectuer ces modifications. Cette interprétation, qui rendait impossibles les modifications aux statuts, quand ceux ci ne les préoyaient pas expressément, est depuis longtemps abandonnée.

L'article 31 n'est pas seulement un article réglementant une forme d'assemblée, il est universellement admis qu'il donne le pouvoir à une assemblée, sous certaines conditions de forme, de modifier le pacte social, même lorsque ce pacte n'a pas parlé de ces modifications en général ou lorsqu'il s'agit de certaines modifications particulières dont il n'a pas parlé.

Cette nouvelle façon de voir, qui donne à l'assemblée le pouvoir de modifier les statuts, a imposé aussi à ce pouvoir des limites. L'assemblée peut apporter aux sta-

tuts des modifications, excepté celles qui touchent aux bases essentielles du contrat (avocat général Hémar).

Cette théorie des bases essentielles a eu un très gros succès en doctrine et en jurisprudence ; la plupart des décisions de la justice concernant la question des pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire parlent des bases essentielles ; les bases essentielles sont les articles du contrat sans lesquels l'actionnaire n'aurait peut-être pas traité ; par conséquent, on ne peut les modifier.

Puisque telle est la nature des bases essentielles, il faut chercher à les énumérer, à les connaître toutes, à les classer ; c'est ce qu'on a essayé de faire, malheureusement on n'y est jamais arrivé ; les uns considéraient telles clauses comme essentielles, les autres, d'autres ; en particulier, la clause de la répartition des bénéfices a soulevé de grosses difficultés. La distribution des bénéfices, disait-on, est le but même de l'association ; plus que toute autre, elle doit être considérée comme essentielle, et sur ce point le statut ne peut être modifié ; on ne peut, par suite, modifier l'amortissement statutaire ou la réserve.

Certains autres autorisaient, au contraire, les modifications des statuts sur ce point, à certaines conditions.

On peut créer des réserves non prévues aux statuts, augmenter l'amortissement statutaire, pourvu qu'on ne rompe pas l'égalité entre les actionnaires ; c'est ce point là qui est la clause essentielle ; la distribution des bénéfices ne l'est pas.

La jurisprudence a constamment varié ; citons quelques exemples :

Cour de Paris, 30 novembre 1899, Société centrale de dynamite. Les statuts (art. 35) fixaient ainsi le partage des bénéfices : 5 o/o à la réserve légale, 5 o/o d'intérêt aux actions. Sur le surplus devait être prélevée la somme fixée par l'assemblée pour constituer un fonds de prévoyance, et le reste distribué dans la proportion suivante : 90 o/o aux actions, 10 o/o au conseil.

L'article 38 autorisait *l'assemblée de l'article 31, loi 1867, à faire aux statuts les modifications utiles*, et notamment les augmentations ou diminutions de capital.

L'assemblée du 30 novembre 1893 décide de modifier ainsi l'article 35 des statuts : Les bénéfices sont répartis de la façon suivante : 1° 5 o/o à la réserve ; 2° à l'amortissement du capital-actions et création d'actions de jouissances, au moins 200.000 francs, etc.

Cette décision est attaquée par un actionnaire ; elle est maintenue par le tribunal, mais la Cour estime que le pouvoir de modifier les statuts étant en opposition avec l'article 1134 du Code civil qui dit que la convention, ici le contrat de société, est la loi des parties, doit être interprété limitativement ; par suite, en dehors des modifications expressément prévues aux statuts, le pouvoir de l'assemblée ne s'applique qu'à des modifications d'administration intérieure n'altérant pas les *bases essentielles*. Or l'article 35 (répartition des bénéfices) est organique et essentiel, l'article 38 n'autorise pas

expressément sa modification, donc elle est impossible et l'assemblée a commis un excès de pouvoirs. Le tribunal avait pensé que cet amortissement était utile, étant donnée la valeur incertaine du portefeuille de la société. Or l'article 38 autorise bien toutes les modifications utiles, excepté les modifications essentielles ; de plus la création d'actions de jouissance va créer une inégalité entre les actionnaires, elle est contraire à l'essence du contrat, la Cour l'annule.

Voilà un arrêt qui limite beaucoup les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire et fait une part très grande aux clauses essentielles. Le statut autorisait expressément les modifications utiles ; la modification faite par l'assemblée bien que reconnue comme utile est annulée cependant parce qu'elle touche aux clauses essentielles. En dehors des modifications expressément autorisées par les statuts, seules les modifications d'administration ne touchent pas aux bases essentielles. La base essentielle, c'est ici le principe de l'égalité entre les actionnaires que la Cour croit violé ; c'est une jurisprudence très restrictive.

Voici un autre exemple de jurisprudence touchant les pouvoirs de l'assemblée.

Tribunal de commerce de la Seine, 22 mars 1900 ; Cour de Paris, 13 juin 1900.

La Société des cirages français avait, pendant plusieurs années, porté, conformément au vote d'assemblées successives, certaines sommes à la réserve, réserve non prévue aux statuts.

(Le cas serait tout à fait le même s'il s'agissait de la création d'un amortissement non prévu aux statuts.)

Une assemblée extraordinaire (assemblée de l'art. 31) approuve ces prélèvements et modifie les statuts autorisant le conseil à opérer des prélèvements pour la réserve nouvelle. Cette décision fut attaquée, le tribunal condamna la société et annula les modifications aux statuts qui violaient, selon lui, une clause essentielle du contrat.

La Cour, au contraire, jugea différemment, estimant qu'aucune clause essentielle n'avait été violée.

La Cour est ici plus libérale que dans l'exemple précédent, mais c'est qu'il s'agit aussi d'une modification moins importante ; on prive, dans l'exemple présent, les actionnaires d'une partie de leur dividende ; cette privation n'est, dans l'intention de l'assemblée, que provisoire, la réserve devant se retrouver pour les actionnaires. Mais la privation peut devenir définitive, en cas de perte ; le principe en cause est celui-ci : on ne peut priver les actionnaires d'une partie du dividende en dehors d'une spécification des statuts.

Dans le cas précédent, il s'agissait du principe naturellement beaucoup plus important de l'égalité entre les actionnaires ; en effet, si après l'amortissement d'un certain nombre d'actions le fonds d'amortissement ne peut plus fonctionner, certaines actions ont nui aux autres.

Nous allons maintenant nous arrêter à un troisième exemple : Cour de Lyon, 30 décembre 1892.

L'arrêt ne nous intéresse pas directement puisqu'il s'a-

git d'une réduction de capital, mais nous le notons parce qu'il a trait à la question des pouvoirs de l'assemblée d'une façon générale pouvant s'appliquer aussi bien à un autre cas particulier.

« Contrairement aux vieux principes juridiques, mais en conformité avec les conditions économiques nouvelles, la loi a substitué dans les sociétés le pouvoir d'une majorité aux pouvoirs individuels; l'article 31 de la loi de 1867 autorise les modifications aux statuts; ici, en outre, les statuts autorisent la modification aux statuts; dans ce cas, pense la Cour, toutes les modifications sont possibles, à moins que les statuts ne les défendent expressément. »

...« Considérant enfin, dit la Cour, qu'une dernière considération domine tout le reste, à savoir que l'assemblée a sauvegardé les intérêts de la société. ».....

Voilà une jurisprudence bien plus libérale, la différence d'interprétation dans le premier exemple et dans le troisième est considérable. Dans les deux cas, les statuts autorisent la modification des statuts; dans l'un la Cour prétend que cet article ne rend possibles que les modifications statutaires expressément prévues en dehors desquelles les actes d'administration sont seuls possibles; au contraire, dans le second cas, la Cour estime qu'il n'y a pas de limites aux pouvoirs de l'assemblée sauf ce qui est expressément défendu. Il semble qu'ici il n'y ait pas simplement une différence d'appréciation dans ce qu'on doit appeler les « bases essentielles »; mais il paraît que la Cour de Lyon est dominée par des idées différentes; on peut croire qu'elle

tend à abandonner la conception même des bases essentielles pour se rapprocher d'autres manières de voir plus nouvelles et que nous allons examiner bientôt.

Il existe un très grand nombre de décisions judiciaires sur la question, il est inutile et même tout à fait impossible de les citer ; nous avons voulu seulement en fournir un petit nombre d'exemples.

Comme nous l'avons dit, nous y trouvons les opinions les plus variées touchant les bases essentielles, avec une tendance de plus en plus accentuée, et consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, à élargir fortement les pouvoirs de l'assemblée, bien qu'il se présente quelquefois des décisions rétrogrades en opposition avec l'ensemble. Souvent aussi, nous trouvons encore dans ces jugements des traces de la vieille question dont nous avons parlé plus haut : l'assemblée de l'article 31 peut-elle modifier les statuts, dans le silence des statuts ? Nous verrons souvent discuter si les statuts autorisant certaines modifications, on doit en conclure qu'il en autorise d'autres. Question sans aucun intérêt, car, que les statuts autorisent ou non une ou plusieurs modifications aux statuts, les pouvoirs de l'assemblée n'en sont changés en rien, puisque si ce n'est le statut ce sera la loi qui autorisera les modifications.

Dans notre troisième exemple, nous voyons la Cour dire : Les statuts autorisent les modifications aux statuts, donc toutes celles qui ne sont pas défendues par le statut sont permises, c'est un argument sans valeur. Ce qui fait que les modifications sont permises, c'est, comme le dit

alors très bien la Cour, que l'article 31 de la loi de 1867 crée une dérogation au droit commun des contrats.

De même, dans toute cette jurisprudence, on trouvera très souvent des raisonnements confus ; c'est que, les idées étant très confuses, on marchait sans théorie, toutes les questions étant des questions de fait ; et l'on essayait, suivant que telle solution paraissait juste, de la rendre aussi juridique : on n'y est pas toujours arrivé. Ce qui est donc nécessaire, c'est d'éclaircir le sujet ; nous sommes déjà arrivés à ce premier point. L'assemblée de l'article 31 peut modifier les statuts. Il n'est donc plus du tout besoin de se demander, si, le statut autorisant certaines modifications, on peut en faire d'autres, ou bien si, les statuts interdisant certaines modifications, on peut en faire d'autres, ou enfin, le statut ne disant rien, quelles modifications l'on peut faire, etc... Toutes les questions de cet ordre sont résolues. Maintenant il reste à fixer la limite des pouvoirs de l'assemblée.

La théorie des bases essentielles n'y a pas réussi ; dans l'application, elle a été de plus en plus large, et elle a abouti à ne plus considérer, comme sortant des pouvoirs de l'assemblée, que quelques modifications très importantes, telles que changement de la nature des opérations sociales, changement de nationalité, suppression ou modification profonde de la répartition des bénéfices.

Si nous examinons ces modifications, il nous semble, en effet, qu'elles dépassent les pouvoirs d'une assemblée ; cette jurisprudence nous paraît donc juste, elle est arrivée à un

bon résultat, mais elle ne nous dit pas pourquoi elle est juste, et c'est ce qu'il faut encore chercher. Nous pensons donc que la jurisprudence a senti la solution de la question, mais qu'elle n'a pu parvenir à une conception théorique. Une partie importante de la doctrine a adopté également la théorie des bases essentielles, mais elle n'a pu réussir, ni à établir quelles sont les bases essentielles, ni à appuyer cette théorie sur un fondement juridique.

En somme on n'a jamais pu s'entendre sur les clauses essentielles, mais une idée générale a dominé la discussion ; on a réduit de plus en plus le nombre des clauses essentielles et cela nullement pour des raisons théoriques mais par utilité pratique. On s'est rendu compte qu'il était nécessaire, pour la bonne marche des affaires, d'élargir de plus en plus les pouvoirs de l'assemblée, d'empêcher que la marche de l'entreprise soit arrêtée par la volonté d'un associé représentant une infime partie du capital. C'est donc l'utilité qui a fait trouver les raisons de considérer comme accessoire telle clause considérée auparavant comme essentielle ; il n'y avait donc pas à cela de raison théorique, et il ne pouvait pas y en avoir, le système des clauses essentielles ne reposant sur aucun fonds juridique.

C'était un instrument pratique inventé par la pratique qui a été très commode, et voilà tout. Le fait de n'avoir jamais pu énumérer les clauses essentielles, ni dire par quoi elles se distinguent, indique bien le peu de valeur de cette théorie en droit.

Dans la doctrine on a commencé à combattre cette théorie des bases essentielles et on a essayé de lui substituer une autre manière de voir plus large et plus juridique. Quant à la jurisprudence, elle a, en maintenant le principe des bases essentielles, diminué de plus en plus le nombre de celles-ci, et quelquefois même nous trouvons, comme nous l'avons déjà indiqué, des décisions dans lesquelles il semble que l'idée des bases essentielles ait totalement disparu, la manière de voir de la jurisprudence paraissant se rallier aux conceptions nouvelles.

Enfin la loi a, elle aussi, porté un coup aux bases essentielles en autorisant l'assemblée à créer des actions de priorité, c'est-à-dire en rompant l'égalité entre les actionnaires, égalité qui semblait être la plus essentielle de toutes les bases (Lois du 9 juillet 1902 et du 19 novembre 1903).

Arrivons maintenant à la théorie qui a voulu remplacer celle des bases essentielles et qui a essayé de résoudre la question des pouvoirs de l'assemblée générale.

Cette théorie a été adoptée par une partie de la doctrine française et exposée par elle ; mais ce n'est pas en France qu'elle a été créée, nos auteurs l'ont tirée d'Allemagne. C'est la doctrine allemande qui l'a tout d'abord exposée. En France, c'est M. Thaller qui l'a introduite en premier (D. 1893.1.112).

Cette théorie est celle des *Sonderrechte*. Nous ne pouvons ici que la résumer très brièvement. Il s'agit, pour remplacer les clauses essentielles, de trouver une base juridique ;

pour cela il faut faire une étude juridique de la question. La difficulté est la suivante : il existe entre les associés un contrat ; comment une des parties, la majorité des actionnaires, peut-elle modifier le contrat sans l'assentiment de l'autre, la minorité ? Si l'on se place à ce point de vue, la difficulté est insoluble. Or c'est bien à ce point de vue que l'on se place lorsque l'on considère l'assemblée générale comme étant simplement une réunion d'actionnaires venant administrer l'actif social. Une telle conception est inexacte ; il existe, dans une société anonyme, autre chose que les associés, que le contrat d'association, il existe en outre, un organisme, la personnalité sociale. « Il y a, comme le dit M. Bourcart, le contrat et, le recouvrant, la personnalité juridique de la société, et les deux subsistent, d'où complexité de la question. »

Il ne s'agit donc plus d'une réunion d'associés venant modifier le pacte social, ce qui ne serait possible qu'au cas d'unanimité. « L'assemblée (Lehmann) n'est pas la totalité des actionnaires, puisque le plus grand nombre n'a pas besoin d'y être et que la majorité des présents suffit pour décider ; elle n'est pas non plus l'organe de tous ; mais *l'organe* de la *société*. Elle manifeste la participation des actionnaires à l'administration de la société. »

La volonté de l'assemblée générale c'est donc la volonté de la société, personne morale, créée par les actionnaires. En la constituant ceux ci lui ont abandonné leurs droits. Cette volonté doit cependant avoir des limites vis-à-vis des actionnaires. C'est l'acte social qui est la loi d'après

laquelle a été construite la personne morale. Dans ce pacte les actionnaires abandonnent à la société certains droits, mais s'en réservent aussi certains autres. C'est entre les *associés* et la *société* un contrat *synallagmatique* que la société ne peut rompre. Ces droits sont les *Sonderrechte*.

Les droits des actionnaires dans une société anonyme sont donc de nature différente, ils peuvent être (théorie allemande):

1° Des *Socialrechte*, donc l'action s'exerce dans l'assemblée générale (paragraphe 250 du H. G. B.).

2° Des *Individuelrechte*. Ce droit est l'exercice d'une action sociale devenue individuelle, il se rapproche du cas où l'assemblée n'exerçant pas l'action sociale contre un administrateur, l'actionnaire peut l'exercer ; seulement en Allemagne ces droits sont rendus indépendants de l'assemblée.

Ces sortes de droits sont nombreux en Allemagne, tantôt ils appartiennent aux individus, tantôt à des minorités. Nous en trouvons des exemples dans les paragraphes 190, 222, 223, 237, 213^a, 239^a, 244, de la loi de 1884, et dans le nouveau H. G. B. paragraphes 271^a, 264, 268, 270.

Dans l'exercice de ces droits l'actionnaire agit toujours au nom et comme *représentant* de la *volonté sociale*.

3° Des *Sonderrechte*. Ce sont des droits individuels dans un intérêt individuel avec la société comme contre-partie, comme débitrice, mais n'appartenant qu'à des associés et ne leur appartenant qu'en tant qu'associés, ce qui les dis-

tingue des droits des créanciers, des tiers (*Drittersrechte*), bien que parmi ceux-ci certains se rattachent à la qualité d'associé; par exemple le droit au dividende est un *Sonderrecht*, et le droit sur le dividende déclaré et adopté est un *Drittersrecht* aus der *Mitgliederschaft* hervorgehend. Pour le *Sonderrecht* la qualité d'associé n'est pas simplement une circonstance de fait, elle est de la nature même de ce droit; le droit sur le dividende déclaré est transmissible, lui (*Drittersrecht*), indépendamment de la qualité d'actionnaire. On pourra définir le *Sonderrecht* le droit de participer au fonds social et aux fruits.

Cette fois ci nous avons bien une analyse juridique et des principes théoriques. La nature des faits est analysée; la distinction entre le contrat de société et la personnalité sociale, la démonstration de la véritable nature de l'assemblée, éclaircissent le problème. On voit comment l'assemblée de l'article 31 peut modifier le statut, on comprend aussi que les actionnaires, qui ont abandonné dans le pacte social l'exercice de certains de leurs droits, s'en sont réservé certains autres, pour lesquels la société créée par eux, est liée avec eux par un contrat synallagmatique. Notre jurisprudence avait donc bien senti qu'il fallait permettre à l'assemblée de l'article 31 de modifier les statuts, en élargissant de plus en plus les pouvoirs de cette assemblée; mais en conservant cependant à ces pouvoirs certaines limites, elle avait bien vu ce qu'il fallait faire, sans parvenir

« à construire une théorie sur laquelle il fallait appuyer cette pratique » (Bourcart).

En résumé, avec l'ancienne manière de voir, savoir si une modification touchait ou non aux bases essentielles, était *une question de fait*. Ici c'est *une question de droit*.

Nous connaissons la nature du Sonderrecht, ce qu'il nous faut maintenant c'est connaître les Sonderrechte, il faut appliquer la théorie. Malheureusement cela n'est pas facile ; quels sont les droits que les actionnaires se sont ainsi réservés ? Il eût été excellent de pouvoir, connaissant leur nature, les énumérer, les classer et les distinguer de ce qui n'est pas eux, mais on n'a pas réussi à y parvenir ; les différents auteurs ont proposé des classifications qui ne concordent pas. « Cette théorie, comme le dit M. Bourcart, fait connaître la nature de l'assemblée générale ; mais pour juger des cas particuliers, il est difficile de l'utiliser. » Ces difficultés nous font songer à celles qui se présentaient dans la théorie des bases essentielles ; alors aussi nous ne pouvions pas trouver de classifications. La théorie ne pouvait pas nous servir, et la question était une simple question de fait ; allons-nous être obligés d'en dire encore autant ? La question reste-t-elle, quelles que soient les constructions théoriques, une simple question de fait ? Cela n'est point exact ; il y a, comme l'a dit la Cour de cassation, une question de droit ; c'est, sans cesse, un mélange de fait et de droit ; c'est bien une question de fait, dominée cependant par une question de droit. Le résultat théorique doit donc nous servir dans la question

pratique. C'est ce qui a lieu, en effet. Les difficultés que nous trouvions dans la théorie des bases essentielles, nous avons dit qu'on les rencontrait également ici. C'est vrai seulement en partie. Il y a, entre les auteurs qui adoptent la théorie du Sonderrecht, des divergences de classification, mais assez peu importantes. Tous donnent à l'assemblée des pouvoirs fort étendus et limitent à peu d'exemples les cas de modifications interdites.

La théorie des Sonderrechte a donc l'avantage de nous expliquer pourquoi il existe des modifications permises à l'assemblée générale et d'autres défendues ; elle nous aide également à reconnaître quelles modifications sont permises ou sont interdites. Il reste cependant une lacune. Nous comprenons que les actionnaires aient gardé des Sonderrechte, nous voyons à peu près quels sont ces Sonderrechte, mais cependant il faudrait, pour résoudre complètement la question, trouver une formule d'où nous pourrions tirer les Sonderrechte particuliers.

Comme nous l'avons dit plus haut, il y a mélange du fait et du droit ; il vaudrait mieux pouvoir les séparer. Nous avons parlé déjà de la notion de la personnalité morale de la société : examinons un peu cette conception. La société est une personne morale, c'est-à-dire, un être organisé analogue en quelque sorte à un organisme réel. Cet être possède le pouvoir d'agir, de se modifier de même qu'un être réel, et, pour tous deux, il doit y avoir des limites à ce pouvoir. L'être réel ne pourra opérer de modifications

contraires aux lois de son organisation, en contradiction avec les règles de son existence.

Pour l'être moral il doit en être de même, mais son existence est théorique. Les limites seront donc les limites de son existence purement théorique, c'est-à-dire de son essence ; il ne peut faire ce qui est en contradiction avec son essence théorique, sans quoi il deviendrait une véritable contradiction. La personne morale tire ses pouvoirs de son essence ; d'où pourrait-elle tirer le pouvoir de contredire cette essence ? Or l'essence de notre personnalité morale, c'est ici la forme juridique des sociétés anonymes. La société anonyme (personne morale) ne peut donc rien faire qui soit en contradiction avec la notion de société anonyme. Or la notion de société anonyme peut s'analyser ainsi : 1° C'est une société, c'est-à-dire un ensemble de biens mis en commun pour en partager les fruits.

2° C'est une société par actions, c'est-à-dire une société à responsabilité limitée, où chaque associé engage un apport et rien de plus. Enfin c'est une société à but déterminé.

Donc : 1° Le but social est celui-ci : produire des fruits qui doivent être partagés ;

2° On ne peut augmenter l'apport des associés ;

3° On ne peut modifier l'objet de la société.

Voilà les *Sonderrechte*.

Mais rappelons nous la théorie des *Sonderrechte*. Elle a fort bien montré que lorsqu'on fondait une société par *actions*, on créait une personne morale ; que cette personne

morale avait une volonté propre, que l'assemblée générale était l'organe de cette personne ; que la volonté de cette assemblée était l'expression de la volonté de la personne morale.

Cependant, en face de la société subsistent les associés. La société ne peut être, vis-à-vis d'eux, toute puissante, il y a des limites à ses pouvoirs, des *Sonderrechte* que les associés ont conservés et qui forment entre eux et la société un contrat synallagmatique, qu'une partie ne peut modifier sans l'autre. Mais il a été impossible à la théorie de dire quel était ce contrat.

On a dit que ce contrat devait indiquer la volonté présumée des actionnaires, et qu'on arrivait par suite à une question d'interprétation ; cependant il semble qu'il n'y ait pas besoin d'interprétation, que la volonté des actionnaires soit très claire. La forme juridique qu'ils ont employée, voilà ce qu'ils ont voulu. Le contrat synallagmatique serait donc le suivant :

La société anonyme s'engage envers les associés à ne rien faire qui puisse la faire cesser d'être une société anonyme.

Mais la conception de ce contrat est elle nécessaire ? est il utile que les actionnaires gardent certains droits pour limiter les pouvoirs de l'assemblée générale. « Il faut, a-t-on dit, combiner la notion de personne morale et celle du *Sonderrecht*. » La notion de la personnalité morale ne pourrait-elle pas suffire ? Nous avons, nous semble-t-il, montré que si.

De la notion de personnalité morale découlent les pouvoirs de cette personnalité ; de cette même notion doivent découler les limites de ces pouvoirs, nous les avons indiqués plus haut. Il nous semble donc que l'on peut trouver la formule générale d'où découleront les Sonderrechte particuliers, et nous pensons même que l'on peut obtenir une solution théorique permettant également une solution pratique de la question des pouvoirs de l'assemblée générale de l'article 31, uniquement par une analyse de la notion de personnalité morale.

Les limites des pouvoirs de l'assemblée de l'article 31 nous semblent donc être celles que nous avons indiquées plus haut.

1° Le but social est celui-ci : produire des fruits qui doivent être partagés ;

2° On ne peut augmenter l'apport des associés ;

3° On ne peut modifier l'objet de la société.

Comme nous l'avons dit au début de l'étude de cette question, nous avons été obligés d'examiner d'abord le problème d'une façon générale ; mais nous devons ensuite, aussitôt que possible, revenir à la portion particulière qui nous intéresse. C'est ce que nous allons faire maintenant.

Par suite, nous n'aurons pas à nous occuper des limites des pouvoirs de l'assemblée, en ce qui concerne les modifications touchant l'objet de la société, ni de celles touchant l'augmentation de l'apport, sauf une exception pour ce dernier cas. Nous n'avons à nous occuper que de

la première catégorie de modifications : celles ayant trait à la répartition des bénéfices. Ces modifications concernent notre première règle.

Les bénéfices doivent être partagés.

L'actionnaire a droit à ces bénéfices. Voilà, pour parler suivant la théorie allemande, un *Sonderrecht*, mais il n'y a que cela qui soit un *Sonderrecht*. La manière ou le moment où l'actionnaire touchera le bénéfice ne sont que secondaires. « Le prélèvement pour la réserve étant fixé à 5 o/o, peut-on, demande Neukamp, par une modification des statuts, élever le prélèvement ? On a prétendu qu'une telle modification touchait aux *Sonderrechte*, donc nécessitait l'unanimité (par exemple Keyssner) ; l'actionnaire a-t-il droit, quand il s'agit de modifications aux statuts, au dividende tel qu'il résultait du statut primitif ?

Les paragraphes 213 et 215 du N. H. G. B. allemand nous indiquent les droits de l'actionnaire, ils ne lui donnent pas un *Sonderrecht* sur tout le bénéfice ; le dernier paragraphe 215 dit que, seul, le bénéfice peut lui être distribué ; d'où l'on ne *peut* conclure que tout le bénéfice *doit* lui être distribué. La modification ne touche pas le *Sonderrecht*, mais modifie seulement l'organisation sociale. La loi donne à l'actionnaire un droit *in abstracto* à une partie du bénéfice, l'assemblée peut *in concreto* en fixer le montant ou le fixer pour plusieurs années, par un article des statuts. » La limite des pouvoirs de l'assem-

blée est celle que nous avons indiquée : *Le but social est celui-ci : produire des fruits qui doivent être partagés.*

C'est à la lumière de ce principe que l'on peut, et il nous semble même que l'on peut facilement juger des cas particuliers. Toute décision de l'assemblée qui aurait comme intention d'empêcher que des fruits aillent à l'actionnaire serait illégale ; mais une décision qui empêche la distribution momentanée n'a rien qui soit en contradiction avec notre règle ; bien au contraire, ces bénéfices réservés, contribuant à l'extension de l'affaire, contribuent par là au développement de la personne morale, à la réalisation de plus en plus forte de cette personne ; bien loin d'être en contradiction avec l'essence de la personne morale, ils l'affirment davantage : loin de s'opposer à la distribution des fruits, ils augmentent ces fruits, c'est-à-dire qu'ils sont une application et non une contradiction de cette règle : le but de la société est celui-ci : *produire des fruits qui doivent être partagés.*

L'assemblée générale pourra donc augmenter les amortissements et les réserves statutaires. Le système contraire, qui empêche la création de réserves statutaires, est non seulement faux en théorie, mais impossible en pratique. On a proposé une distinction entre les réserves temporaires ou non ; les premières seules seraient possibles (Houpin). Cette distinction nous semble sans valeur.

Pour ce qui nous touche particulièrement nous arrivons donc au résultat suivant : l'assemblée peut modifier le statut en augmentant l'amortissement, en portant, par

exemple, cet amortissement de 5 à 10 0/0, ou bien en décidant la création d'un amortissement nouveau. L'amortissement pourra être alors nettement supérieur à la dépréciation et constituer une réserve, ou bien il correspondra bien à la dépréciation reconnue plus grande que l'on avait pensé auparavant, ou bien l'augmentation aura lieu parce qu'on estime que la dépréciation est plus grande. Peu importe, la modification rentre dans les pouvoirs de l'assemblée ; mais l'assemblée peut-elle aussi réduire les amortissements ? Nous admettons que oui, seulement il faudra alors bien prendre garde de ne pas faire ce qui est particulièrement défendu dans une société anonyme, c'est-à-dire de ne pas distribuer de dividende fictif.

Dans la pratique actuelle, on a de plus en plus, comme nous l'avons déjà dit, autorisé l'assemblée à constituer de nouveaux fonds de prévoyance : amortissements et réserves. Mais pour ce qui est de la réduction de ceux-ci et surtout de la réduction des amortissements, on a une tendance à être plus difficile, car il n'y a aucun inconvénient à trop amortir ; tandis qu'en réduisant l'amortissement, on risque de ne pas amortir assez, ce qui est défendu par la loi. Il a été question, pour citer un exemple, de cette réduction des amortissements dans une affaire importante, la *Raffinerie Say*.

Les statuts de cette société obligent à des amortissements extrêmement importants. Or certains actionnaires avaient, à l'assemblée générale, exposé la manière de voir suivante : Nos amortissements statutaires, disaient-ils,

dépassent de beaucoup le montant des dépréciations : le statut nous oblige à amortir en dix ans un matériel qui, constamment tenu en état, n'aura, à cette époque, de loin pas perdu la totalité de sa valeur. Si les statuts ont institué des amortissements aussi importants, c'est que, lors de la mise en société des usines Say, ces usines et l'industrie du sucre en général, donnaient des bénéfices très considérables. Comptant ainsi sur de très larges bénéfices, on en avait profité pour établir un amortissement très rapide, ce qui était avantageux et ne devait pas procurer d'inconvénient aux actionnaires qui toucheraient tout de même de bons dividendes. Malheureusement la situation a changé ; depuis de longues années, il n'y a plus de dividende. Cependant il y a encore des bénéfices, mais ceux-ci sont absorbés en totalité par d'énormes amortissements (environ 3 millions par an), en disproportion avec la dépréciation. On pouvait bien, lorsque l'on gagnait beaucoup, constituer des réserves pour l'avenir, qui ne gênaient pas le présent ; mais il n'y a pas de raisons, dans l'état actuel, de sacrifier complètement le présent ; cela n'était pas l'intention des statuts, ni le but de la société. Le président du conseil d'administration a répondu que les amortissements étaient, en effet, très considérables ; qu'il avait consulté au sujet de la possibilité d'une modification des statuts dans ce sens, et qu'il lui avait été répondu que la question était douteuse en jurisprudence, la répartition des bénéfices étant une clause essentielle. D'ailleurs, en fait, il n'était nullement dans ses intentions d'opérer une telle modification, même si elle eût été possible.

Pour nous la possibilité d'une telle modification ne fait pas de doute. Les différentes façons dont peut être distribué le bénéfice ne constituant pas de Sonderrecht, il y avait, dans le cas qui nous occupe, une création de réserve statutaire, sous forme d'amortissement ; or l'assemblée générale peut très bien arrêter la constitution d'une telle réserve, elle le peut au point de vue juridique ; ce n'est pas qu'elle le doive, et si nous nous plaçons au point de vue que nous avons appelé le point de vue financier, une telle mesure nous paraîtra tout à fait mauvaise ; cependant nous ne croyons pas que le droit puisse l'interdire.

L'exemple précédent nous dispense d'en citer d'autres et montre comment nous entendons les pouvoirs de l'assemblée au sujet des amortissements et des réserves. Pour l'amortissement, il y a un minimum que la loi ordonne, qui limite les pouvoirs de l'assemblée ; mais cette limite est indéfinie, inconnaissable en pratique ; c'est donc pour l'assemblée presque toujours la liberté. Cette liberté est avantageuse ; les théories qui empêchaient l'assemblée d'augmenter les fonds de prévoyance, étaient mauvaises pour le développement des sociétés. Naturellement cette liberté peut être dangereuse, il faut savoir s'en servir ; en permettant la réduction des fonds de prévoyance, elle permet des mesures souvent mauvaises, cependant cette liberté, nécessaire au point de vue théorique, nous semble également très profitable en pratique. Ce ne sont jamais les restric-

tions qui empêchent les mauvaises affaires de mal travailler, mais elles gênent souvent les bonnes.

Notre étude des pouvoirs de l'assemblée générale de l'article 31 touchant le fonds d'amortissement, est ainsi terminée ; nous devons maintenant rechercher quels sur les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire sur ce même fonds d'amortissement.

CHAPITRE III

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE EN PRÉSENCE D'ACTIONNAIRES.

Quelles mesures l'assemblée générale ordinaire va-t-elle pouvoir prendre au sujet du fonds d'amortissement ; par exemple peut-elle amortir plus ou moins vite que ne l'exige le statut ?

Cette étude, comme nous l'avons déjà dit plus haut, doit nous être bien facilitée par l'étude précédente. La nature de l'assemblée générale extraordinaire est la même que celle de l'assemblée ordinaire. L'origine de leurs pouvoirs est identique, mais les pouvoirs de l'assemblée générale de l'article 31 étaient limités par certaines règles que nous avons indiquées. Ceux de l'assemblée ordinaire ont, outre cette première limite, une deuxième limitation, le statut. Les deux assemblées générales administrent la société, l'une, même à l'extérieur, l'autre seulement à l'intérieur du statut.

L'assemblée générale ordinaire ne peut pas modifier le statut et doit simplement l'appliquer. Telle est du moins la conception courante que nous adoptons pour le moment. Les pouvoirs vont donc être, semble-t-il, plus petits et sa liberté d'action plus restreinte.

Les pouvoirs de l'assemblée générale, qui doivent être étudiés par nous, sont ceux qui ont trait à la répartition des bénéfices ; or le statut indique généralement comment doivent être répartis les bénéfices, quelles sommes doivent être retenues pour les fonds de prévoyance, quelles autres doivent être distribuées comme dividende. Il dira par exemple : Sur les produits nets il sera prélevé 10 o/o pour les amortissements ; sur le surplus, 10 o/o iront à la réserve, 90 o/o aux actionnaires ; or l'assemblée ordinaire ne peut toucher aux statuts ; d'autre part, le statut règle la question de la répartition des bénéfices ; que pourra donc faire l'assemblée ? Nous allons voir cependant que son rôle peut être important.

En effet, les statuts règlent la répartition des bénéfices, mais d'une façon plus ou moins complète et plus ou moins précise ; et par suite l'application du statut laisse à l'assemblée, en particulier pour ce qui est de l'amortissement, une liberté qui peut même devenir fort considérable.

Il peut tout d'abord se présenter un cas où le statut, fixant la répartition des bénéfices, ne parle pas de l'amortissement. La question qui se poserait alors serait celle-ci : quels sont les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire pour ce qui est de l'amortissement, en l'absence d'amortissement statutaire.

Nous étudierons ce cas plus loin.

Ou bien le statut prévoit l'amortissement, mais, comme

nous l'avons dit, il peut le prévoir de façon bien différente.

a) Il peut ne préciser que d'une façon assez imparfaite, et dire, par exemple : « Les bénéfices nets sont constitués par les produits, déduction faite de toutes les charges et des amortissements », ou bien : « Les produits nets ne sont distribuables qu'après amortissement ».

Dans ce cas, l'amortissement est ordonné sans que le statut indique, ni le montant de l'amortissement, ni les objets auxquels il doit s'appliquer.

b) Le statut peut être un peu plus précis lorsqu'il dira : « L'amortissement sera de 10 o/o de la valeur des objets à amortir. » Ici le montant de l'amortissement est fixé, mais pas l'objet auquel il doit s'appliquer.

c) La précision peut être encore plus grande : « On amortit de 10 o/o le matériel, l'outillage. »

Ici l'objet est désigné, mais on ignore encore si tout l'objet devant être amorti est désigné, c'est-à-dire si l'énumération est limitative ou énumérative.

d) Enfin les statuts peuvent préciser d'une façon parfaite et dire : « un amortissement de 10 o/o sera effectué sur l'outillage, le matériel, etc. » Ou bien : « il sera fait un amortissement de 10 o/o sur le matériel, l'outillage ou tout autre objet susceptible d'une dépréciation par l'usage ou par une cause analogue. »

D'après ces exemples, nous voyons que l'on commet une grave erreur lorsque l'on dit que l'assemblée ordinaire n'a qu'à appliquer le statut.

Ce statut a souvent besoin, pour être appliqué, ou bien

d'être interprété, ou bien d'être complété ; le rôle de l'assemblée est ainsi loin d'être un simple automatisme.

Dans le dernier exemple (*d*), et seulement dans celui-là, il n'y aura qu'à appliquer le statut sans interprétation. On pourra encore discuter et prétendre que certains actifs, doivent, par leur nature, être amortis ou non, mais c'est là une autre question ; celle de savoir quels sont les objets devant ou non être amortis. Nous l'avons déjà examinée. La question que nous nous posons actuellement : « Quels sont les objets amortissables dont le statut ordonne l'amortissement et quel est le montant de ce dernier ? » est parfaitement résolue par la formule *d*. Tous les autres exemples laissent ainsi à l'assemblée une certaine liberté ; cette liberté est plus ou moins grande, elle augmentera à mesure que le statut deviendra plus imprécis ou plus incomplet, et elle ne portera que sur ces points.

Ceux qui sont réglés par le statut ne peuvent être touchés par elle. Si le statut, par exemple, n'indique pas les objets qui doivent être amortis, l'assemblée devra décider à ce sujet ; d'un autre côté, ce même statut fixant à 10 0/0 le montant de l'amortissement, l'assemblée devra amortir de 10 0/0 les objets qu'elle jugera devoir amortir. ◆

La question qui se pose est donc celle-ci : Quels sont les pouvoirs que possède dans les différents cas l'assemblée générale, jusqu'où vont-ils ? Quelle est leur limite ?

Par exemple : Quelle latitude laisse à l'assemblée un statut rédigé ainsi (Formule *c*) :

« On amortira de 10 0/0 le matériel, l'outillage. »

La formule est imprécise.

Y a-t-il énumération ou limitation ?

Quel est l'esprit des statuts ?

Question difficile à résoudre, source de procès et qui nous semble, du moins pour le moment, simple question d'interprétation, c'est-à-dire de fait.

La formule *a* : « Les bénéfices nets sont constitués par les produits, déduction faite de toutes les charges et amortissements », prête à des discussions encore plus importantes puisque le montant de l'amortissement n'est même pas fixé.

De combien devra-t-il être ?

Pourra-t-il être augmenté une année, diminué une autre ?

Enfin dans la formule *b* : « L'amortissement sera de 10 0/0 de la valeur des objets amortis », que faudra-t-il amortir ?

Les difficultés qui naissent ainsi au sujet des pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire par rapport aux amortissements statutaires nous paraissent être de deux sortes :

1° Ou bien il s'agira d'interpréter le statut ;

2° Ou bien il s'agira de le compléter.

Nous devons donc étudier :

1° *La question d'interprétation* ;

2° *La question d'achèvement des statuts par l'assemblée* ;

Mais en outre n'est-il pas une autre question que l'on doit se poser au sujet des pouvoirs de l'assemblée ?

L'assemblée ordinaire doit seulement, avons nous dit

plus haut, *appliquer le statut*. C'est là une façon de voir peut-être un peu superficielle. L'assemblée n'aurait-elle pas en outre autre chose à faire ?

Supposons, par exemple, un statut réglementant de la façon suivante la distribution des bénéfices (naturellement c'est le seul point qui nous intéresse). « L'assemblée amortira de 10 o/o les divers postes sujets à dépréciation ; sur le surplus des bénéfices : 5 o/o environ à la réserve légale. *Le reste* sera distribué aux actionnaires. » Ce statut nous ne l'examinons pas aux points de vue précédents, c'est-à-dire, nous ne nous demandons pas comment l'assemblée doit le compléter, s'il est incomplet. La question que nous nous proposons est de savoir si l'assemblée peut ajouter au prélèvement de prévoyance statutaire un prélèvement créé par elle indépendamment des statuts.

L'assemblée peut-elle augmenter l'amortissement statutaire ?

Peut-elle créer une réserve non prévue aux statuts ?

Y a-t-il simplement dans ce cas action de l'assemblée en dehors du statut ou contre le statut ? C'est une difficulté nouvelle qui s'ajoute aux précédentes, et que nous allons avoir à examiner.

En résumé, nous devons donc étudier trois cas :

- 1^o La question d'interprétation.
- 2^o La question d'achèvement des statuts par l'assemblée;
- 3^o La question de la création par l'assemblée d'un fonds de prévoyance non prévu aux statuts.

1^o *Question d'interprétation.*

Prenons par exemple un statut rédigé dans le sens de la formule *c*.

« On amortira de 10 o/o le matériel, l'outillage. »

Quels seront les pouvoirs de l'assemblée ?

On pourra discuter et se demander si, étant donné l'esprit des statuts, l'énumération doit être considérée comme limitative ou simplement comme énumérative.

Par exemple : la société des Mines du Laurium français avait, par décision de l'assemblée générale, décidé entre autres amortissements, celui de ses mines pour 500.000 francs.

Cette décision fut attaquée ; elle le fut par des porteurs de parts de fondateurs ; nous verrons plus loin que le droit d'attaquer les décisions d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, n'est pas le même pour les différentes classes de personnes pouvant avoir intérêt à attaquer ces décisions ; mais ces différences n'ont pas d'importance ici, puisque la discussion porte sur le point de savoir si les amortissements sont statutaires ou non.

Les mines avaient été amorties pour 500.000 francs, « Or, prétend le tribunal civil de la Seine (20 décembre 1894), le pacte social ne parle pas d'un tel amortissement et cependant, dans l'article 24, il énumère les amortissements devant être pratiqués.

« Quant à l'article 40 des statuts qui dit que, dans l'inventaire, le conseil tiendra compte, comme il l'entendra, de la dépréciation des immeubles, du matériel, des usines, il se rapporte aux chapitres énumérés dans l'article 24,

usines, matériel. Le statut, continue le tribunal, n'aurait pas créé en passant un amortissement de l'importance de celui des mines, dans un article qui ordonne seulement de tenir compte dans l'inventaire, des amortissements créés par l'article 24 lequel ne parle pas des mines. »

En outre, en dehors de ces prélèvements, la distribution des bénéfices était statutairement fixée ainsi :

ART. 41 des statuts. — Les bénéfices seront distribués de la façon suivante :

5 o/o au moins à la réserve légale,

5 o/o d'intérêt aux actionnaires, puis sur le surplus,

82 o/o aux actions,

6 o/o au conseil d'administration,

12 o/o aux parts de fondateurs.

Voilà une interprétation des statuts, mais on peut aussi en choisir une autre ; c'est ce que fait la Cour appelée à juger en appel la même affaire. Voici sa manière de voir : « L'énumération de l'article 24, usines, matériel, est énumérative, et l'article 40 parle de l'amortissement des immeubles qui comprennent les mines ; l'amortissement de ces dernières est donc statutaire. »

Nous avons donc ainsi deux interprétations ; l'une considère comme statutaire un amortissement antistatutaire pour l'autre.

Nous verrons plus loin qu'on a prétendu que, si ces interprétations sont différentes, cette diversité résulte, non pas d'un examen des statuts amenant à des résultats opposés, mais de conceptions différentes sur la nature des parts,

conceptions amenant des solutions différentes. Pour le moment nous n'avons à nous occuper que de la diversité des interprétations.

Les deux interprétations sont totalement opposées. Le tribunal prétend que le statut n'a pas pensé, n'a pas voulu amortir les mines, la Cour prétend le contraire.

M. Wahl, dans sa note sous cet arrêt, pense que la Cour et le tribunal sont dominés par la conception suivante : tous deux font la distinction que voici :

Les décisions statutaires, sont celles qu'autorisent les statuts, les non statutaires celles qui sont passées sous silence par les statuts, mais qui sont cependant légales.

Cette distinction posée par la Cour est mauvaise, prétend M. Wahl ; ce qui est passé sous silence par les statuts, mais n'est pas interdit par eux ni par la loi, et rentre dans les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire, est aussi statutaire que ce que les statuts autorisent expressément ; il faudra donc à cette distinction substituer la suivante :

1° Les délibérations sur un objet interdit par le statut ou par la loi.

2° Les délibérations sur un objet qu'ils autorisent ou passent sous silence.

Les premières seules sont antistatutaires, les secondes sont permises par les statuts.

Si la Cour avait appliqué la distinction qu'elle pose, elle eût dû considérer l'amortissement des mines comme antistatutaire, car les arguments qu'elle emploie pour prétendre que les statuts ont expressément autorisé cet amortis-

sement sont très faibles ; ceux du tribunal contraires à ceux de la Cour sont certainement plus logiques.

Si la distinction entre les décisions statutaires et non-statutaires faite, par le tribunal et la Cour dans l'exemple précédent, était admise, la question serait très importante et très difficile. Rien que dans un exemple, nous avons avec les mêmes principes des solutions différentes sur tous les points ; mais si l'on préfère la distinction que propose M. Wahl, il n'y aura plus à s'efforcer de rechercher l'intention d'un statut pour un cas auquel il n'a peut-être pas songé, et la validité ou non-validité de décisions importantes ne dépendra plus d'une telle interprétation ; on n'aura qu'à lire le statut, rejeter naturellement ce qu'il défend, permettre ce qu'il permet, mais, quand il se tait, ne pas s'efforcer de le faire parler.

Cependant examinons d'un peu plus près cette manière de voir. Les décisions sur un objet dont le statut n'a pas parlé, sont permises, mais à condition que le statut ne les interdise pas.

Certes ! Si par exemple le statut fixe l'amortissement à 10 0/0 et ne parle pas des objets devant être amortis, il y aura bien là un point passé sous silence par le statut et que l'assemblée pourra régler ; la décision sur un objet passé sous silence par le statut est tout à fait statutaire ; mais est-ce bien la question ici ?

La répartition des bénéfices indiquée par les statuts peut être incomplète, elle peut aussi ne pas l'être, et, dans ce cas, ne peut-on pas se demander si, ajouter quelque

chose aux dispositions statutaires, n'est pas seulement agir dans le silence des statuts, mais contre la volonté des statuts.

Une modification à la répartition des bénéfices est une violation des statuts.

La Cour n'aurait donc pas essayé de faire parler le statut parce qu'elle pensait que toute décision non prévue par lui était antistatutaire, mais parce qu'elle estimait qu'ajouter un prélèvement nouveau à ceux fixés par lui constituait une véritable violation du statut. Ce n'est plus là agir dans le silence du statut, c'est agir contre le statut.

Un autre point jugé dans la même affaire va nous montrer mieux encore cette façon de penser.

La Société des Mines du Laurium avait constitué, par une décision de l'assemblée générale, un fonds d'amortissement indéterminé de 800.000 francs.

« Or, prétend le tribunal, *ce fonds n'est pas réclamé par la loi ; il n'est pas un amortissement, car un amortissement doit être spécial, comme ceux prévus aux articles 24 et 40 des statuts ; ces derniers amortissements et la réserve légale ont été alimentés par d'autres prélèvements. Cet amortissement de 800.000 francs était donc une réserve et une réserve anti-statutaire, puisqu'elle n'était pas comprise dans les prélèvements et amortissements prévus aux statuts et que peut faire le conseil ; or en dehors de ceux-ci la distribution des bénéfices est fixée statutairement par l'article 41 des statuts de la façon suivante :*

5 o/o au moins à la réserve légale.

5 o/o d'intérêt aux actions.

Puis sur le surplus :

82 o/o aux actions.

6 o/o au conseil.

12 o/o aux parts.

Il s'agit cette fois-ci d'une réserve. Eh bien, lorsque le statut dit : « Sur les produits vous prélèverez tous les amortissements et le surplus sera distribué aux actionnaires », et que l'on constitue une réserve, ne viole-t-on pas le statut ? ne voulait-il pas dire : « après *ces prélèvements* que j'indique, le surplus doit aller aux actionnaires. »

La question devient donc celle-ci : L'assemblée ordinaire peut-elle modifier la répartition statutaire des bénéfices, peut-elle ajouter des amortissements ou des réserves ? Le dividende résulte-t-il mécaniquement du statut, ou bien est-ce l'assemblée qui fixe librement le dividende ?

C'est là une importante question qui a été souvent discutée ; le tribunal et la Cour avaient, semble-t-il, bien vu la difficulté ; leur solution n'est pas celle que nous adopterons ; mais on ne saurait non plus résoudre la question par la distinction que propose M. Wahl, puisque tout le problème consiste à savoir si une modification à la répartition statutaire des bénéfices, n'est pas justement une décision rentrant dans la première catégorie qu'il propose, « Les délibérations contraires aux statuts », délibérations qui demeurent interdites à l'assemblée générale ordinaire.

Cette question est tout à fait importante ; nous pouvons voir, en effet, que de sa solution dépendra aussi la solution non pas seulement de la catégorie de difficultés qui nous occupe ici (difficultés d'interprétation), mais encore nous allons voir que solutionner cette question, c'est solutionner aussi presque toutes les difficultés qui peuvent se produire, au sujet des pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire.

Nous avons dit, en effet, que ces difficultés étaient de trois sortes.

1° Difficultés dans le cas d'interprétation des statuts ;

2° Difficultés dans le cas d'achèvement des statuts par l'assemblée ;

3° Difficultés dans le cas de silence des statuts.

Nous nous demandons quels sont, dans ces différents cas, les pouvoirs de l'assemblée ; c'est en résolvant la question posée à propos de l'affaire du Laurium : L'assemblée fixe-t-elle librement le dividende ? que nous obtiendrons une solution pour ces trois espèces de difficultés.

C'est la véritable question essentielle.

Or deux solutions sont seules possibles.

Supposons d'abord que nous admettions celle-ci :

a) Le dividende résulte mécaniquement du statut.

L'assemblée ne pourra modifier la répartition des bénéfices. Nous pouvons en déduire immédiatement les solutions qui en résultent pour nos trois espèces de difficultés.

1^o Difficultés d'interprétation.

Si l'assemblée ne peut modifier la répartition des bénéfices, on aura à se demander, et ce sera une recherche fort importante, si un amortissement créé par l'assemblée et qui n'est pas expressément établi par les statuts, est cependant plus ou moins implicitement ordonné par ce statut ; si cet amortissement est dans l'esprit, dans l'intention du statut. Si oui, l'amortissement peut à bon droit être créé par l'assemblée ; si non, il pourra être attaqué ; ce sera donc là une question d'appréciation de fait.

Cette solution n'est pas très avantageuse, les statuts pouvant être interprétés de façon très diverse ; nous avons vu, dans l'exemple cité plus haut, le tribunal et la Cour décider sur tous les points de façon tout à fait opposée ; l'interprétation dépend souvent, non pas de l'examen des faits, mais d'idées préconçues. Cette solution, peut-être peu pratique, est cependant celle qui découle nécessairement du principe que nous venons de supposer adopté.

2^o Difficultés dans le cas de silence des statuts.

L'assemblée peut-elle créer un amortissement non prévu par le statut ?

Certainement non ; ni un amortissement, ni une réserve et le tribunal qui condamne, dans l'affaire du Laurium, la création d'un fonds d'amortissement indéterminé de 800.000 francs, a bien jugé, quand il dit : cet amortisse-

ment était une réserve antistatutaire puisqu'elle n'est pas comprise dans les prélèvements et amortissements fixés par les statuts ; il applique notre principe.

*3° Difficultés dans le cas d'achèvement des statuts
par l'assemblée.*

Ces difficultés sont les suivantes : le statut est incomplet en fait d'amortissements ; il se contente par exemple de les ordonner sans en indiquer le montant ; c'est à l'assemblée à fixer le montant de la dépréciation.

Eh bien, le pouvoir de l'assemblée va être déterminé par notre solution touchant la question de la répartition des bénéfices. L'assemblée devra constater seulement la dépréciation réelle, elle ne pourra pas faire une appréciation plus basse que la réalité, du moins volontairement, car il y aurait alors constitution de réserve, et même de réserve occulte, ce qu'elle ne saurait faire.

Cette question du droit d'estimation des actifs par l'assemblée a été également très étudiée ; elle rentre, nous le voyons, dans la question plus générale que nous examinons.

La même affaire du « Laurium », qui nous présentait un exemple de prélèvements en faveur des fonds de prévoyance, pour deux catégories de difficultés, nous en offre également un pour la troisième ; le voici.

L'amortissement des immeubles, usines, etc .. avait été prévu par l'article 24, et le conseil était, d'après l'article 40, seul juge de leur importance. Or, usant de ses droits, le

conseil et l'assemblée avaient ramené la valeur des usines, immeubles, etc... à 4 francs.

Mais, dit le tribunal, l'amortissement est la reconstitution de la diminution de valeur d'un actif. Or on a réduit à 4 francs des choses valant plus, ce ne sont plus là des amortissements, et le tribunal nomme des experts pour estimer l'exagération.

L'assemblée n'est donc pas libre dans ses estimations. Supposons maintenant que nous adoptons l'autre alternative.

b) C'est l'assemblée qui fixe le dividende, librement.

Nous allons avoir pour les trois cas des solutions inverses.

1° Cas d'interprétation.

La question d'interprétation va perdre presque toujours son importance, il n'est plus besoin de rechercher si le prélèvement en question est dans l'esprit des statuts, puisque s'il n'y est pas, il pourra tout de même être fait.

2° Cas de silence des statuts.

L'assemblée pourra créer des réserves ou des amortissements non prévus aux statuts.

3° Cas d'achèvement des statuts.

L'estimation des actifs par l'assemblée est libre, elle n'a qu'une limite : la loi qui interdit les estimations trop

élevées. Mais rien ne l'empêche de les faire trop basses, elle peut faire figurer les usines, outillage, etc..., pour 1 franc au bilan.

Maintenant, quelle est la solution qu'il faut adopter ? La question a, comme nous avons dit, été très discutée, en particulier en Allemagne. Nous ne pouvons qu'indiquer brièvement quelques opinions.

Pour certains, le droit au dividende est absolu ; le bilan une fois établi légalement et statutairement, le bénéfice en résultant doit aller à l'actionnaire ; les votes de l'assemblée sont *déclaratifs*, non *constitutifs* (Renaud, Prinker, Goldschmidt) ; d'autres pensent que l'assemblée peut fixer le dividende, sauf lorsque les statuts s'y opposent (Thöl H.-B., Alexander-Sonderrechte) Lehmann estime que dans le silence de la loi il faut décider qu'en dehors des sommes réservées par la loi ou le statut, l'actionnaire a droit à tout le bénéfice. La société n'a pas de but en dehors des actionnaires, et le dividende est le but essentiel de ceux-ci. Nous nous rappelons l'opinion de Neukamp, au sujet du Sonderrecht de l'actionnaire sur le dividende ; ce Sonderrecht ne naît que lorsque le dividende a été déclaré par l'assemblée, mais l'assemblée a-t-elle toujours le droit de fixer ainsi le dividende ? Notre auteur ne le croit pas ; on peut, pense-t-il, résumer ainsi tous les cas pouvant se présenter.

1° Les statuts ne disent rien. Il faudra mettre alors 5 o/o à la réserve et seulement 5 o/o.

La décision de l'assemblée n'est pas libre.

2° Les statuts disent que c'est l'assemblée qui fixe le

dividende. — Alors, comme l'a exposé l'auteur, le Sonderrecht ne naît qu'après la décision, tandis que si le statut fixait à tant pour cent la distribution du dividende, le Sonderrecht naîtrait de suite, lors de la réception du bilan. Mais, d'autre part, cela ne permet pas à l'assemblée de modifier le fonds de prévoyance. C'est simplement rappeler la loi (paragraphe 260 du Code de commerce allemand) :

« L'assemblée générale statue sur l'approbation du bilan annuel et sur la répartition du bénéfice. »

L'assemblée doit vérifier le bilan et doit distribuer sans modifications le bénéfice qui en résulte.

3° Les statuts laissent expressément la fixation du dividende à l'assemblée ; alors l'assemblée sera libre.

Il semble ainsi, d'une façon générale, que la création d'un fonds de réserve, non prévu aux statuts, ne soit pas accordée par cette doctrine à l'assemblée ordinaire. Par suite, si le fonds d'amortissement indéterminé de 800.000 fr., créé dans l'affaire du Laurium, devait être à juste titre considéré comme une réserve, il était, suivant cette opinion, juste de le supprimer.

Examinons maintenant l'autre partie de la question : l'estimation par l'assemblée générale du montant des dépréciations.

Ici aussi, arrêtons-nous un instant au droit allemand : « Les pénalités, pense Neukamp, qui frappent les bilans inexacts, ne s'appliquent qu'aux évaluations trop élevées le but de ces peines l'indique. » Lehmann est du même avis.

Le but de la loi est de protéger les créanciers. Le paragraphe 40 dit : « Le bilan est à établir en marks de l'Empire.

« Tout l'actif et tout le passif sont à porter, lors de la confection de l'inventaire et du bilan, pour le montant de leur valeur à l'époque à laquelle cet inventaire et ce bilan ont été dressés.

« Les créances douteuses sont évaluées au taux de leur valeur probable, les créances irrecevables sont à amortir. »

Ce paragraphe dit qu'il faut faire figurer au bilan la valeur vraie des actifs. Si cette valeur vraie est obligatoire le bilan doit être exact, et une estimation trop basse ne pourrait être faite. Mais les travaux préparatoires de l'article 40 disent que des amortissements plus que réels sont une excellente habitude qui n'est nullement contraire au paragraphe 40 ; de plus, dans les travaux préparatoires de la commission, on avait aussi proposé l'adjonction du texte suivant à l'article 255 du projet : « Lorsqu'on voudra faire des réserves et des amortissements plus que statutaires, il faudra une majorité plus grande » ; et les motifs que l'on donne sont la crainte qu'une majorité fasse de grosses réserves, abaisse ainsi les dividendes et, par suite, les cours et en profite pour acheter dans de bonnes conditions. Mais on répondit qu'il fallait favoriser et non combattre une telle façon de conduire les affaires. Cette opinion l'emporta, montrant ainsi que la loi, loin de combattre de telles estimations, les favorisait (publication des séances du Reichstag, 1893-1897, n° 735, p. 3913).

La loi permet donc à l'assemblée l'estimation trop basse, même elle la favorise, mais dans les sociétés anonymes, il y a, outre la loi, le statut.

Les actionnaires ne peuvent attaquer une estimation en prétendant simplement qu'elle est inexacte, sans prétendre qu'elle est contraire à la loi ou aux statuts, car l'estimation appartient à l'assemblée.

Le juge, avant d'admettre la plainte, doit examiner si la loi où le statut sont attaqués. Donc l'assemblée peut estimer trop bas un actif ; mais, pense Neukamp, si l'assemblée a en vue, par son estimation, d'une façon visible la création d'une réserve, ici réserve occulte, il est possible d'attaquer la décision. En effet, l'assemblée, en opérant ainsi, a en vue la diminution du bénéfice et, par ce moyen, la création d'une réserve ; mais la création d'une telle réserve, non prévue aux statuts, n'est pas du pouvoir d'une simple assemblée, du moins elle peut être attaquée. Donc le bilan, qui crée une telle réserve, même sous forme de réserve occulte, est contraire aux statuts, dépasse les pouvoirs de l'assemblée et peut être attaqué.

Notre auteur cite ici, à l'appui de sa manière de voir, un exemple intéressant (*Reichsgericht*, 12 juin 1897, Bd. 11, p. 33). — Une assemblée générale met 100.000 marks au fonds de réserve pour travaux neufs, c'est-à-dire rabaisse cette partie de l'actif à sa valeur ; en outre elle porte 62.000 marks à un fonds de réserve pour change. Ce fonds n'étant pas statutaire, un actionnaire réclame... ; on supprime ce fonds et on met 162 000 marcks au lieu de 100.000

au fonds de réserve pour travaux neufs, c'est-à-dire que l'on estime plus bas cet actif. Le tribunal dit que l'assemblée a agi ainsi pour cacher la création de la réserve de change.

On voit comment l'assemblée a *voulu*, par une *dépréciation d'actif*, créer une réserve contraire à la loi, aux *statuts*.

L'actionnaire a droit aux bénéfices après les prélèvements ordonnés par la loi et les statuts ; créer une réserve, c'est donc modifier son droit, ce qui ne peut être fait que par une modification aux statuts. La décision de l'assemblée peut donc être attaquée.

Mais ne retrouvons-nous pas là les mêmes arguments que ceux adoptés par le tribunal dans notre affaire du Laurium ?

Pour ce qui est de la loi, il semble bien, comme le dit notre auteur, que non seulement elle permet, mais que souvent elle protège les dépréciations exagérées ; en effet, le paragraphe 271 du N. H. G. B. permet à tout actionnaire d'attaquer une décision de l'assemblée pour cause de violation de la loi ou du contrat de société ; mais un pourvoi basé sur le motif que la décision rendue a fait outrepasser dans les amortissements et les réserves la mesure permise par la loi ou le contrat de société, n'est admissible que si les parts de l'actionnaire ou des actionnaires introduisant l'action atteignent la vingtième partie du capital social.

L'estimation trop basse est rendue ainsi difficilement

attaquable, quelle que soit sa forme, amortissements, réserves, ou réserves occultes.

La loi est donc, dit notre auteur, dans le sens d'une estimation plus basse que la réalité ; elle a, pense-t-il, très raison, car une estimation basse est excellente ; il en donne fort bien les motifs. L'estimation basse donne de la force à l'affaire, elle évite les erreurs fréquentes qui font croire à un état plus florissant qu'il n'est, elle permet d'éviter le plus grand danger pour les sociétés, la distribution de dividendes fictifs qui ruinent sûrement l'entreprise en diminuant l'actif liquide, au moment où il est le plus utile. On peut dire que plus basse est l'estimation, plus vigoureuse est l'affaire.

Ainsi, pour résumer, en Allemagne, d'une part, la doctrine ne semble pas permettre à l'assemblée ordinaire de créer une réserve non prévue aux statuts (excepté naturellement dans le cas où le statut donne expressément à l'assemblée le pouvoir de fixer le dividende). Le fait que la loi (paragraphe 260) dit : « l'assemblée générale statue sur l'approbation du bilan et sur *la répartition du bénéfice* », ne donne cependant pas à l'assemblée le pouvoir de fixer le dividende autrement que d'une façon conforme aux prescriptions statutaires, et, dans le paragraphe 271, la loi donne à l'actionnaire une action pour attaquer une réserve outrepassant la mesure permise par le contrat de société.

Mais, d'autre part, nous avons vu que la doctrine permet à l'assemblée d'estimer les actifs pour une valeur inférieure à leur valeur réelle, les auteurs considérant

que seule l'estimation trop élevée est interdite par la loi.

Enfin, nous avons vu aussi que la loi semble, elle aussi, favoriser ces estimations trop basses. Mais une telle manière de voir laisse à l'Assemblée une certaine liberté pour fixer le dividende.

Quelle solution allons-nous adopter ? Allons-nous admettre que l'Assemblée ne fixe pas librement le dividende ?

Nous connaissons les résultats auxquels amène ce principe : c'est toujours la solution du tribunal et de la Cour dans l'affaire particulière du Laurium.

L'assemblée va-t-elle donc voir ainsi ses pouvoirs limités, ne pourra-t-elle pas, profitant de bonnes années, pratiquer de larges amortissements, réduire bien en dessous de leur valeur réelle des usines, un outillage, etc., parce que le statut a fixé l'amortissement à 5 o/o ou parce que, comme il n'a rien dit, il faudra simplement amortir, c'est-à-dire tenir compte de la dépréciation ? et cependant de telles mesures sont considérées par tous, comme les plus profitables à la société et à son développement.

L'assemblée ne pourra-t-elle pas non plus, indépendamment des amortissements, conserver une partie des bénéfices lorsque ceux-ci sont très considérables et bien qu'une telle réserve ne soit pas prévue aux statuts ?

Tout le monde est, avons-nous dit, d'accord sur l'excellence de ces mesures ; les auteurs allemands, dont nous venons de parler, les vantent tous ; et en Allemagne, la loi même se montre expressément favorable à ces façons de faire.

Le paragraphe 271, en effet, établit le droit de tout actionnaire d'attaquer une décision antistatutaire, mais, lorsque le motif invoqué est que la violation consiste en création de réserves ou amortissements trop forts, la loi n'accorde l'action que si l'actionnaire ou les actionnaires représentent le vingtième du capital social.

La loi gêne ainsi l'actionnaire, elle veut rendre difficile d'attaquer des mesures qu'elle juge fort utiles ; elle défend, dans une certaine mesure, l'intérêt social contre l'intérêt individuel.

C'est de cette idée qu'il nous faut, semble-t-il, partir pour trouver la solution. Le contrat qui nous occupe est un contrat de société, il doit être interprété comme tel : le but c'est *l'intérêt social* ; cet intérêt exige pour l'assemblée le pouvoir de constituer des réserves et de faire les plus larges amortissements. Au lieu de limiter pour l'actionnaire, comme le fait la loi allemande, le pouvoir d'attaquer, au lieu de faire dépendre son action de l'importance du capital représenté, pourquoi ne pas aller plus loin dans la défense de l'intérêt social ? Pourquoi ne pas refuser l'action quand la mesure est prise dans l'intérêt social ?

Pourquoi ne pas dire : l'actionnaire ne pourra attaquer une décision de l'assemblée générale en prétendant que les amortissements ou les réserves dépassent les mesures permises par la loi ; il devra, pour pouvoir le faire, ou bien prouver que ces amortissements et ces réserves sont expressément interdits par le statut ou par la loi, ou n'ont pas été constitués dans un intérêt social. Ce qu'exige l'in-

térêt social, ce qui résulte de la notion de société anonyme, c'est que l'assemblée doit fixer le dividende.

Il est impossible d'empêcher toutes ces mesures si pratiques et si utiles. Partout nous voyons favoriser les forts amortissements et réserves, partout nous voyons les tribunaux s'efforcer de les valider. Comment concevoir, en pratique, qu'une société qui est une personnalité, qui doit agir et vivre, ne puisse prendre des mesures que commandent les circonstances parce que les statuts n'y ont pas songé et ne pouvaient le faire ?

On ne doit pas interpréter le contrat de société comme un autre contrat. Dans un autre contrat on devrait dire : voici les clauses, elles déterminent le pouvoir des partis. Mais dans une société il n'y a pas que des partis, il y a la personnalité sociale. De la notion de cette personnalité dérivent certains attributs de cette personnalité.

La société possède une certaine puissance d'agir, c'est à la lumière de cette notion de puissance sociale qu'il faut interpréter le statut, et cette interprétation sera alors toute différente.

De la notion de la personnalité morale dérive sa puissance de fixer le dividende ; ce droit sera limité par les défenses légales, par les défenses statutaires ; mais pour ce qui est des prescriptions statutaires réglant la répartition des bénéfices, elles ne constituent pas une limite aux pouvoirs de l'assemblée, dans les rapports entre les intérêts des actionnaires et ceux de la société.

Par exemple, si un statut fixe à 10 o/o l'amortissement

statutaire, on pourra dire que par là il empêche l'assemblée d'amortir moins ; mais que pour ce qui est d'amortir plus, l'assemblée en trouve le pouvoir dans son droit à fixer le dividende, droit admis tacitement par le statut lors de sa confection.

Si un statut dit : le bénéfice sera réparti ainsi :

5 o/o à la réserve légale,

15 o/o à une autre réserve,

80 o/o aux actionnaires,

cela veut dire : il faut mettre 20 o/o aux deux réserves. Cela veut dire encore : nous estimons que ces réserves sont suffisantes ; mais cependant si l'assemblée qui fixe le dividende juge d'autres prélèvements utiles, elle pourra les faire, elle devra les faire, puisqu'elle agira dans l'intérêt social ; elle agira ainsi conformément à l'esprit des statuts qui est aussi l'intérêt social.

Ainsi, c'est de la notion de la personnalité morale que l'on pouvait, nous semble-t-il, faire découler les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire. C'est de cette même notion que l'on peut également tirer ceux de l'assemblée générale ordinaire. Celle-ci pourra donc, pour ce qui nous intéresse, fixer le dividende. Nous savons déjà quels sont les pouvoirs qui résultent pour elle de l'adoption de ce principe.

CHAPITRE IV

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN PRÉSENCE DE PARTS DE FONDATEURS OU DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Nous avons à étudier maintenant les pouvoirs de l'assemblée générale en présence d'une autre classe d'intéressés ; les porteurs de parts et les membres du conseil d'administration. Les uns et les autres sont liés à la société par un contrat qui a sa source dans les statuts ; toute décision d'une assemblée qui violerait ce contrat, pourrait nécessairement être attaquée par eux.

Les décisions de l'assemblée qui nous intéressent sont celles qui ont trait à l'amortissement et aussi, par la force des choses, aux réserves. Or, justement ces décisions peuvent passer pour porter atteinte aux droits des parts ou du conseil ; tous deux ont en effet un droit à un tant pour cent des bénéfices distribués ; une augmentation dans les amortissements ou les réserves, réduisant leurs parts, leur portera préjudice ; il faudra par suite se demander quels seront, dans ce sens, les pouvoirs de l'assemblée. La société pourra-t-elle, par une assemblée extraordinaire, modifiant les statuts, augmenter l'amortissement ? L'assemblée ordinaire pourra-t-elle conserver la liberté que nous venons de lui reconnaître plus haut ? Les pouvoirs que nous avons

reconnus à l'assemblée, parce que nous nous trouvions en présence d'actionnaires, allons-nous les lui accorder encore, maintenant que nous sommes en présence d'une autre espèce d'intéressés ?

Dès le premier abord, la question à examiner maintenant apparaît comme toute différente de la précédente ; il s'agissait en effet alors d'examiner les pouvoirs de la société vis-à-vis des actionnaires c'est-à-dire, des associés, de ceux qui avaient créé la personne morale, qui avaient fourni le capital et qui en étaient en dernière analyse propriétaires.

Il était, par suite, nécessaire d'analyser les notions de statuts, de contrat social et de personnalité morale ; il fallait dégager la part revenant à la volonté sociale et celle restant aux individus. Tout cela était, comme nous l'avons exposé, assez complexe. Mais ici, la chose semble bien plus claire, il s'agit d'un lien entre la société et, pour ainsi dire, des tiers, d'un contrat analogue à tous les nombreux contrats que conclut la société avec les tiers, ventes, achats, etc... ; il y a deux parties unies par un lien juridique et voilà tout.

La société promet aux parts de fondateurs ou aux membres du conseil, un tant pour cent sur les bénéfices ; c'est un engagement simple, aucune des difficultés que nous avons rencontrées précédemment, ne semble pouvoir se produire. Malheureusement nous allons voir que cette simplicité n'est qu'apparente. Nous avons à étudier les pouvoirs de l'assemblée, en présence de deux catégories

de personnes : les porteurs de parts et les membres du conseil d'administration ; ces deux études présentent, comme nous le verrons, une grande analogie. Cependant il vaut mieux les faire séparément. On n'aura, en faisant la seconde, qu'à rappeler ce qui dans la première, convient aux deux, en indiquant seulement les différences. Nous commencerons par la question des parts, ensuite nous dirons seulement quelques mots touchant celle du conseil d'administration.

**Pouvoirs de l'assemblée générale en présence
de parts de fondateurs.**

L'étude des parts de fondateurs est, comme le dit M. Thaller dans son *Traité de droit commercial* (p. 339), le sujet qui a donné en droit français le plus de monographies, parmi tous ceux qui ont trait à l'étude des sociétés anonymes.

Naturellement, l'étude des parts de fondateurs ne rentre pas dans notre sujet ; ce qui nous intéresse, c'est l'effet qui peut résulter de l'existence de ces parts sur les décisions des assemblées générales, et même seulement sur certaines décisions, celles touchant les amortissements ; mais pour connaître cette action toute particulière des parts, pour savoir ce qu'elles peuvent ou ne peuvent pas dans ce cas, il faut connaître ce qu'elles peuvent en général ; il faut étudier le contrat qui les lie à la société, et même il faut se demander quelle est la nature de ce contrat, puisque ce point est fort discuté et que naturellement, de la

nature différente du contrat, naîtront pour les parts des pouvoirs qui devront également être différents.

Mais alors ce serait étudier dans son entier la question des parts de fondateurs, ce que nous ne pouvons faire ici ; il faudra donc résumer autant que possible.

Les différentes hypothèses émises, touchant la nature des parts de fondateurs, peuvent se résumer en deux catégories :

1° Les porteurs de parts sont des créanciers.

2° Les porteurs de parts sont des associés se rapprochant plus ou moins des actionnaires.

Théorie des porteurs de parts créanciers.

La théorie des porteurs de parts créanciers est la première en date ; elle a eu pour elle une grande partie de la doctrine. La jurisprudence l'a adoptée presque sans exception pendant longtemps ; assez récemment un certain nombre de décisions semblent peut-être s'en écarter, mais elle reste cependant la manière de voir courante.

Certains auteurs, après l'avoir abandonnée y sont revenus (Thaller, *Traité de droit commercial*). Le droit des parts étant un droit de créance sur une partie des bénéfices, ce droit ne peut, semble-t-il, être modifié par l'une des parties, « la société ». Celle-ci, par suite, ne peut, dans ses rapports avec les parts, modifier le mode de répartition des bénéfices faisant partie du contrat conclu entre elle et les porteurs de parts.

Par suite : 1° La société ne pourrait pas modifier son sta-

tut pour créer des réserves ou des amortissements non statutaires (assemblée de l'art. 31).

2° L'assemblée ordinaire ne pourrait non plus créer des amortissements ou des réserves, ni exagérer les prélèvements pour les amortissements ou les réserves statutaires.

De là des difficultés très nombreuses.

Les parts pouvant intervenir à chaque instant en prétendant que la société violait le contrat, ces attaques des parts se sont produites assez souvent ; nous en citerons plus loin quelques exemples qui nous paraissent intéressants.

Si nous examinons les décisions de la justice dans les cas où elle a eu à statuer sur ces difficultés, ou si nous considérons les opinions des auteurs, nous verrons que, parmi tous ceux qui considèrent les parts comme créanciers, les solutions sont cependant différentes dans les divers cas particuliers ; les uns autorisant l'assemblée à faire certains amortissements ou réserves, les autres les jugeant impossibles. Cette diversité s'explique aisément.

La question porte en effet sur l'interprétation d'un contrat ; or les clauses de ce contrat sont loin d'être clairement posées ; ce que l'on sait seulement, c'est que la société a promis un tant pour cent sur ses bénéfices et que les parts se sont interdit par contre toute immixtion dans les affaires sociales ; mais cette dernière clause est extrêmement vague, imprécise et prête à mainte interprétation.

Ici, comme en bien d'autres cas, la liberté complète qui

a présidé à la création des parts de fondateurs, produit de graves inconvénients.

L'application de l'article 1156 du Code civil, — on doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes, — doit amener à des résultats bien différents.

M. Lecouturier, par exemple, qui a consacré tout un ouvrage aux parts de fondateurs, analyse le contrat de la façon suivante. Nous nous contentons de résumer son argumentation le plus brièvement possible. Les parts sont des créanciers, la clause des statuts qui règle la distribution des bénéfices entre les actionnaires et les parts, constitue un contrat entre ces parts et la société, contrat qui doit être respecté. Pour l'interpréter il faut s'inspirer de deux idées directrices :

1° Le contrat est obligatoire.

2° L'article 1156 du Code civil.

« Du contrat naissent pour les deux parties des obligations. »

a) L'obligation des parts est fixée par les statuts, elle consiste à ne pas s'immiscer, d'où :

1° Les parts doivent accepter les résolutions de l'assemblée.

2° Elles doivent accepter les modifications aux statuts votées par l'assemblée.

3° Elles doivent se soumettre aux statuts, mais à condition que leurs droits ne soient pas atteints.

b) L'obligation de la société consiste à fournir aux parts la portion de bénéfice convenue.

1° La société fixe ses bénéfices par acte d'administration, et les parts se sont obligées à ne pas intervenir dans cette administration.

2° La société peut, en conformité avec les statuts, se modifier, de façon à nuire grandement aux parts, et celles-ci se sont obligées à respecter les statuts et les modifications aux statuts.

En un mot, dans le contrat conclu entre la société et les parts, la société s'oblige bien à verser aux parts une portion des bénéfices. Mais ce même contrat réserve l'administration à la société. Ce contrat contient un statut permettant la modification aux statuts, et même, s'il ne le contient pas, une telle modification étant légale peut être considérée comme sous-entendue, c'est-à-dire acceptée par les parts qui auraient ainsi accepté d'avance toutes les modifications à leurs droits, la société étant souveraine par le contrat même.

Voilà qui est fort intéressant ; les seules données que nous avons concernant les clauses du contrat, peuvent fort bien amener à ces conclusions, qui cependant semblent difficilement admissibles. C'est toujours l'effet du manque de précision et de réglementation sur le sujet.

L'application littérale, continue M. Lecouturier, est donc impossible, il faut interpréter et dégager l'esprit du contrat. On arrivera, pense-t-il, aux conclusions suivantes :

A. — La société doit se conformer loyalement au

contrat, c'est-à-dire les comptes doivent être sincères, aucun prélèvement ne peut être fait en dehors des prélèvements statutaires.

B. — La société doit répartir chaque année tous les bénéfices disponibles.

C. — La société ne doit pas porter arbitrairement atteinte aux droits des parts ; pour cela il faut :

1° que ses résolutions soient sans fraude (exemple : diminution du dividende pour racheter les parts à vil prix, si les statuts fixent un prix de rachat basé sur les derniers dividendes) ;

2° qu'elle observent les règles de fond et de forme ;

3° qu'elles soient sans abus.

Il faut maintenant appliquer ces principes aux cas nous intéressant.

Amortissements. — Les parts les subissent à condition qu'ils soient conformes à la définition de l'amortissement, c'est-à-dire qu'ils soient la reconstitution de la dépréciation.

1° Si le statut donne au conseil le pouvoir souverain d'appréciation pour fixer l'amortissement ? Malgré cela il ne doit pas y avoir d'abus ;

2° Si le statut fait participer les parts à l'actif après la dissolution ?

Les parts ne peuvent plus se plaindre de l'exagération des amortissements.

Les parts peuvent donc, dans certains cas, attaquer les amortissements ; dans quels cas ?

Dans le cas de fraude ? Il n'y a pas d'exemple pratique.

Dans le cas d'abus ? Par exemple si en un ou deux ans on amortit des usines, un matériel qui doivent longtemps conserver une valeur.

Le capital ne doit pas être amorti avant d'avoir perdu sa valeur.

Cette règle est cependant trop précise, elle est possible pour certains éléments d'actif, mais pour beaucoup d'autres cette valeur ne peut être facilement estimée, sa dépréciation encore moins ; il faut donc s'en référer à l'usage.

Par exemple, en pratique, les grandes affaires, en particulier celles d'électricité, de mines etc., amortissent beaucoup ; celles où il y a des parts pourront donc le faire aussi, sans critiques possibles de ces dernières. Ce critérium de l'usage est adopté par la Cour d'Aix (1888) : il faudra tenir compte des circonstances de fait, rechercher par exemple : Si les parts sont ou non à titre gratuit, si le porteur l'est ou non depuis l'origine.

Pour ce qui est des réserves, nous n'avons pas à nous en occuper directement ; indiquons seulement la solution générale ; elle est analogue à celle donnée pour l'amortissement.

Les réserves non statutaires ne sont possibles qu'en cas de nécessité. Mais il est difficile de préciser, la question est une question de fait.

Voilà une analyse intéressante du contrat. Les conclusions en sont cependant bien incommodes en pratique. Les amortissements ou les réserves non statutaires, ou ceux

dépassant la quotité fixée par les statuts vont être rendus très difficiles. Il faudra en prouver la nécessité, il faudra ne pas amortir plus que ne le veut l'usage.

On voit combien il y a là matière à discussion ou à procès, et quelle gêne en résulte pour les sociétés ayant des parts.

M. Wahl (*Journal des Sociétés*, 1897, et notes sous l'arrêt concernant l'affaire du Laurium) adopte aussi la théorie des parts créanciers. Les parts peuvent attaquer les décisions de l'assemblée générale lorsque celles-ci sont prises pour leur nuire ; par exemple si les parts ne touchent rien à la liquidation, les réserves ou les amortissements considérables constitués par la société ont pour but de leur nuire ; les parts pourront aussi attaquer une résolution qui n'est pas faite pour leur nuire, qui, sans être expressément autorisée par le statut, est valable, prise dans l'intérêt de la société, mais qui cependant leur porte préjudice. Cette mesure sera nulle si elle n'est pas nécessaire.

Les parts ont droit aux bénéfices, déduction faite des prélèvements normaux, et non exagérés ou inutiles.

Par suite, pour ce qui touche l'amortissement, la société ne peut y consacrer une somme tellement forte que le capital soit amorti avant d'avoir perdu toute sa valeur.

Le fait que les statuts disent que le conseil et l'assemblée fixeront l'amortissement, empêche simplement les parts de se plaindre, si le dommage est peu important.

Si une clause formelle des statuts donnait à l'assemblée le pouvoir de fixer l'amortissement, ne devrait-on pas dire

que les parts n'auraient alors pas d'action ? Mais n'est-ce pas là une condition potestative, interdite au débiteur ? « Ce sont là, dit M. Wahl, également les solutions de la jurisprudence ; c'est dans les espèces une affaire d'appréciation, mais le principe est certain. » Avec cette dernière façon de voir il y aura encore de grandes difficultés dans la pratique et une gêne considérable pour les sociétés.

M. Thaller a, comme il le dit lui-même, longtemps tenu pour l'autre doctrine : celle de la part « associée ». Nous verrons plus loin comment il défendait cette thèse ; mais dans son *Traité de droit commercial*, il abandonne cette doctrine, il revient à celle de la part créancier de la société. « Le porteur ne fait point partie du cercle des associés, il est comparable à un obligataire qui aurait, non un coupon d'intérêt fixe, mais un coupon variable et qui en outre, ne pourrait prétendre au remboursement du principal. »

Voici, poursuit notre auteur, en l'état actuel du droit, les droits attachés à la part de fondateur (nous n'indiquons que ce qui nous touche) ; le porteur n'a pas le droit d'assister aux assemblées, n'étant pas associé ; s'il ne concourt pas aux délibérations sociales, celles-ci ne lui sont pas non plus opposables. La société, qui est débitrice des porteurs, ne peut pas réduire les émoluments appartenant à ces derniers, d'où une gêne considérable concernant l'emploi des bénéfices annuels. La société ne peut pas les appliquer à des réserves autres que celles ordonnées par la loi ou par les statuts. Ou, tout au moins, ne sera-t-elle fondée à le faire qu'après avoir établi sur l'ensemble le tantième dû aux porteurs de parts.

Ceux-ci peuvent-ils prétendre à leur pourcentage, même sur les sommes réservées ? Nous ne croyons pas que cette déplorable conséquence s'impose. Que les porteurs de parts réclament leur tantième, sur la portion de bénéfices que l'assemblée générale exclurait simplement de toute distribution, sans donner à cette retenue un emploi déterminé, rien de mieux. Ces bénéfices sont reportés sur les exercices futurs, et il est juste que les porteurs de parts, exposés à vendre, avant que la société ne répartisse effectivement ces bénéfices, ne soient pas frustrés du tantième actuellement dû sur leur montant, par suite d'une mesure à laquelle ils sont demeurés étrangers.

Mais dès l'instant que la retenue de bénéfices a eu lieu, en vue d'un intérêt social précis (réparation de matériel, amortissements, assurances, etc.), les porteurs de parts, ne doivent pas pouvoir émettre la prétention de prendre leur tant pour cent sur les sommes consacrées à ce but de prévoyance, parce qu'elles ont pour provenance des bénéfices. Il a été tacitement entendu à l'origine que les actionnaires pourraient procéder à des mesures de ce genre, sans avoir à servir à la catégorie des porteurs de parts un tribut assez lourd, ce qui rendrait, selon les cas, de pareilles combinaisons irréalisables.

Voilà une nouvelle analyse du contrat ; là aussi l'auteur ne veut pas appliquer strictement la lettre, parce qu'il en résulterait de trop graves inconvénients pratiques, et parce qu'il est évident que de telles conséquences n'ont pas été voulues par les parties et que, par suite, elles ne sont

pas dans l'esprit du contractant. Il faut faire intervenir les clauses sous-entendues. Certains prélèvements sont possibles pour l'assemblée (voilà ce qui sera sous-entendu), mais lesquels ?

La limite est difficile à fixer ; il ne suffira pas, pour M. Thaller, que ces prélèvements soient faits dans l'intérêt social, il faudra que cet intérêt soit en outre déterminé et présent, il faudra donc une utilité très certaine, presque une nécessité. Une société pourrait-elle, par exemple, profiter d'une année extrêmement favorable, pour achever d'un coup presque tous ses amortissements ? Nous ne le pensons pas dans la théorie dont nous parlons, mais il nous semble que c'est là, la plus grande difficulté. La gêne provenant des parts, reste pour les sociétés un pesant fardeau, s'il est nécessaire, pour rendre un prélèvement légitime, d'en prouver la nécessité actuelle.

Il est essentiel, pour les sociétés, de pouvoir effectuer des prélèvements de prévoyance, simplement parce que tel est l'intérêt social. C'est pour elles une nécessité de prélever ainsi sans nécessité.

Nous venons de voir trois analyses du contrat liant la société et les parts : toutes trois considèrent ce contrat comme établissant un lien de créance ; nous voyons que, pour ce qui a trait aux amortissements, des difficultés pratiques doivent se produire, et que souvent les auteurs considèrent la question comme une simple question de fait, c'est-à-dire devant être appréciée par les tribunaux ; nous allons donc, pour mieux envisager la question, prendre quelques exemples,

voir quelques difficultés qui ont dû être résolues par la jurisprudence. Comme nous l'avons dit, l'opinion générale de la jurisprudence considère les porteurs de parts comme des créanciers.

Ce n'est pas principalement à propos de difficultés touchant les amortissements ou les réserves, que l'on trouve le plus grand nombre de décisions établissant cette manière de voir, c'est à propos du cas de dissolution ; là les décisions sont extrêmement nombreuses. Mais le principe posé est aussi valable pour un des cas que pour l'autre ; pour nous, nos exemples doivent avoir trait uniquement au cas d'amortissement.

La Société des Aciéries de France est condamnée (Seine, 1886) pour avoir pratiqué des amortissements non prévus aux statuts, privant ainsi les parts d'une partie de leurs bénéfices ; ces statuts permettaient cependant à l'assemblée de fixer comme elle l'entendrait les bénéfices ; mais, comme le définit De Buit, l'amortissement doit représenter la moins-value de la valeur de l'actif.

L'article 43 des statuts autorisait la Société du Bi-Métal à constituer, sur la proposition du conseil et par un vote de l'assemblée, des réserves spéciales sans limitation aucune ; encore fallait-il, dit la Cour (C. de Paris, 8 juin 1901), que conformément à la lettre et à l'esprit des statuts ces réserves fussent destinées à l'utilité de l'exploitation sociale, et non pas à la seule utilité des actionnaires. L'arrêt de la Cour et le rejet du pourvoi par la Cour de cassation (Cass., 8 décembre 1902) s'appuient comme le montre

la note de M. Percerou aux Pandectes (*Pandectes françaises*, 1904.1.5), sur ce fait que la réserve constituée avait pour but de racheter les parts. Ce n'est donc pas une jurisprudence étroite ; au contraire, la lecture de l'arrêt nous fait penser que la Cour eût validé une réserve ou un amortissement, même non prévu aux statuts, s'ils avaient été constitués dans l'intérêt commun des actions et des parts ; mais ici, on diminue ou on supprime la répartition aux parts, et après les avoir fait ainsi baisser, on les rachète très bas avec les fonds mêmes qu'on leur a retenus. Une telle mesure, non seulement viole le contrat, mais elle est frauduleuse à l'égard des parts. Même dans la théorie où les parts sont considérées comme associées, théorie que nous verrons bientôt, une telle mesure ne pourrait être pratiquée.

Arrivons maintenant à un dernier exemple qui nous est fourni par l'affaire du Laurium et qui, nous allons le voir, est particulièrement intéressant. Nous avons déjà parlé de cette affaire ; nous nous rappelons que les statuts fixaient ainsi la répartition des bénéfices (art. 41).

5 0/0 au moins à la réserve légale.

5 0/0 d'intérêt aux actions.

Puis sur le surplus :

82 0/0 aux actions.

6 0/0 au conseil.

12 0/0 aux parts.

Nous nous souvenons aussi que l'Assemblée :

1° Avait constitué un fonds d'amortissement indéterminé de 800.000 francs ;

2° Avait amorti les mines pour 500.000 francs ;

3° Avait amorti les usines et les immeubles pour toute leur valeur, ceux-ci ne figurant plus au bilan que pour *quatre francs*.

Les parts de fondateurs attaquèrent ces trois mesures prises par l'assemblée. La raison qu'elles donnaient de leur attaque était : que les mesures en question étaient anti-statutaires, et lorsque l'on examine le jugement du tribunal et l'arrêt de la Cour, il semble bien, en effet, que la discussion porte sur ce seul point : « les mesures prises par l'assemblée sont-elles ou non anti-statutaires ». C'est pour cela aussi que nous avons cité le cas de l'affaire du Laurium, lorsque nous nous sommes occupés de l'amortissement statutaire sans nous inquiéter du caractère de ceux qui avaient attaqué les décisions en question.

En effet, le caractère statutaire ou anti-statutaire d'une décision ne dépend pas de la nature de la personne qui l'attaque. Si une décision est anti statutaire, elle l'est aussi bien pour un actionnaire que pour un porteur de parts.

Mais M. Thaller, dans sa note sous cet arrêt, estime que c'est seulement en apparence que les solutions opposées, données par le tribunal et la Cour, résultent simplement d'une interprétation différente des faits, le tribunal considérant comme antistatutaire ce que la Cour estime au contraire statutaire. Pour lui, l'analyse de l'arrêt lui fait supposer une divergence de principe. Le tribunal et la Cour différaient d'opinion d'abord au sujet des prélève-

ments, ensuite au sujet du droit des parts sur l'actif, déduction faite du capital, à la liquidation.

Pour simplifier, M. Thaller se demande ce qu'eût jugé la Cour dans le cas plus simple d'une fixation plus exacte des prélèvements par les statuts.

Les considérants de l'arrêt soumettant les parts à l'assemblée omnipotente, lui font penser que l'arrêt eût été le même, d'où il conclut qu'à l'inverse de la jurisprudence courante, cet arrêt tendrait vers la théorie des parts associées et non créancières. En effet, la part envisagée comme créancière a conclu avec la société un contrat dont les clauses sont les statuts. Ce contrat la société doit le respecter, et quand bien même la *loi des sociétés*, le *pacte social* lui permettraient avec une certaine majorité de faire aux statuts des modifications *obligatoires pour les actionnaires*, elle n'a plus le même pouvoir de modifier un autre *pacte nullement social* avec ses créanciers, les *porteurs des parts*.

Une partie ne peut, sans le consentement de l'autre, modifier un contrat. La part associée, au contraire, est soumise à la loi sociale qui est la loi de la majorité.

Donner à l'assemblée, comme le fait la Cour, pleins pouvoirs pour les prélèvements de prévoyance, sauf le cas de fraude, c'est faire des parts des espèces d'actions.

Théorie des parts associées.

Voilà une analyse fort intéressante ; selon M. Thaller, la nature du contrat n'est plus, pour la Cour, celle dont nous avons parlé jusqu'ici.

Le contrat est un contrat de société. C'est la deuxième hypothèse touchant la nature des parts, celle des parts associées.

Nous voyons de suite que si l'on adopte cette manière de voir, les difficultés que nous rencontrions jusqu'ici vont disparaître ; les associés, porteurs de parts, seront soumis à la loi sociale, comme vient de le dire notre auteur.

Les pouvoirs de l'assemblée générale envers eux vont être les mêmes qu'envers les autres associés, les actionnaires. La question des pouvoirs de l'assemblée en présence de parts, qui au début nous semblait toute différente de la question des pouvoirs de l'assemblée en présence d'actionnaires, va, au contraire, devenir tout à fait semblable. Il n'y aura donc pas d'étude nouvelle à entreprendre, il n'y aura qu'à se reporter à ce que nous avons dit pour le cas des actionnaires.

La solution alors admise s'appliquera ici ; l'assemblée pourra constituer des réserves, amortissements, etc... Quant aux limites de ces pouvoirs, elles seront constituées par les Sonderrechte de ces associés nouveaux, lesquels seront à déterminer.

Une doctrine importante adopte cette théorie et il y a aussi, dans ce sens, un certain nombre de décisions judiciaires. Au point de vue pratique, nous voyons les avantages de cette manière de voir. Malheureusement sa validité rencontre de graves objections ; ce qui caractérise la part sociale, c'est l'immixtion dans l'entreprise ; or cette immixtion est défendue aux parts ; en outre, l'action doit être une

partie du capital ; comment y intégrer de simples services (Thaller) ?

Théorie des parts, titres « sui generis ».

Une troisième théorie a prétendu que la part était un titre *sui generis* ; c'est une solution assez commode, mais qui n'avance à rien, car il reste à déterminer les droits des parts, ce qui ne sera pas facile.

Nous voyons donc qu'au point de vue de l'amortissement, la part de fondateur constitue, pour les sociétés anonymes, une source d'embarras considérable. Les difficultés théoriques sont peu de chose à côté de la gêne apportée dans la pratique, par suite de l'existence des parts, au fonctionnement des entreprises.

Les mesures les plus utiles sont souvent rendues impossibles. Il n'y a pas de difficulté seulement au sujet des amortissements ; les augmentations de capital, les diminutions, les dissolutions sont entravées par l'existence des parts. La vie des sociétés est, par elles, considérablement gênée. Comme le dit M. Thaller (*Traité de droit commercial*), « la part de fondateur a eu souvent pour résultat de mettre l'épargne en coupe et de multiplier les parasites ».

Bien souvent, en effet, on crée des parts de fondateurs au lieu d'actions d'apports, parce que ces parts sont immédiatement négociables, et on les écoule le plus rapidement possible. C'est en effet depuis la loi de 1893, qui empêche la négociation immédiate des actions d'apport,

que l'usage des parts de fondateurs s'est tellement développé.

Les parts de fondateurs constituent, pour une société, une grande gêne, et l'on doit conseiller de les éviter ; cependant elles existent en grand nombre ; il faut donc essayer tout de même de connaître leurs droits. Il nous semble, en examinant les termes du contrat liant les parts et la société, et aussi en recherchant l'intention des parties, que ce droit consiste uniquement dans une portion de bénéfice proportionnelle au dividende touché par les actionnaires, proportion indiquée par les statuts.

Si les statuts disent par exemple :

Le surplus sera distribué à raison de 60 o/o aux actionnaires, 40 o/o aux parts ;

Les parts auront droit à une somme égale à 40 lorsque le dividende sera égal à 60.

Une fois le dividende fixé, la somme qui doit aller aux parts l'est forcément, mais tant que le dividende n'est pas déterminé, le droit des parts ne l'est pas non plus ; la société demeure par conséquent libre de faire toutes les réserves ou amortissements qu'elle jugera nécessaires, mais quand elle se décide à distribuer à ses actionnaires une certaine somme, elle s'oblige à distribuer aux parts une somme correspondante. En un mot, les parts ont droit à une portion des bénéfices distribués. Les parts ont également droit, nous semble-t-il, à une portion de l'actif distribué à la liquidation ; le capital une fois remboursé,

nous ne voyons pas, en effet, comment distinguer cette répartition des répartitions faites à titre de dividendes.

Une société est la mise en commun d'un actif en vue d'en partager les bénéfices. Ce bénéfice n'existe réellement qu'à la liquidation. La coutume de la répartition annuelle des bénéfices sous forme de dividendes n'est qu'une pratique commode.

Tout le bénéfice devrait être distribué à la fin de la société, celui qui est distribué à la fin de la société n'est donc pas différent des autres. Le bénéfice ne doit pas non plus être confondu avec les produits ou fruits, il consiste dans l'excédent de l'actif sur le passif.

Les parts auront donc droit à une portion du dernier dividende, répartition à la liquidation, comme elles ont droit à une portion des dividendes annuels.

Il nous semble qu'avec cette solution, bien des difficultés disparaissent, et qu'aussi nous sommes bien dans l'intention des parties.

Lorsqu'une société constitue des parts de fondateurs, elle ne veut pas, nous semble-t-il, se donner des associés. Le point principal sur lequel elle insiste, c'est la défense faite aux parts de s'immiscer, ce qui semble bien exclure toute idée d'association.

En outre, si l'on examine le contrat conclu entre la société et les parts, c'est-à-dire les statuts, comment y voyons-nous établis les droits des parts ? C'est dans l'article touchant la répartition des bénéfices qu'il en est question. Le statut ordonne d'abord le prélèvement pour la réserve lé-

gale, quelquefois les prélèvements touchant l'intérêt du capital, enfin les prélèvements pour les amortissements, pour les réserves ; ensuite le statut répartit le solde des bénéfices aux actionnaires et aux parts. Le solde sera distribué à raison de 60 o/o aux actionnaires, et 40 o/o aux parts.

Les deux prélèvements sont toujours mis ensemble, liés, dépendant en quelque sorte l'un de l'autre.

Il nous semble que l'on peut trouver là l'intention des parties. La société n'a pas voulu aliéner sa liberté ; elle a voulu agir tout comme si les parts n'existaient pas ; elle veut toujours fixer son dividende comme elle le fixe d'habitude, seulement elle en donne une partie à certaines personnes.

Les règles que nous avons considérées comme applicables à la fixation du dividende et aux pouvoirs de l'assemblée vis-à-vis d'actionnaires, nous pourrions les conserver ici.

L'assemblée pourra donc constituer des amortissements et des réserves sans que les parts puissent attaquer ses décisions ; naturellement si les parts prouvaient qu'il y a fraude, la décision deviendrait attaquable par elles.

CHAPITRE V

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN PRÉSENCE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Les statuts accordent souvent aux membres du conseil d'administration un tant pour cent sur les bénéfices.

Ce fait n'aura-t-il pas une influence sur les pouvoirs de l'assemblée générale en ce qui touche la création par elle des fonds de prévoyance ? Evidemment si. Nous voyons de suite la question et son analogie avec celle des parts de fondateurs. Quels sont les amortissements ou réserves que devra supporter le conseil ?

A l'inverse de ce qui se passe pour les parts, la question, en ce qui touche le conseil, a été très peu étudiée en France, elle n'a pas non plus soulevé en pratique de fréquentes difficultés. En outre, ces difficultés se sont plutôt produites au sujet du fonds de réserve, bien que théoriquement elles puissent tout autant être posées au sujet du fonds d'amortissement. Nous nous contenterons d'un résumé très bref. Nous examinerons la question en France, ensuite nous dirons quelques mots de cette question en droit allemand.

En effet, à l'inverse de ce qui s'est passé chez nous, il existe en Allemagne un texte précis, concernant ces diffi-

cultés. Il est par suite intéressant de voir les avantages qui peuvent résulter de l'existence d'une réglementation dans ces matières, avantages qui existeraient non seulement pour ce qui est de la question concernant le tantième du conseil d'administration, mais aussi pour ce qui est de celle des parts, puisque les deux questions sont très voisines et que nous pouvons très bien, étant donné ce qui se passe pour l'une, nous représenter ce qui se passerait pour l'autre. Occupons-nous d'abord du droit français. On peut, à cette question du tantième, proposer plusieurs solutions différentes. Elles ressemblent à celles que l'on rencontrait au sujet des parts.

1° L'assemblée ne pourra créer de réserves ou d'amortissements en dehors de ceux prévus aux statuts, le conseil étant un créancier dont on ne peut modifier les droits.

Cette solution est impossible en pratique ; elle donne au conseil un droit d'immixtion qu'il n'a pas en tant que créancier du tantième, et l'on ne peut résoudre la difficulté en permettant à la société les prélèvements de prévoyance non prévus aux statuts, sauf à verser aux administrateurs leurs parts sur cette somme, ce qui est la solution donnée par le tribunal de commerce de la Seine dans l'affaire de la Graineterie française (9 mars 1885).

En effet, les administrateurs n'ont pas à toucher lorsque les actionnaires ne touchent pas ; et comment admettre que, ne subissant pas les réserves, ils profitent cependant de l'augmentation des bénéfices qui pourra résulter pour la société de cette augmentation d'actif ?

2° Les administrateurs subiront seulement les amortissements statutaires ; pour la réserve, la société demeurera libre d'en constituer une ; mais cette réserve appartiendra pour leur part aux administrateurs ; ceux-ci toucheront les sommes leur revenant personnellement, lorsqu'ils quittent le conseil ; autrement la réserve reste dans l'affaire et ne peut être distribuée que comme la réserve des actionnaires.

La Banque de Paris et des Pays-Bas, dont les statuts règlent cette question (ce qui est un exemple à peu près unique), adopte cette solution. Elle présente aussi de grandes difficultés, les mêmes que dans la solution précédente concernant l'amortissement ; pour ce qui est de la réserve, nous n'avons pas à insister ; on peut se demander seulement ce que veut dire « fonds de réserve des actionnaires », et « fonds de réserve des administrateurs », le fonds de réserve, comme le capital, appartenant à la société.

En outre, comment l'administrateur sortant peut-il toucher une portion de la réserve, puisque, comme nous l'avons dit tout à l'heure, l'administrateur n'a pas à toucher quand l'actionnaire ne touche pas.

3° Le conseil d'administration doit subir toutes les réserves et amortissements (excepté le cas de fraude) ; c'est la solution de la Cour dans l'affaire de la Graineterie française.

La Cour justifie cette manière de voir parce qu'elle considère que *l'administrateur n'est pas un tiers, que sa situation n'est pas différente de celle d'un actionnaire. La part lui*

revenant est de même nature que le dividende. Les réserves, dit la Cour, étant statutairement faites, les actionnaires ne peuvent faire seuls un sacrifice fait dans l'intérêt commun. L'administrateur qui perd sa part a pu aussi profiter de bénéfices antérieurs ; il en est ainsi pour tout titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires.

Ici le conseil d'administration est considéré comme une espèce d'associé.

Cette solution est de beaucoup la plus pratique ; mais, en théorie, elle rencontre des difficultés analogues et même plus considérables que celles dont nous avons parlé à propos des parts associées.

Cette question qui n'a reçu chez nous aucune réglementation peut ainsi présenter d'importantes difficultés. En Allemagne, au contraire, la loi s'est occupée du problème ; il faut voir quels avantages en sont résultés.

Le Code de commerce traite la question dans les paragraphes 237 et 245.

§ 237. — Lorsqu'il est alloué aux membres de la direction une part dans le bénéfice annuel, ce bénéfice est à calculer sur le bénéfice net restant, déduction faite des amortissements et des fonds de réserve.

§ 245. — Lorsqu'il est alloué aux membres du conseil de surveillance pour leurs travaux, une bonification consistant en une part dans le bénéfice de l'année, cette part est à calculer sur le bénéfice net, après prélèvement de tous les amortissements et fonds de réserve, et après qu'il aura été prélevé au profit des actionnaires un intérêt d'au moins 4 o/o du capital social versé.

Ces paragraphes, qui semblaient devoir tout résoudre, ont, au contraire, donné lieu à des discussions innombrables ; ces discussions, comme le fait remarquer un article des *Annales* (1901, 289), peuvent être comparées à ce qui a eu lieu chez nous, à propos des parts de fondateurs, et c'est ce qui nous les rend particulièrement intéressantes.

La discussion porte sur ce point : « Quel est le sens exact donné ici par la loi aux mots *amortissements* (*Abschreibungen*) et réserves (*Rücklagen*) ? » Les opinions sont des plus variées.

Pemsel dans la *Monatschrift* de Holdeim (octobre 1898, p. 237) résout ainsi la question : Faut-il comprendre dans les *Abschreibungen* et les *Rücklagen*, les prélèvements faits sur les bénéfices nets, c'est-à-dire sur l'excédent de l'actif sur le passif, après déduction faite des prélèvements légaux ? Le tantième serait alors dû, uniquement sur les sommes distribuées aux actions ou reportées à nouveau. S'il en est ainsi, pourquoi la loi ne l'a-t-elle pas dit ?

Les conséquences seraient les suivantes : l'assemblée qui peut réduire les dividendes, pourra-t-elle également réduire les tantièmes ? Pemsel ne le pense pas, il recherche le sens des mots *Abschreibungen* et *Rücklagen*. Dans l'usage, et aussi dans la loi, ces termes sont obscurs, on appelle souvent *Abschreibung* ce qui est en réalité une *Rücklage* et inversement.

Ce qu'a voulu la loi, c'est que le tantième soit prélevé seulement sur le bénéfice net, c'est à-dire après les amortissements (*Abschreibungen*).

Pour les *Rücklagen*, l'idée reste la même, le tantième

doit être prélevé sur les bénéfices nets, dont il faut déduire les *Abschreibungen*, et aussi certaines *Rücklagen* ; mais celles seulement qui doivent être faites, avant la fixation du bénéfice net.

Ces *Rücklagen* portent ce nom parce qu'étant facultatives, elles ne peuvent être appelées *Abschreibungen* ; leur nombre est très limité, ce sont des amortissements plus forts, librement voulus.

En résumé, pour Pemsel, la loi veut uniquement que le tantième soit perçu seulement sur le bénéfice net.

Cette manière de voir, adoptée également par Muller, n'a pas triomphé en Allemagne ; une autre opinion, bien plus généralement adoptée, estime que tous les amortissements et réserves passent avant le tantième. Mais où l'on n'est de nouveau plus d'accord, c'est sur le point de savoir si le report à nouveau doit être compris dans ces réserves. Comme le report à nouveau est une réserve, nous ne développerons pas les opinions à ce sujet, nous les indiquons seulement.

Riesser (*die Neuerungen im deutschen Actienrecht*, p. 26) comprend le report à nouveau dans les réserves, mais Staub, Steiner pensent le contraire (*Steiner Monatschrift*, 1901, p. 217). Il s'agit toujours d'interpréter les textes 237, 245. Or l'esprit de la loi pourra, mieux que partout, être trouvé dans l'interprétation que donne le député Basermann, rapporteur des articles.

« La loi, dit il, met sur la même ligne les *Abschreibungen* et les *Rücklagen*, auxquels on procède dans les bonnes

années, pour la fixité des dividendes futurs ; les administrateurs retrouveront plus tard ce qu'ils peuvent perdre. »

Il semble donc que le tantième doive supporter tous les amortissements, réserves et reports à nouveau, et qu'aussi ce tantième doive être perçu sur une réserve distribuée.

Nous voyons donc que, malgré la présence de textes, la question a été très discutée en Allemagne, ce qui pourra peut-être faire croire qu'en France il en eût été de même, à propos des parts, même si nous avions eu une réglementation de la question.

Nous voyons, au sujet du conseil d'administration, les mêmes opinions, allant d'une limitation extrême des pouvoirs de l'assemblée à une liberté de plus en plus grande, et c'est encore ce qui s'était passé pour les parts.

Si l'on examine le contrat conclu entre la société et le conseil, il ne semble pas que l'on doive reconnaître à celui-ci, comme l'a fait la Cour de Paris dans l'affaire de la Graineterie, un droit d'associé, et malgré cela il résulte, nous semble-t-il, assez clairement, que l'intention des parties est la suivante : l'assemblée reste libre d'effectuer tous les prélèvements en faveur des fonds de prévoyance, faits dans l'intérêt social. Le conseil devra subir tous les amortissements et réserves, sauf le cas de fraude ; il touche son tantième sur tout bénéfice distribué, même si ce bénéfice provient d'une réserve.

Cette solution est la même que celle que nous donnions pour les parts. Quant à ce fait que les administrateurs, pouvant quitter l'affaire, seront exposés à perdre définiti-

vement certaines sommes mises à la réserve, il ne doit pas modifier la solution. C'est un des caractères du droit des administrateurs, connu par les parties et admis par elles au moment du contrat.

Notre solution est donc la même pour le cas des parts de fondateurs et pour celui du tantième ; elle nous semble exacte parce que nous croyons que l'idée dominante qui préside à tous ces contrats est l'idée de l'intérêt social. C'est l'intérêt social, au sujet duquel s'accordent toutes les parties et, remarquons-le, c'est la même manière de voir, qui avait également fourni la solution pour le cas, qui semble tout différent, des pouvoirs de l'assemblée générale en présence d'actionnaires.

Il y a donc un point de vue unique, le point de vue de l'intérêt social, au jour duquel doivent être examinées et résolues toutes les difficultés concernant les pouvoirs de l'assemblée générale, en présence d'actionnaires, de porteurs de parts ou de membres du conseil.

C'est de ce point de vue unique que l'on peut, en tenant compte des différences particulières, déduire les diverses solutions.

QUATRIÈME PARTIE

L'AMORTISSEMENT DANS SES RAPPORTS AVEC LA RÉSERVE

Nous avons, nous semble-t-il, examiné les principaux points intéressants touchant les fonds d'amortissement ; mais avant de pouvoir conclure en résumant les différents résultats auxquels nous sommes arrivés, il reste encore un point à élucider. Ce point touche précisément à la nature du fonds d'amortissement. Il s'agit du rapport de l'amortissement avec la réserve.

Cette question doit être examinée à la fin de notre travail, car c'est seulement après avoir étudié les différentes formes de l'amortissement que nous pourrons le mieux nous rendre compte du rapport de ce fonds avec le fonds de réserve.

Nous avons vu plus haut de nombreux exemples où l'amortissement et la réserve étaient confondus, où certains fonds appelés fonds de réserve étaient en réalité des fonds d'amortissement et inversement. Nous savons qu'il est des cas où il est impossible de dire si un fonds appelé fonds de réserve est ou n'est pas un fonds d'amortissement. Il y a donc là une confusion pratique ; il faut se demander si cette confusion n'est pas due à une analogie de nature entre les deux opérations.

L'amortissement peut être défini : « la constatation d'une dépréciation ». La réserve : « une accumulation d'actif dépassant le capital » (dans un but d'assurance, ajoute-t-on parfois).

Il semble bien que ce soient là deux choses toutes différentes. Mais ce n'est là qu'une apparence, a-t-on prétendu ; les deux opérations sont en réalité très voisines. M. Thaller, par exemple, adopte cette façon de voir (*Annales Dr. commercial*, 1895, p. 242).

« L'amortissement, dit l'auteur, est la constatation d'une dépréciation, l'amortissement est une réserve. Mais la réserve tantôt s'ajoute au capital, tantôt se substitue à lui, devient le pouvoir de reconstituer le capital ; c'est justement l'amortissement (p. 243-244). Ce qui manque au capital se retrouve dans un autre compte, c'est un actif au dedans du capital, un moyen de le recréer, c'est une réserve. »

Nous avons vu en effet que l'amortissement a pour résultat la constitution d'un actif liquide d'une valeur égale à celle de l'actif amorti.

Un grand nombre d'auteurs partagent la façon de voir que nous venons d'indiquer.

Charpentier (*Les bilans des sociétés par actions*, thèse) dit aussi : « L'amortissement est une réserve dans le capital, il transforme les immobilisations en fonds de roulement, mais à la différence de la réserve, il regarde le passé tandis qu'elle est tournée vers l'avenir. »

Verley (*Bilans*, thèse, 190) dit de même : « L'amortisse-

ment augmente le fonds de roulement, crée une réserve, mais cette réserve, à la différence des autres, n'augmente pas le capital, elle se fait à l'intérieur du capital ; le fonds de roulement produit est bien une réserve, car il est destiné à reconstituer l'actif. L'amortissement ne constate pas une moins-value, mais la reconstitue. »

Ainsi, suivant les auteurs qui précèdent, *amortissements* et *réserves* sont deux opérations tout à fait voisines. Mais on n'a pas toujours pensé ainsi, et un auteur comme Veil-Simon, dans son ouvrage *die Bilanzen der Actiongesellschaften*, expose les choses d'une tout autre façon.

« L'amortissement, dit V. Simon, est un passif fictif, lorsqu'on a choisi pour l'indiquer au bilan, le procédé qui fait paraître les amortissements au passif.

Souvent la pratique a réuni les amortissements des différents actifs en un compte d'amortissement unique, ce qui a amené la confusion des amortissements et des réserves qu'on ne saurait, cependant, trop distinguer les uns des autres » (p. 133).

La réserve, prélevée sur les bénéfices, est une partie des bénéfices mise de côté, dépassant le capital ; l'amortissement est une dépréciation par rapport au prix de revient, ce n'est pas un bénéfice ; au contraire, il le réduit, il ne produit pas une augmentation d'actif par rapport au capital nominal. En pratique souvent on confond ; par exemple : Les sociétés de navigation de Hambourg ont un fonds de réparation et de renouvellement de chaudières, et l'on ne sait s'il s'agit d'un amortissement ou d'une ré-

serve pour pertes futures. Une pratique regrettable est aussi celle qu'adoptent de nombreuses sociétés, qui ont le tort de porter au bilan les bénéfices avant d'avoir effectué les amortissements et les réserves et de les faire ensemble après ; de plus (et ceci nous intéresse encore plus particulièrement) l'amortissement a souvent pour résultat, ajoute V. Simon, de faire entrer dans l'affaire de l'argent en espèces.

M. Thaller (p. 136, n° 58) en conclut que l'amortissement est une réserve ; dans le langage on peut en effet appeler ces sommes des réserves, mais juridiquement ce n'en sont pas, car elles ne dépassent pas le capital nominal ; l'accumulation d'espèces n'est pas une suite essentielle et tirée de la nature de l'amortissement ; en effet, en cas de pertes, l'amortissement est cependant nécessaire et en tous cas quand cette accumulation a lieu, ce n'est cependant pas une augmentation de capital. sans quoi ce serait une réserve. »

Voilà une opinion qui semble bien différente des précédentes. Si nous l'examinons de plus près, nous voyons d'abord que notre auteur critique la confusion faite par la pratique entre l'amortissement et la réserve, mais cela n'a rien de contraire à l'opinion de M. Thaller ; ce dernier ne confond pas les deux opérations, mais prétend que par nature elles sont analogues, l'une à l'intérieur, l'autre à l'extérieur du capital. Mais où l'opposition dans les opinions semble plus grande, c'est lorsque M. V. Simon ajoute : « L'accumulation d'espèces, réserve à l'intérieur du capital, n'est pas une suite essentielle et tirée de la

nature de l'amortissement ; en cas de perte, l'amortissement est cependant nécessaire. » Ainsi l'idée de reconstitution d'actif ne ferait pas essentiellement partie de l'idée d'amortissement ; l'accumulation d'espèces, la réserve à l'intérieur du capital ne seraient qu'une conséquence habituelle, mais nullement tirée de la nature de l'amortissement.

Nous avons déjà vu que, dans la pratique, les deux idées sont toujours associées, les mots même invitent à faire cette association ; le fonds d'amortissement s'appelle aussi « fonds de renouvellement ». Le nouveau Code de commerce allemand, paragraphe 261, n° 3, appelle l'amortissement l'*Erneuerungsfonds*. L'idée de reconstitution est considérée comme faisant partie de celle d'amortissement.

Ainsi dans l'exemple choisi par M. V. Simon, c'est-à-dire dans le cas de perte, l'amortissement est cependant possible, d'après M. V. Simon ; il n'est pas possible si l'on considère l'amortissement comme la constatation d'une dépréciation et la reconstitution de cette dépréciation.

Cette dernière façon de voir ne conduit-elle pas aux conclusions suivantes ? L'existence de l'amortissement dépend de celle des produits ; on ne peut amortir qu'autant qu'on peut reconstituer ; l'amortissement varie avec les produits. Si la somme des produits est inférieure au montant de la dépréciation, l'amortissement qui sera seulement égal à ces produits ne tiendra compte, par suite, que d'une partie de la dépréciation. Mais c'est là un résultat en contra-

diction complète avec la nature de l'amortissement qui doit avant tout constater la dépréciation.

Nous trouvons-nous donc en présence de deux solutions inconciliables ?

Ou bien l'amortissement constatera la dépréciation ; mais, alors, il ne comprend nullement l'idée de reconstitution ; ou bien, l'idée d'amortissement comprend l'idée de reconstitution ; mais alors il ne sera plus toujours la constatation de la dépréciation, ce qui naturellement ne saurait être admis.

L'amortissement doit constater la dépréciation ; c'est là le caractère essentiel de l'opération ; cependant nous ne croyons pas que l'idée de reconstitution soit absente de la notion d'amortissement, mais la conséquence de cette union que nous venons d'indiquer, ne nous semble nullement nécessaire.

Un amortissement parfois comporte deux conditions : constater une dépréciation, ce qui est toujours possible, et reconstituer cette dépréciation.

Sans doute, cette deuxième condition n'est-elle pas toujours réalisable, mais ce ne sera pas une raison pour ne pas alors réaliser la première.

Quels que soient les produits, il faudra donc toujours commencer par constater toute la dépréciation ; suivant le montant de ces produits, cette dépréciation sera reconstituée en totalité ou en partie.

Si elle ne l'est qu'en partie, on pourra dire que l'amortissement n'est pas réalisé d'une façon complète, mais il

n'y a aucune raison pour ne pas faire ce qui est possible, c'est-à-dire constater la dépréciation.

Ainsi nous croyons que l'on peut considérer la notion de reconstitution comme faisant partie de celle d'amortissement, sans cependant faire dépendre du montant des produits le montant de la dépréciation.

Il importe en effet, et M. V. Simon insiste avec raison sur ce point, de considérer l'amortissement comme étant avant tout la constatation d'une dépréciation. C'est là le caractère principal dont il faut partir.

C'est à cette conclusion que doit, nous semble-t-il, nous conduire notre étude ; la plupart des confusions que nous avons rencontrées résulte de l'oubli de cette notion essentielle, et, d'autre part, tous les caractères que nous avons indiqués comme appartenant à l'amortissement découlent de cette première idée.

CONCLUSION

Nous sommes parvenus au terme de cette étude, il nous reste à résumer brièvement les résultats auxquels nous sommes arrivés.

L'amortissement est la constatation d'une dépréciation, par suite il est légalement obligatoire, c'est une question de fait ; l'usure doit être constatée. Malheureusement cette constatation est impossible, il faut lui substituer une appréciation ; cette appréciation, qui se fait suivant différents systèmes, a pour résultat de faire perdre à l'opération d'amortissement une partie de ses caractères, et contribue à la faire confondre avec la constitution de réserve. La pratique offre des exemples constants de cette confusion. La dépréciation que constate l'amortissement a pour cause l'usure, mais l'examen d'un certain nombre d'amortissements particuliers montre que cette définition doit être élargie ; l'usure n'est qu'une des causes de dépréciation dont l'amortissement tient compte, il ne faut pas s'en tenir à la lettre, mais élargir la définition.

C'est ce que l'usage a fait très largement, mais par suite aussi la notion d'amortissement est devenue de plus en plus confuse en pratique, et s'est, de plus en plus, confondue avec celle de réserve ; certains amortissements nous ont bien montré ce résultat.

Enfin, nous nous sommes demandé quels étaient les pouvoirs de l'assemblée générale en fait d'amortissement.

Il pouvait sembler tout d'abord que l'amortissement étant obligatoire par la loi, l'assemblée devait simplement appliquer la loi ; mais cette même impossibilité de constater le fait de la dépréciation, qui a rendu nécessaire une appréciation, empêche de pouvoir adopter ici une solution aussi simple.

Nous avons été obligés par suite de rechercher les pouvoirs de l'assemblée en fait d'amortissement, sans tenir compte de ce caractère d'obligation légale. Mais il fallait alors distinguer le cas où l'assemblée se trouvait en présence d'actionnaires, c'est-à-dire d'associés, ou en présence de parts ou de membres du conseil d'administration, c'est-à-dire de créanciers.

Dans le premier cas l'assemblée sera libre ; cette liberté n'étant limitée que par les Sonderrechte des actionnaires, ou, si l'on veut, par ce qui est contraire à la notion même de personnalité morale.

Dans le deuxième cas, bien qu'il s'agisse d'un contrat de créance, l'assemblée pourra, nous semble-t-il, pratiquer tous les amortissements faits dans l'intérêt social, sauf bien entendu le cas de fraude.

Dans cette dernière partie l'amortissement étant étudié tel qu'il existe en pratique, la distinction entre cet amortissement et la réserve devient de moins en moins sensible, les deux fonds sont de plus en plus confondus.

Vu :

Le Président de la Thèse,
E. THALLER,

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

DE L'AMORTISSEMENT EN GÉNÉRAL

CHAPITRE I. — L'amortissement est-il légalement obligatoire. .	15
CHAPITRE II. — Quels sont les procédés employés pour faire figurer au bilan les amortissements.	20
CHAPITRE III. — Nature et caractère de l'amortissement.	28
CHAPITRE IV. — Amortissement par estimation	36

DEUXIÈME PARTIE

AMORTISSEMENTS PARTICULIERS. LA DÉFINITION DE L'AMORTISSEMENT DOIT ÊTRE ÉLARGIE

CHAPITRE I. — Amortissement en dehors du cas d'usure ; amortissement des terrains	57
CHAPITRE II. — Amortissement du fonds de commerce. Confusion dans la pratique touchant la notion de valeur	64
CHAPITRE III. — Cas de sociétés bénéficiant de concessions . . .	74
CHAPITRE IV. — Cas du brevet.	77
CHAPITRE V. — Amortissement des frais de premier établissement.	89
CHAPITRE VI. — Amortissement par suite d'invention et de découvertes.	101

CHAPITRE VII. — Fonds appartenant au compte d'amortissement.	
Question des frais de réparations	105
CHAPITRE VIII. — Amortissement des obligations.	110

TROISIÈME PARTIE

POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CHAPITRE I. — Généralités.	124
CHAPITRE II. — Pouvoirs de l'Assemblée générale extraordinaire en présence d'actionnaires	127
CHAPITRE III. — Pouvoirs de l'Assemblée générale ordinaire en présence d'actionnaires.	161
CHAPITRE IV. — Pouvoirs de l'Assemblée générale en présence de parts de fondateurs ou de membres du Conseil d'administration	187
CHAPITRE V. — Pouvoirs de l'Assemblée générale en présence de membres du Conseil d'administration. . .	209

QUATRIÈME PARTIE

L'AMORTISSEMENT DANS SES RAPPORTS AVEC LA RÉSERVE

CONCLUSION.	225
---------------------	-----

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
